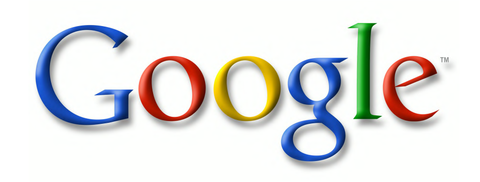
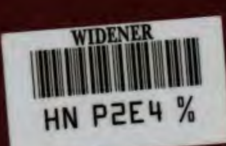
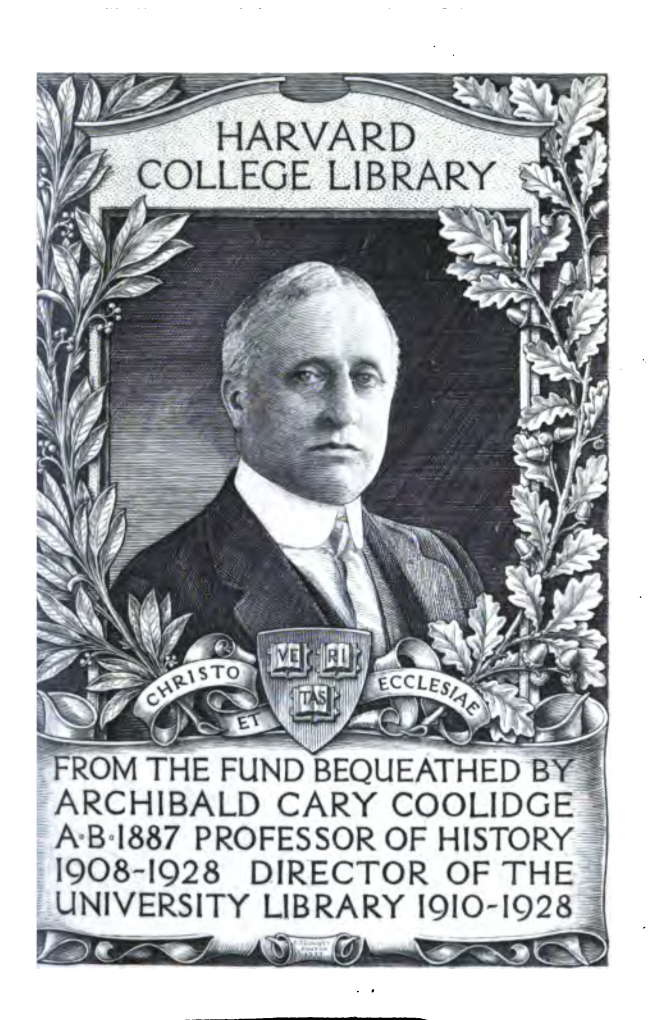



WIDENER
HN P2E4 %


HARVARD
COLLEGE LIBRARY
VE RI TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE
FROM THE FUND BEQUEATHED BY
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
A·B·1887 PROFESSOR OF HISTORY
1908-1928 DIRECTOR OF THE
UNIVERSITY LIBRARY 1910-1928

BIBLIOTHÈQUE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

HISTOIRE
DES
HONGROIS
ET DE LEUR
LITTÉRATURE POLITIQUE
DE 1790 A 1815

PAR

ÉDOUARD SAYOUS
Professeur d'histoire au lycée Charlemagne.

...örvendhetsz, Ausztria, biztos
A' Koronád fejeden mikor a' Magyar örzi.
(Baróti, 1790.)

(Tu peux te réjouir, Autriche, la couronne est solide sur ton front lorsque le Magyar te protége.)

PARIS
LIBRAIRIE GERMER-BAILLIÈRE
17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE
1872

HISTOIRE

DES

HONGROIS

HISTOIRE

DES

HONGROIS

ET DE LEUR

LITTÉRATURE POLITIQUE

DE 1790 A 1815

PAR

ÉDOUARD SAYOUS

Professeur d'histoire au lycée Charlemagne.

...œrvendhetsz, Austzria, biztos
A Koronad fejeden mikor a Magyar œrzi...
(Baróti, 1790.)

(Tu peux te réjouir, Autriche, la couronne est solide sur ton front lorsque le Magyar te protége.)

PARIS

LIBRAIRIE GERMER-BAILLIÈRE

17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE.

1872

PRÉFACE

Un peuple tartare qui a pris rang dans l'Europe civilisée pour la sauver plusieurs fois de la barbarie ; un peuple fier qui est capable de la soumission la plus touchante aux rois dans le malheur comme de la résistance la plu indomptable aux rois puissants et victorieux ; un peuple orgueilleux de sa race jusqu'à la superstition, et qui doit la beauté de son type et la trempe énergique de son âme à d'heureux mélanges avec des nations dédaignées ; un peuple ardent et mobile qui comprend à merveille le difficile et patient régime parlementaire ; un peuple de furieux cavaliers et d'intraitables légistes : telle est, avec ses grandeurs, ses défauts, et sur-

tout ses contrastes, la nation Magyare.

Aucune histoire n'est demeurée chez nous plus inconnue (1). Quand donc, dit M. Michelet, paierons-nous notre dette à ce peuple béni, sauveur de l'Occident?

Une telle œuvre, pour être complète, demande beaucoup de temps, bien des études philologiques, bien des voyages. Peut-être serons-nous un jour assez heureux pour l'accomplir; mais aujourd'hui nous offrons seulement au public le récit, au point de vue hongrois, des vingt-cinq années les plus dramatiques de l'histoire, celles de la Révolution française et de l'Empire.

(1) Excepté deux épisodes : Jean Hunyade, et le fameux *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresa.* — Exceptons encore les principales figures contemporaines auxquelles ont été consacrés d'excellents articles de M. Saint-René Taillandier et de M. Laveleye, dans la *Revue des Deux-Mondes*, ou des livres tels que celui de M. Chassin sur Petœfi. (Une nouvelle traduction de ce poète, par MM. de Ujfalvy et Desbordes-Valmore, vient de paraître.) — M. Amédée Thierry, dans son *Attila*, et M. Rambaud, dans son *Empire grec au Xe siècle*, ont étudié les origines de la nation.

On demandera peut-être : Que viennent faire les Hongrois dans cette période toute française que nous devons réclamer comme une propriété nationale? En quoi leur histoire pourrait-elle éclaircir la nôtre, et si elle ne l'éclaircit pas, à quoi servira-t-elle? Depuis la prise de la Bastille jusqu'à Waterloo, l'Europe regarde la France, et n'agit que pour accepter ses idées ou les écraser : à quoi bon étudier la vie politique et littéraire d'un peuple secondaire, pas même d'un peuple, d'une province, car enfin, avant Kossuth, la Hongrie, c'est l'Autriche? Et d'ailleurs l'Autriche de cette époque est-elle autre chose que l'armée continentale de l'Angleterre ou le champ de bataille favori de Napoléon? Nous répondrons que cela est vrai, ou à moitié vrai. Oui, la France était le cœur, l'organe vital de l'Europe. Oui, le sort de la Hongrie était lié étroi-

tement à celui de l'Autriche. Voilà précisément ce qui nous encourage à publier notre travail. Nous espérons éclairer de quelques lumières nouvelles l'influence extérieure de la France, la politique de l'Autriche en Europe, et la naissance de la Hongrie moderne.

La Révolution, coïncidant avec la mort de Joseph II, a été pour les Magyars le signal d'un réveil national et constitutionnel auquel devait succéder une longue et ardente réaction. Nous verrons quels échos éveillaient au loin nos scènes révolutionnaires et la gloire sanglante de l'Empire, et comment le monde était partagé entre l'admiration et l'horreur.

On sait que l'Autriche a pris part à toutes les coalitions, excepté celle de 1806, que, malgré tous les désastres, malgré sa capitale quatre fois menacée

et deux fois conquise, elle n'a jamais désespéré. Mais il reste à comprendre comment elle a toujours trouvé des armées. Toute la discipline et toute la rigueur imaginables n'auraient pas suffi. Les Allemands étaient très-dévoués ou très-dociles ; le grand mouvement des Slaves ne se dessinait pas encore ; mais les Hongrois, qui avaient sauvé la monarchie de Marie-Thérèse, tenaient entre leurs mains celle de François II : leur inimitié l'eût renversée, leur froideur l'eût menacée, leur dévouement la sauva.

Enfin, dans cette époque tourmentée, la Hongrie de nos jours, si importante aux yeux de tous les vrais politiques, la Hongrie libérale se fonde péniblement. Dans l'intervalle des batailles, à la veille même de Rivoli, d'Austerlitz et de Wagram, de grandes assemblées politiques retentissent d'une éloquence

enthousiaste ou indignée; les réformes sociales et économiques se préparent; la langue nationale triomphe et la presse commence à naître. Enfin, la poésie est un fidèle écho des passions qui agitent et se disputent l'âme des Magyars.

1er juillet 1870.

N. B. En publiant ce travail au bout de seize mois, nous ne croyons pas devoir y rien changer en nous laissant aller à des allusions même légitimes. Nous offrons au public un livre d'histoire et non d'actualité.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

La plupart des faits exposés dans notre livre étant peu connus en France, et la littérature hongroise de cette époque absolument ignorée, nous croyons nécessaire de mettre sous les yeux du lecteur l'indication des sources où nous avons puisé, et surtout des textes magyars que nous avons traduits ou résumés.

Les ouvrages de provenance hongroise, les plus nombreux et les plus importants comme on peut s'y attendre, sont en général écrits en langue magyare, quelques-uns toutefois en allemand ou en latin. Citons d'abord, comme ayant servi de base à toutes nos recherches, deux livres de premier ordre : l'*Histoire de Hongrie (Magyarország Történelme)*, de Mgr Horváth, dont le sixième volume va jusqu'à l'année 1823 (Pesth, Heckenast, 1860) (1). L'ardent patriotisme de cet évêque libéral, qui fut un instant ministre en 1849, et qui supporta ensuite de longues années d'exil, n'exclut pas de son récit la critique sérieuse et impartiale. On ne peut dire que la passion contre l'Autriche ou contre les Slaves en soit toujours exclue ; mais Mgr Horváth est au besoin très-sévère pour ses compatriotes. Le seul côté incomplet de cet excellent livre est l'histoire littéraire ; mais cette lacune est comblée par le *Manuel de la Littérature hongroise* (*A Magyar irodalom Kézikönyve*), titre modeste qui recouvre un immense et précieux recueil de poésies et de notices biographiques (Pesth, Heckenast, 1855, 2 gr. in-8° à 2 colonnes).

Viendraient ensuite deux histoires générales écrites en allemand par des Hongrois, celles de Fessler et de Majláth. Mais Fessler est gêné par sa situation de contemporain ; il prend pour épigraphe de son dernier livre ce mot de Velleius Paterculus : « La louange et la censure d'un vivant sont chose difficile » (*Geschichte der Ungern*, 10 vol. in-8°, Leipzig, 1825). Le comte Majláth ne peut dépouiller ni dans son *Histoire d'Au-*

(1) M. Horvath a publié séparément l'*Histoire de vingt-cinq ans* (*Huszonöt év*, 1823-1848), traduite en allemand, et l'*Histoire de la Révolution* (*Forradalom Története*), chacune en trois volumes in-8°. (Pesth, Maurice Rath, 1865.)

triche, ni dans son *Histoire de Hongrie* (*Geschichte der Magyaren*, Regensburg, 1853, 5 vol. in-8°), les opinions conservatrices de sa famille. Cependant Majláth fournit de précieux renseignements sur l'état des esprits, et Fessler sur le rôle de ses compatriotes dans les guerres contre la Révolution et l'Empire.

La Hongrie ancienne et moderne, de Boldényi (Paris, 1853, gr. in-8°), ne consacre que quelques lignes à notre question.

Pour la partie parlementaire du sujet, la source officielle est le Journal de la Diète (*Országgyűlés naplojai* — *Acta Diætalia*), qui forme, pour chacune des Diètes de 1790, 1792, 1796, 1802, 1805, 1807, 1808, 1811-12, un ou plusieurs volumes in-folio, publiés à mesure et rédigés presque toujours dans les deux langues.

Le *Manuel de l'éloquence politique* (*A magyar politikai szónoklat kézikönyve*, Pesth, 1866, 2 v. in-8°), de M. Étienne Toldy, servirait plutôt à l'étude des quarante dernières années; il renferme cependant plusieurs discours de 1790. — Le livre de M. Csengery, sur les orateurs et les hommes d'État (*Magyar szónokok ès status-ferfiak*, Pesth, in-18, nouv. édit. 1870), commence par une vigoureuse étude sur Paul Nagy, le chef de l'opposition en 1807.

Les livres et les documents qui nous ont servi à étudier la vie intérieure du peuple et les mouvements de l'opinion sont les suivants :

En prose : *Le drame du couronnement de Mathias*, de Szentjobi (Bude, 1792, en hongrois); — le manuscrit de Szirmay, *Jacobinorum hungaricorum historia*; — le *Discours patriotique à la noblesse hongroise* (*Hazafiúi szózat a magyar nemességhez*), par Kisfaludy (1809, in-18); — *La vaillante jeune fille hongroise* (*A lelkes magyar leány*), du même, publié dans ses œuvres complètes (in-18); — la *Correspondance du comte Joseph Dessewffy avec François Kazinczy* (*Grof Dessewffy Jozsef levelezése Kazinczy Ferenczkez*), 3 vol. in-8°, Pesth, 1860.

En vers : les *Poésies de Bacsányi*, publiées par Fr. Toldy (Pesth, 1865, in-12); — les *Œuvres complètes de Csokonai*, publiées par Fr. Schedel (Pesth, 1845, 2 vol. in-8°); — les *Lettres du comte Gvadányi* (Comorn, 1797, in-18); — *La fidélité magyare* (*A magyar hüsége*), drame de Verseghy (Bude, 1809, in-18). — Les autres poètes, Péczely, Baróti, Virág, Berzsényi, etc, ont bien été publiés à part, mais leurs pièces les plus importantes au point de vue politique se trouvent dans le recueil de Toldy, et c'est à ce recueil que nous renverrons. (Quelquefois aussi à un petit recueil intitulé *Magyar dalnok* (Pesth, 1865, in-18).

Plusieurs ouvrages de provenance allemande complètent les renseignements fournis par les Hongrois sur leur propre histoire, ou servent à les contrôler. Ils nous révèlent encore l'opinion de l'Allemagne et même de l'Europe sur la Hongrie de ce temps-là. Citons en première ligne :

Deux publications de M. d'Arneth, la *Correspondance dd Joseph II avec Léopold et Marie-Thérèse* (*Maria-Theresia unI Joseph II, Ihre correspondenz*, 3 vol. in-8°), et celle de *Joseph I- avec Catherine de Russie* (*Joseph II und Katharina von Russe land : ihr Briefwechsel*, Vienne, 1866, in-8°), qui révèlent des c3tés nouveaux et imprévus chez le prince réformateur ; le re-*t* cueil de lettres intitulé par M. de Vivenot : *Thugut Clerfay und Würmser* (Vienne, 1869, in-8°), source précieuse de renseignements sur la politique secrète de l'Autriche.

Le traité de l'archiduc Charles, *Principes de stratégie appliqués à l'histoire de la campagne de 1796 en Allemagne* (Vienne, 1814, 3 vol. in-12) ; — les *Œuvres de Gentz*, en 6 volumes, dont l'un en langue française (Stuttgard, 1841) ; — nous citerons également une lettre de Gentz à Mallet du Pan, que nous croyons inédite ; — le 2e vol. de la *Vie de Stein*, par M. Pertz (*Das Leben des ministers Freiherrn von Stein*, Berlin, 1851) ; — les trois premiers volumes de l'*Histoire d'Allemagne, 1786-1815*, par Hæusser (*Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs des Grossen bis zur Gründung des Deutsches Bundes*, Leipzig, 1854) ; — le 1er vol. de l'*Histoire d'Autriche*, par Springer, la plus importante pour nous parce qu'elle s'occupe beaucoup de la Hongrie (*Geschichte Œsterreichs*, Leipzig, 1863). — (On pourrait encore consulter sur cette époque Hormayr et l'*Histoire populaire de l'Autriche*, t. XIV, XV et XVI, par MM. Jæger, Werner et Wolff.)

Enfin l'*Histoire de l'Europe au temps de la Révolution*, par M. de Sybel (*Geschichte der Revolutionszeit*, 3 vol. in-8°, dont les deux premiers traduits par Mlle Dosquet, Paris, G. Baillière, 1869-70, in-8°). Cet ouvrage a été sérieusement attaqué, défendu, critiqué par la presse française (MM. Challemel-Lacour, Hillebrand, Lot). Dans les limites de notre sujet, sur deux ou trois points seulement nous ne pouvons être d'accord avec le professeur de l'Université de Bonn.

Quelques livres de provenance française touchent à notre sujet par un côté. Cependant nos grands historiens, MM. Thiers, Mignet, Lanfrey, n'ont guère eu à s'occuper des Hongrois : leurs ouvrages n'en sont pas moins appréciés et cités par les historiens et les critiques magyars, ainsi que les *Souvenirs con-*

temporains, de M. Villemain, sur les négociations de M. de Narbonne entre Wagram et la paix de Vienne (Didier, 1854). Le *Consulat et l'Empire* est en général confirmé par les documents hongrois (excepté pour l'attitude de la noblesse en 1809). Nous aurons à indiquer plusieurs passages de M. Mignet sur la cinquième coalition et sur le plan d'alliance autrichienne de Talleyrand.

La *Correspondance de Napoléon* est la mine la plus riche pour qui veut étudier le mouvement des nationalités au début de notre siècle. Les volumes XI à XIX, surtout le XIXe, apprennent beaucoup sur la Hongrie.

Citons enfin un livre excellent, malgré l'extrême vivacité des passions politiques, *L'esprit public en Hongrie*, d'Auguste de Gérando (Paris, 1848, in-8°). L'auteur, héritier d'un nom français illustre, a vécu en Hongrie et est entré par son mariage dans la grande famille des Teleky. Son ouvrage sur la Transylvanie est capital et définitif, comme l'*Erdelyi Története*, de Szilágyi. Les premiers chapitres de *L'esprit public* se rapportent aux événements que nous allons raconter.

HISTOIRE

DES

HONGROIS

ET DE LEUR

LITTÉRATURE POLITIQUE

DE

1790 à 1815

CHAPITRE PREMIER (1).

LE RÉVEIL NATIONAL ET L'AVÉNEMENT DE LÉOPOLD.

Un voyageur qui aurait parcouru la Hongrie lorsque la Diète jurait de mourir pour le *roi* Marie-Thérèse, et qui serait revenu un demi-siècle plus tard, aurait cru voir cette fois un nouveau peuple.

Plus rien de cet aspect féroce imprimé aux physionomies hongroises par des luttes continuelles et sans pitié. La noblesse magyare de 1740 sortait à peine de la croisade contre les Turcs, croisade qui, depuis trois siècles,

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 1-22.

recommençait à chaque printemps pour ne cesser qu'à la fin de l'automne. Tout Magyar (1) avait l'air d'un soldat en campagne et portait sur son visage l'atrocité du janissaire ou l'enthousiasme du croisé. Rien n'était oublié de ce qui pouvait effrayer le Turc : les longues moustaches pendantes, le galop fougueux du cheval sur les blessés et les morts, le sabre recourbé, espèce de cimeterre qui mutilait les vaincus dans les villages incendiés.

A la mort de Joseph II, tout cela semblait avoir disparu. Les nobles étaient venus à la cour de Marie-Thérèse : ils y avaient trouvé une femme reconnaissante et aimable que leur foi royaliste et l'orgueil même de l'avoir sauvée leur ordonnaient de vénérer à genoux (2). Quitte à porter elle-même dans certaines occasions le costume magyar, Marie-Thérèse y avait fait renoncer peu à peu les Hongrois :

(1) *Hongrois* et *magyar* sont deux mots qui se traduisent l'un l'autre, comme *allemand* et *deutsch*. Mais autant que possible nous réserverons le mot de magyar pour ce qui est proprement de race hongroise (5 millions d'habitants aujourd'hui sur 12), et nous appliquerons le mot de hongrois à tous les habitants du royaume de Hongrie sans distinction de race (Magyars, Serbes, Roumains, Allemands ou Ruthènes.)

(2) Rien de plus instructif que la publication de M. d'Arneth, *Marie-Thérèse et Joseph II*. Dans sa correspondance, la grande souveraine est vraiment reine de Hongrie, par le cœur comme par l'esprit. Indiquons au moins quelques passages : II, 207 ; III, 24, 43, 88, 96.

la moustache était tombée ou s'était raccourcie; les longs cheveux ou les tressés à la hussarde avaient subi le fer du perruquier français, pour devenir des catogans poudrés; la coupe de l'habit était allemande, presque versaillaise, comme le montrent, dans la galerie nationale de Pesth, plusieurs portraits de cette époque (1). On regrette un peu le manteau flottant et la tunique ornée de ces beaux bijoux que nous admirions à la grande exposition universelle. Rassurons-nous pourtant: les brandebourgs n'ont pas disparu, il reste quelque trace de fourrure, et l'incorrigible botte trahit son vieux Magyar.

Les femmes, plus complètement livrées au courant de la mode, étaient devenues tout-à-fait des « mademoiselle, » comme disait un personnage d'une comédie satirique. Le poète Rajnis (2) admirait une jeune fille assez indépendante pour commander son portrait avec le vrai costume magyar. Un autre poète faisait paraître, en cette même année 1790, le

(1) Le musée national, dont nous aurons à parler plus loin, est dirigé par l'éloquent et savant député Fr. Pulszky, auteur d'un roman historique, traduit en plusieurs langues, sur les jacobins de Hongrie.

(2) Toldy, *Kezikönyve*, I, 539.

« Voyage à Pesth d'un notaire de village (1) ». Le pauvre diable est tout désappointé ; il comptait, dit-il, dans cette première ville de la patrie, voir « la splendeur de la nation, la grâce » incomparable du costume magyar, la pourpre, l'écarlate, les fourrures de Sibérie... » — Rien de tout cela (2) !

La langue allemande n'avait pas fait moins de progrès aux dépens du Hongrois. Langue de la cour, sous Marie-Thérèse, elle s'était peu à peu insinuée dans les hautes classes ; la prédilection de Joseph II (3) l'avait imposée

(1) Toldy, I, 559. — Voir dans Toldy, I, 555-558, la biographie de Guadanyi.

(2) L'auteur de cette plaisanterie était un colonel en retraite assez original, qui mérite quelque attention. A dix-huit ans, le comte Joseph Guadanyi était devenu à la fois officier et poète, comme beaucoup de ses compatriotes ; fait prisonnier dans l'invasion des Autrichiens en Provence, on l'avait conduit à Toulon. Bientôt échangé, il repassa le Var avec les Autrichiens en retraite et fut grièvement blessé par une balle française. Plus tard, il avait fait toutes les campagnes de la guerre de Sept-Ans. A l'époque dont nous nous occupons, il consacrait sa robuste vieillesse à écrire une *Histoire universelle* et à suivre la plume à la main les événements de son temps. Nul ne pouvait mieux apprécier le changement des mœurs hongroises que cet infatigable officier qui, en 1746, combattait le maréchal de Belle-Isle et, en 1796, racontait la retraite de Moreau.

(3) Joseph II écrivait à la czarine : « Les sons énergiques de » la langue allemande me paraissent plus faits pour persuader » que le moelleux et l'onctueux de la langue française. » (*Catherine et Joseph II*, recueil de M. d'Arneth.)

Nous n'avons pas à exposer ici le système gouvernemental de Joseph. Nous rappelons seulement qu'il peut se résumer en quelques mots : centralisation, lutte contre la féodalité et le

aux hommes publics, aux fonctionnaires de toute espèce. On représentait dans les comédies des personnages qui embrouillaient les deux langues ; et le notaire de village, encore une fois désappointé, s'écriait tristement : « Je » n'ai pu que rarement entendre les sons ma- » gyars dans notre capitale ; comment cela se » fait-il ? »

La mode entraînait donc à l'imitation étrangère ; mais un contre-courant vainqueur sortait des profondeurs de la nation. Souvent on s'exagère la portée de ces modes artificielles qui semblent être adoptées par « tout un peuple, » comme nous disons « tout Paris. » C'est l'illusion des salons, qui a perdu tant d'hommes politiques. Précisément parce qu'une partie de la haute société semblait renier la nation, le naturel national revenait plus im-

clergé, efforts généreux pour faire pénétrer dans la vieille Autriche les principes de tolérance et d'humanité. Mais ce ne sont là que les grands traits. L'imagination mobile de Joseph II, qui fait contraste avec sa tenace volonté, lui suggérait parfois des idées très-imprévues. La précieuse publication de M. d'Arneth nous apprend qu'il aimait de la plus vive amitié les chefs de la noblesse hongroise (p 16, 28, 77, etc.), qu'il attachait la plus grande importance à l'étude de la législation hongroise et aux susceptibilités des Magyars (I, 229, 334 ; II, 73, 372). Il est vrai que toute cette correspondance est antérieure à 1780, c'est-à-dire à la mort de Marie-Thérèse et au vrai règne de Joseph II. Dès l'année 1778, la froideur des Hongrois dans la guerre de la succession de Bavière lui suggère à chaque instant des paroles pleines d'amertume (t. III).

pétueux, et la brusquerie de Joseph II avait en réalité beaucoup moins agi sur un peuple fier que l'insistance aimable et presque coquette de la grande reine.

Dans les villes mêmes, sur lesquelles le gouvernement autrichien s'appuyait volontiers contre l'intraitable noblesse des campagnes, une renaissance littéraire qui datait de plusieurs années, s'épanouissait complètement. A vrai dire, depuis Mathias Corvin, la poésie magyare avait toujours compté des représentants convaincus, quoique inégalement heureux ; mais une génération plus nombreuse, née vers le milieu du dix-huitième siècle, grandit sous Joseph II et continua son œuvre à l'époque révolutionnaire (1). Les œuvres qu'elle produisit alors peignent au vif l'état des esprits, en même temps qu'elles font pénétrer la lumière dans une situation politique naturellement compliquée. C'est là, de ses mérites divers, à peu près le seul dont il nous soit possible d'offrir une idée. Tout charme poétique disparaît dans la traduction avec cette harmonie magyare, à la fois élégante

(1) Voir dans Toldy : « *A magyar nyelv és irodalom kézikönyve* » (1er vol.) ; les biographies de Péczely (439-444), de Baróti (475-478), de Révay (503-512), de Rajnis (531-536), de Virág (633-636).

et sauvage, comme le cavalier en belle tenue lancé au grand galop dans la plaine de Rakos.

Cette génération, disons-le tout de suite, avait prodigieusement lu : de là son pédantisme et son ardeur. Récemment initiée à la culture littéraire, elle ne s'était point bornée à l'Allemagne, elle avait traduit fort peu d'auteurs allemands, Klopstock, plus tard, les premiers drames de Kotzebue. Au contraire, elle avait subi l'attraction toute puissante de la France du dix-huitième siècle et de la poésie anglaise. Prenons un enfant sorti des excellents colléges protestants de Debreczin ou de Saros-Patak, ou des nombreux colléges catholiques, non moins bien dirigés par les paulistes, les jésuites ou les franciscains : il était nourri d'Homère, de Virgile et d'Horace ; peut-être avait-il déjà commencé quelqu'une de ces excellentes traductions en vers magyars alexandrins, qui ne cessèrent de paraître dans les vingt dernières années du siècle. Souvent il apprenait la théologie pour devenir ministre, curé ou moine, quitte à laisser de côté un peu plus tard la carrière ecclésiastique pour se consacrer tout entier aux lettres, ou pour devenir précepteur ou

commensal dans une grande famille. Mais après l'allemand nécessaire à la vie de tous les jours, il se mettait avec ardeur à l'anglais, lisant, traduisant Shakespeare, Milton; il s'adonnait surtout au français (1), ne remontant guère au siècle de Louis XIV, mais admirant tout ce qui datait de Voltaire. Il traduisait pieusement la *Henriade;* il demandait à l'*Esprit des Lois*, à l'*Emile*, à l'*Histoire philosophique des Deux-Indes* des inspirations naturellement fort diverses, qu'il recevait avec inexpérience, mais avec une grande force d'imitation. De tout cela se formait dans son esprit un chaos d'images assez singulier : l'Évêque d'Erlau est un Apollon couronné par les muses; la diète de Bude et le couronnement de Léopold amènent Troie aux Cent-Portes, le Pinde, les Nymphes, Décius, etc., — quitte à se faire condamner à mort un peu plus tard en traduisant la *Marseillaise*.

Nous n'en sommes pas encore à ce grand procès criminel, et de fait les poètes magyars n'allaient pas aussi loin en 1790. Ils n'étaient pas révolutionnaires, mais patriotes, et pa-

(1) Ce goût pour notre littérature, cette ardeur à la traduire n'ont pas diminué; avec quelle admiration en parlent le romancier Jokai et Gyulai, le poète critique. Citons M. Szász parmi les traducteurs.

triotes surtout pour leur langue et leur littérature. Un catholique, Révay, un protestant, Péczely nous offriront deux types de cette époque qui ne ressemblent guère au colonel comte Guadanyi. Joseph Péczely était fils d'un pasteur; sorti du collége de Debreczin, il se mit à voyager en Allemagne, puis en Suisse, passa quelques années à Genève, étudiant l'histoire naturelle avec Saussure et la théologie à l'Académie, prononçant même des sermons en français. Un séjour à Utrecht compléta son éducation pastorale; il revint ensuite dans sa patrie, riche de connaissances et de souvenirs, mais fidèle à sa langue maternelle. Tout en traduisant les tragédies de Voltaire et les *Nuits* d'Young, il était professeur de théologie à Comorn, lorsque survint la mort de Joseph II: comme beaucoup de protestants, il regretta le plus tolérant des empereurs (1) et consacra plus tard une pièce de vers louangeuse à sa mémoire. Nous retrouverons plus tard cet honnête homme instruit, un peu prédicant

(1) C'est là la vraie grandeur de Joseph II et sa supériorité sur Marie-Thérèse. Empruntons au recueil de M. d'Arneth cet admirable passage (II, 141–1777): « Quelle puissance s'arroge-
» t-on? Est-ce qu'elle peut s'étendre à juger la miséricorde di-
» vine, à vouloir sauver les gens malgré eux, à commander aux
» consciences?... Le Saint-Esprit doit éclairer les cœurs; vos
» lois ne feront jamais qu'éloigner ses effets. »

même en poésie.—Révay avait moins voyagé, mais son aptitude, moins vaste, était plus féconde : il consacra toute sa vie à la langue magyare, codifiant les principes de la grammaire, le vocabulaire, la prononciation, la prosodie. Cet humble et patient travail contenait en germe la grandeur politique de la Hongrie qui nous surprend aujourd'hui. Les Magyars reconnaissants envers leurs grands hommes, ont fait au grammairien poëte une large place dans leur panthéon historique.

Révay fut un de ces maniaques plus utiles à leur pays que les gens raisonnables, qui marchent à leur but sans distraction, à travers les circonstances les plus défavorables, et qui ne voulant qu'une chose, y parviennent presque toujours. Il voulait que sa patrie eût une langue à elle, facile à apprendre régulièrement avec de bons livres, et que cette langue devînt à jamais celle de la poésie et de l'éloquence. On vit se fonder la *Société Hongroise*, le recueil poétique appelé *Orphée* et le *Magyar Muzeum* (1). Autant d'efforts vainqueurs pour l'indépendance et la grandeur nationale.

(1) Bacsányi, dont nous aurons bientôt à nous occuper, était un des plus ardents auxiliaires de Révay. Dès 1790, il publiait

Tel était le but entrevu par les hommes de lettres, et poursuivi par l'instinct de la noblesse même la plus illettrée et la plus pauvre des comitats. Le comitat (ou comté) a maintes fois sauvé la Hongrie : semblable au canton suisse et à l'*Etat* de la confédération américaine, il conservait obstinément dans le fond des campagnes la liberté traditionnelle étouffée à Bude et à Presbourg. Les électeurs du comitat venaient à cheval à leur chef-lieu, peut-être un maigre village, où ils exerçaient leur éloquence et leur fierté. Là, on n'avait que mépris pour les courtisans de Vienne, au point d'être tout-à-fait injuste pour les belles réformes humanitaires de Joseph. On n'admettait rien qui n'eût été voté par la Diète; on était constitutionnel avec ténacité et royaliste par chevalerie. Peu avant de mourir, Joseph entouré de déceptions et d'inimitiés, ayant eu l'instinct fort juste de renvoyer à Bude la couronne de Saint-Etienne, une joie immense avait éclaté.

Après la mort du turbulent souverain, l'effervescence produite par ses tardives conces-

A védelmezett magyar nyelv (Défense de la langue magyare). Il écrivait sans cesse aux grands personnages pour leur recommander cette sainte cause. (*Bacsányi munkai*, 217, 223, 233.)

sions ne fit que grandir (1). L'archiduc Léopold devenait roi de Hongrie et de Bohême, bientôt Empereur sans doute : quelle serait sa conduite ? rendrait-il tout-à-fait à la nation magyare son indépendance et sa constitution ? Ne serait-il point possédé, lui aussi, de la manie de réformer ? Le passé de Léopold annonçait un excellent prince. Il quittait son duché de Toscane au milieu des regrets universels : de tous les souverains il était celui qui avait le mieux fait profiter ses sujets des fécondes idées contemporaines. Le bien-être partout répandu avait rendu plus d'une fois inutiles les prisons réparées et assainies par les ordres du grand-duc. Mais Florence, autrefois la patrie des génies fiers, la patrie de Dante et de Michel-Ange, était peu à peu devenue, par l'effacement des caractères et le despotisme des Médicis, une ville très-facile à gouverner, pleine de reconnaissance envers un souverain qui voulait bien employer son pouvoir absolu au soulagement de toutes les misères. Cette disposition du gouvernement paternel semblait rendre Léopold peu propre à gouverner

(1) En plusieurs endroits on fit un feu de joie des actes de Joseph II, et l'on dansa autour du bûcher. Dans le comitat de Borsod, ils furent préservés par le comte Joseph Majláth. (Majláth, *Geschichte der Magyaren*, IV, 102.)

un peuple tel que les Hongrois, qui préférait à la satisfaction passive la misère dans l'indépendance. L'Empereur-Roi Léopold II mérite une grande place dans l'histoire malgré la brièveté de son règne (février 1790-mars 1792), pour avoir su, après vingt-cinq ans de pouvoir discrétionnaire, se plier aux nécessités de son nouveau rôle, et devenir sans aucune concession avilissante pour la couronne, un souverain constitutionnel.

Ce prince, le plus remarquable de la maison de Lorraine-Autriche, avait deux qualités qui étonnent chez un frère de Joseph II et de Marie-Antoinette : il aimait à faire connaître les motifs de ses résolutions, ce qui l'amenait à les discuter et à recevoir sans hauteur de bons conseils. Mieux encore, il ne se hâtait jamais, disant que l'on devait procéder, en politique comme en histoire naturelle, par expérience. Cette rare qualité lui était bien nécessaire pour tirer d'une mauvaise situation sa monarchie compliquée, de tous temps exposée à de nombreux ennemis et récemment menacée par le mouvement révolutionnaire.

L'Europe de l'ancien régime, malgré les dangers nouveaux, avait encore en 1790, ses vieilles rivalités et ses intrigues. Les Turcs

avaient franchi le Danube, que les victoires du prince Eugène semblaient leur interdire à jamais. Ce retour offensif de la Turquie en décadence s'explique par l'attitude de plusieurs puissances européennes ennemies de l'Autriche. L'Angleterre et la Hollande usaient de leur crédit à Constantinople pour encourager le Sultan dans cette guerre qui détournait sur l'Orient la turbulente activité de Joseph. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, assez triste successeur du grand Frédéric, continuait alors la politique anti-autrichienne de son oncle; il profitait des progrès de la diplomatie prussienne en Orient pour exciter les Turcs, précieuse diversion en sa faveur. Il voyait avec plaisir la révolution belge qui menaçait de faire perdre à l'Empereur ses plus riches provinces. Enfin, l'armée prussienne se préparait à combattre les Autrichiens massés près de la frontière de Silésie (1).

Comme la politique change peu, et qu'il est fréquent de retrouver, après de longs orages qui semblent avoir changé la face de toutes

(1) Dans la politique européenne, nous n'avons à envisager que ce qui intéresse directement la Hongrie; mais nous ne saurions trop recommander pour cette époque le 1er vol. de M. de Sybel (trad. Dosquet).

choses, les mêmes alliés et les mêmes ennemis ! le sort de Léopold et de l'Autriche dépendait de la Hongrie, dont l'attitude était également décisive dans la question d'Orient et dans la question allemande : n'est-ce pas là ce que nous avons vu et voyons encore? La mollesse des Magyars combattant pour un souverain germanique pouvait être une cause des défaites infligées par les Turcs. La Prusse exerçait une action directe sur les patriotes (1), leur conseillant de se séparer de l'Autriche, conseil souvent répété depuis lors, et évoquant devant leurs yeux le fantôme de l'indépendance. Plusieurs nobles qui servaient dans l'armée autrichienne, s'étaient gravement compromis en correspondant avec Berlin : Léopold en eut la preuve ; il eût pu les faire fusiller.

Mais il vit clairement qu'il ne fallait pas attendre d'un conseil de guerre le remède aux dangers de l'Autriche, et qu'il serait maladroit d'exaspérer un sentiment national déjà très-surexcité. Les assemblées des comitats se réunissaient d'elles-mêmes, et l'on y enten-

(1) Sybel, I, 169. — Disons tout de suite que l'historien prussien a quelque peu exagéré, d'après l'ambassadeur prussien Jacobi, l'opposition hongroise (I, 173, 447), et qu'il ne prend pas assez au sérieux les intentions libérales de Léopold (I, 185).

dait les discours les plus menaçants, évidemment inspirés par le serment du Jeu de Paume et par la déclaration des Droits de l'homme. Seulement dans ce pays conservateur, au lieu d'affirmer des principes abstraits, on remontait volontiers à la constitution primitive du pays pour réclamer les libertés perdues. L'esprit de Sieyès et l'esprit de Hampden se disputaient ces âmes passionnées, mais vraiment politiques. Le comitat de Pesth, le plus radical de tous, déclarait que les illégalités commises sous le règne précédent avaient fait déchoir la dynastie, la couronne n'étant héréditaire que depuis un siècle, et moyennant certaines conditions qui venaient d'être violées : le pays retournait donc de plein droit à sa primitive liberté d'élection. Sans aller aussi loin, le comitat de Zips prévoyait un refus du roi de rendre à la nation ses libertés, et croyait que la Hongrie ne ferait qu'user de légitime défense en appelant au trône une nouvelle famille. Enfin Bihar et quelques autres comitats modérés réclamaient une prompte convocation de la Diète, qui exigerait du roi un serment constitutionnel, et qui l'appellerait, seulement après cette cérémonie, à exercer le pouvoir. Toutes ces

motions adoptées par les comitats étaient effrayantes pour la couronne, car d'une part la convocation des Etats du pays était nécessaire, et d'autre part les réunions locales faisaient prévoir à quels dangers exposerait une grande assemblée, surtout en Hongrie, où les électeurs traçaient à leurs députés, non point par de simples conseils, mais par le mandat le plus impératif, la ligne de conduite qu'ils devaient suivre. Chaque particulier se mettait au niveau de l'enthousiasme national. La mode se transformait, comme honteuse d'avoir si longtemps suivi l'étranger. Les femmes ne s'habillaient plus de leurs longues robes allemandes. On revenait à la langue magyare avec une telle ardeur que les professeurs étrangers, prévoyant qu'elle ne tarderait pas à dominer souverainement, l'apprenaient pour ne pas se trouver bientôt sans ressources. Quelques exagérés, assez nombreux pour former la majorité dans un comitat, voulaient que l'on rejetât tout ce qui était venu de l'étranger, toute la civilisation occidentale, et que pour retremper le vieux sang magyar, on revînt à l'ancien genre de vie des Scythes et des Tartares, au moins dans l'éducation des enfants. La gloire des héros appa-

raissait radieuse par delà des siècles de tristesse vite oubliés. On chantait Arpad le conquérant fondateur du royaume et Jean Hunyade le vainqueur des Turcs.

Peut-être cette vénération pour le héros national et ce retour un peu pédantesque à la vieille gloire des croisades ont-ils contribué aux défaites des Turcs, qui, depuis le mois de février jusqu'au mois de juin, payèrent chèrement leurs premiers succès. Les Hongrois partout vainqueurs envahirent l'Empire turc sans s'inquiéter de servir du même coup la cause autrichienne : ils ne songeaient qu'au succès du roi de Hongrie, sans aucune mauvaise pensée contre Vienne et contre l'empereur. Les nouvelles de la guerre étaient reçues avec un enthousiasme dont le poëte Barcsi se faisait l'interprète : « Nous avons vaincu, ô Magyars, et vaincu deux fois... le croissant turc a été renversé par nos bras foudroyants... le sang de nos pères innombrables tués à Varna et à Mokacs a été vengé (1); Joseph lui-même s'incline et rétablit nos lois.

(1) *Varna*, défaite de Jean Hunyade par Amurat II, en 1444. — *Mohacs*, défaite et mort du dernier roi national Louis II par l'armée dix fois plus nombreuse de Soliman le Magnifique (1526). Ce dernier souvenir plane sur la poésie et l'éloquence hongroise depuis trois siècles, rien n'a pu l'affaiblir.

Notre sainte couronne revient, et avec elle une joie éternelle. — Réjouis-toi, ma douce patrie ! Tu peux aussi te réjouir, Autriche, la couronne est solide sur ton front lorsque le Magyar te protége. Regarde ce peuple avec douceur, et n'oublie pas sa conduite à ton égard. La vieille liberté est le premier trésor de cette noble nation » (1). La Hongrie, on le voit, ne séparait pas sa gloire militaire de son indépendance et de sa constitution.

Jusqu'ici nous ne trouvons aucune différence marquée entre le mouvement hongrois et le mouvement français contemporain, si ce n'est que le roi de Hongrie étant un étranger, le réveil devait être surtout national : dans les deux pays même élan, même foi. Mais Alexis de Tocqueville, qui blâmait la Révolution française d'avoir sacrifié l'esprit de liberté à l'esprit d'égalité, aurait pu faire le reproche inverse à la Hongrie de 90. Les Magyars étaient en général des ennemis jurés de l'égalité, avec une telle ardeur que nous les verrons sacrifier un moment, en haine de l'égalité révolutionnaire, cette liberté même pour laquelle ils étaient prêts à mourir.

(1) On trouve ces vers de Baroti dans le recueil de Toldy, I, 482, 489.

Au fond, ce peuple politique, presque le seul du continent chez qui le régime parlementaire soit chose naturelle et de tempérament, ressemble bien plutôt à l'Angleterre qu'à la France. Cette comparaison pourra étonner même les Hongrois qui en sont l'objet. Les deux peuples sont aussi différents que possible par leur extérieur : l'Anglais a le plus souvent les cheveux blonds, les yeux bleus, l'attitude un peu raide, la démarche réfléchie même lorsqu' elle est rapide ; le Magyar a les cheveux et les yeux noirs, les mouvements brusques ou expansifs, l'allure tantôt emportée, tantôt paresseuse des Orientaux. L'Anglais est maître de ses passions même quand elles semblent le conduire, sa politique est flegmatique, pratique, raisonnée ; le Magyar est sujet à de prompts enthousiasmes pour les grandes et les petites choses : il jettera sa bourse pleine d'or à un Tsigane qui joue avec entraînement les danses nationales ; il jettera sa vie à un roi qui ne songe qu'à le tromper.

On peut cependant maintenir le rapprochement quand on a voyagé dans les deux pays et comparé leur histoire. La Hongrie, comme l'Angleterre, est royaliste, aristocratique, li-

bérale. Il y a des républicains hongrois, mais ce parti est récent, et il n'a certes pas la majorité. Le couronnement du souverain ne se fait nulle part comme dans l'abbaye de Westminster ou sur la colline royale du Danube, au milieu d'un pareil enthousiasme de loyauté. L'attachement aux coutumes anciennes est très-fort chez les deux peuples, et si la grande charte est de 1215, la bulle d'or qui fixa la constitution hongroise est de 1222.

On comprend dès lors comment le réveil national se conciliait avec un redoublement de l'esprit aristocratique : les projets les plus réactionnaires se recommandaient par un air de retour pieux aux vieilles coutumes. La noblesse grande ou petite des comitats, qui allait avoir la majorité dans la Diète, ne voulait plus entendre parler des réformes humanitaires de Joseph, même de Marie-Thérèse, en faveur des paysans, pour la plupart étrangers à la pure race magyare, roumains du côté de la Transylvanie, slovaques ou ruthènes près des Carpathes du nord. Certains comitats déclaraient que ce n'étaient pas les paysans qui avaient à se plaindre des seigneurs, mais bien les seigneurs des paysans, et qu'au lieu de

faire des règlements pour adoucir le servage, il fallait revenir aux anciennes rigueurs. D'autres érigeaient cette opinion en doctrine, disant que la Providence avait voulu qu'il y eût des rois, des nobles et des serfs. Parmi les réformes récentes, une seule trouvait grâce devant leurs yeux, la tolérance accordée aux protestants. Pourquoi? Parce que la petite noblesse était en bonne partie protestante, et parce que la persécution datait de Léopold I[er] et de l'oppression autrichienne : la liberté religieuse apparaissait comme un échec pour les réactionnaires viennois. En toute autre chose, la noblesse voulait détourner au profit de ses priviléges les mots de constitution et de liberté.

Le parti démocratique, peu nombreux, mais puissant par l'énergie de ses chefs, revendiquait ces grands principes pour tous les citoyens ; il se recrutait plutôt dans les grandes villes ; mais ne disposant pas de la liberté de la parole, il fut réduit à répondre par des pamphlets anonymes à l'éloquence fougueuse de ses adversaires. La déclaration des droits de l'homme inspirait ces écrits qui, circulant de main en main, produisirent un grand effet dans les masses. Peu s'en fallut qu'il

n'y eût çà et là des prises d'armes contre les privilégiés ; mais l'attitude martiale de la noblesse ne laissait pas d'espoir aux paysans. Quant aux habitants des villes, ils récusaient leurs conseils municipaux qui étaient censés les représenter et qui étaient réellement formés par la noblesse. Ils nommaient des contre-conseils, qui correspondaient de ville en ville, et se transmettaient le signal de la résistance : ce redoutable moyen d'action était imité des comitats qui jugeaient nécessaire de s'entendre avant les élections.

Léopold, dès les premiers jours de son arrivée à Vienne, avait convoqué la Diète pour le mois de juin : on s'occuperait alors du serment royal, du couronnement ; aucun changement ne serait adopté sans l'aveu de l'assemblée ; le roi s'engageait à ne jamais se mettre au dessus de la constitution. Rien de plus rassurant, et toutefois les patriotes se montrèrent fort mécontents parce que Léopold affirmait son droit héréditaire en vertu de la Pragmatique-Sanction de son aïeul Charles VI, et ne subordonnait point l'exercice du pouvoir royal au consentement de la Diète.

Le comitat de Pesth, toujours radical, déclara que les droits du roi devaient venir du

peuple, et proclama la nécessité d'un nouveau pacte avec cette maison d'Autriche qui avait si souvent trompé la Hongrie. Il s'indignait que l'on accordât plus aux Belges révoltés qu'aux Magyars qui réclamaient tranquillement leurs droits. Il repoussait bien loin l'idée d'une Diète sonmise à la pression des troupes étrangères.

Léopold, qui dès le mois de mars se mettait au courant de sa nouvelle royauté, sentit qu'il avait parlé trop brusquement, et baissa le ton sans s'avilir. Il maintint sa convocation, mais la Diète devait tenir une session préparatoire à Bude, dans la vieille capitale, loin de tout secours étranger. Le conseil de lieutenance qui gouvernait au nom du roi dut publier des ordonnances propres à calmer les esprits, surtout à satisfaire les patriotes aristocrates et le clergé. Tout n'était pas bon dans ces mesures prudentes, qui continuaient la destruction du joséphisme, commencée par Joseph II lui-même dans ses derniers jours : il est difficile d'approuver la politique qui livrait au clergé l'enseignement et la juridiction civile. Ce retour au passé avait l'avantage de calmer la défiance, pas complètement toutefois, puisqu'il fut question d'une

levée de la noblesse pour protéger la Diète ; mais la majorité ne crut pas cette mesure nécessaire et la trouva sans doute injurieuse pour le roi.

Les élections générales, dont on avait perdu l'habitude, mais non le souvenir, se firent avec ardeur dans tout le royaume ; presque tous les comitats choisirent leurs représentants dans le parti aristocratique, et leur imposèrent le devoir de conserver, avec l'indépendance et la constitution, les priviléges nobiliaires. Puis les députés se mirent en route vers cette vieille forteresse de Bude qui, depuis 1530 et les victoires de Soliman-le-magnifique, n'avait jamais ouvert ses portes aux États du pays. Ils auraient pu se croire en marche vers les plaines de Rakos où jadis les nobles hongrois délibéraient tout en armes et à cheval. Le poète Baroti semblait les encourager dans cette illusion archaïque : « Je vois les » chemins couverts de peuple ; le noble va » brandissant son épée devant son cheval qui » bondit. — Jour béni, jour de résurrection, » j'entends la vieille langue, le vieux costume » réjouit ma vue (1). »

(1) Ces vers de Baroti se trouvent dans Toldy, I, 489.

CHAPITRE II (1).

LA DIÈTE DE 1790-1791.

I

Rien de plus imposant, de plus aristocratique, de plus cérémonieux qu'une Diète magyare. L'Assemblée se composait de deux Chambres bien distinctes : celle des magnats, celle des députés : *Tabula excelsorum procerum, tabula inclytorum statuum et ordinum*, disait le latin officiel. La Chambre haute était présidée cette fois par le comte Charles Zichy, car la dignité de Palatin, la première du royaume, était vacante. Deux cent vingt-cinq princes, comtes, barons du royaume étaient venus occuper leur siége héréditaire; à côté d'eux, trente-huit ecclésiastiques, archevêques, évêques, prieurs des bénédictins et des prémontrés reconnaissaient pour leur chef le cardinal-primat Batthiany. Cette haute noblesse de l'État et de l'Église avait, comme la Chambre

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 22-102. Il y a eu, remarquons-le, en Bohême aussi des Diètes importantes. (Springer, I, 25, 31, 33.)

des lords d'Angleterre, plutôt le prestige extérieur et le droit d'enrayer la marche de l'opinion qu'une vraie force d'initiative.

La Chambre basse avait pour président un délégué du roi, un *personal* qui était pour lors l'intègre jurisconsulte Joseph Ürményi. Le clergé était représenté par trente-cinq chanoines ou abbés élus par les chapitres; les villes libres royales, élément bourgeois, comptaient soixante-dix-neuf représentants. Mais prêtres et citadins n'étaient là que pour la forme : toute la puissance de la Diète appartenait aux cent deux députés des comitats, c'est-à-dire à la noblesse des campagnes. Eux seuls figuraient dans les séances préparatoires où les questions étaient une première fois discutées et déjà presque résolues; et ce qui leur donnait encore plus de force, c'est que les députés des quatre cercles (au delà, en deçà de la Theiss — au delà, en deçà du Danube) délibéraient séparément comme les bureaux de notre Corps législatif. Les prêtres et les délégués des villes arrivaient donc aux assemblées générales sans être instruits de la discussion; d'ailleurs ils ne disposaient que d'un nombre de voix insignifiant, tandis que chaque comitat avait son suffrage à exprimer.

Le 10 juin, eut lieu la séance d'ouverture, et, comme toujours, dans chacune des chambres deux discours furent prononcés, l'un par le président laïque, l'autre par le principal ecclésiastique. Le personal Ürményi parla avec la plus entière indépendance : il exprima avec force sa joie de voir l'assemblée réunie, sa haine pour le despotisme « dont le nom seul fait » horreur à une nation libre, » son désir de voir respecter toutes les opinions, fussent-elles en minorité, et de contribuer pour sa part au soulagement des pauvres. Le cardinal et le chanoine attaquèrent la mémoire de Joseph II, et rappelèrent quel respect on devait aux institutions des ancêtres.

Les premières motions portèrent aussi l'empreinte d'un esprit de vengeance contre le régime déchu. Almassy accusa la royauté de haute trahison, ce qui revenait à proclamer la déchéance d'après ce principe reconnu en Hongrie : *Nota infidelitatis rumpit filum successionis* (1). Benyovsky demanda, sans succès il est vrai, que les grands dignitaires de la couronne fussent privés de leurs titres avant d'être réélus par la Diète. Une autre motion voulut que les membres de la Diète s'enga-

(1) V. Majláth, IV, 105.

geassent à ne recevoir ni pension, ni dignité, ni titres de la cour sans l'agrément de l'Assemblée. Plusieurs membres de la haute noblesse, fort bien en cour, s'opposèrent à cette décision.

Dans quelle langue seraient rédigés les procès-verbaux des séances? Il fut décidé que ce ne serait pas seulement en latin, mais en magyar, ce qui revenait à proclamer la langue hongroise langue officielle, la loi ne faisant en cela que confirmer la sentence rendue par l'opinion. Des clameurs enthousiastes accueillirent ce décret; il n'est presque pas un écrivain du temps qui ne s'en soit fait l'écho, surtout le pasteur Péczely, dans une pièce de vers assez étrange où l'on trouvera plus de politique et de médecine que de poésie, mais où l'on sent battre un cœur vraiment patriote.

» Remerciements à la Diète.

» Ordres magnanimes, lumières de notre patrie, espoir de nos cœurs, vivat! que ce cri joyeux résonne dans toutes les bouches fières de la résurrection de notre langue. Dès les premières séances vous avez fait plus que les cinq ou six dernières Diètes. Comme le mauvais médecin, ne connaissant pas la vraie

cause de la maladie, torture le malade par ses ordonnances, et le médicamente jusqu'à l'envoyer dans l'autre monde; ainsi l'on guérissait nos moindres maux sans faire attention à notre grande plainte. Notre nation souffrait cette misère qu'elle était comme étrangère sur son propre sol; on n'avait que le nom de magyar, on ne l'était pas au fond du cœur. Tous voulaient l'argent et les honneurs.

» Mais vous, sages citoyens qui venez d'être élus, vous avez porté à la source du mal une main bienfaisante.... Ainsi, les maux les plus petits s'adoucissent, et les membres languissants reviennent à la vie..... Les étrangers ne nous atteignent plus quand ils reprochent au magyar son harmonie barbare.

» Muses de la patrie, trois siècles se sont écoulés depuis que, dans les murs de Bude, vous reposiez hardiment sous la protection de Mathias. Vous célébriez par des vers ses victoires... mais un ennemi voleur vous chasse, pleurantes, de la patrie. Vous voltigiez autour de nous comme la colombe de Noé cherchant un asile..., chassées de partout, tant on admirait le langage étranger. . . . .

» Ne craignez plus, douces muses, vivez dans une joie éternelle, depuis que cette as-

semblée est réunie, que la patrie de Mathias est redevenue votre demeure. Inscrivez sur une colonne de diamant les noms sacrés de ceux qui aiment vraiment la patrie.

» Savants ardents pour notre langue, réjouissez-vous et préparez ensemble de grands travaux, qui la fassent connaître à l'Europe et ne la fassent plus accuser d'être sauvage et grossière.

» Nous le jurons, tant que bouillira dans nos veines le sang d'Attila, tant que le nom magyar n'aura pas disparu, ce jour restera béni dans notre mémoire (1). »

Étranger à ces passions, et se tenant soigneusement à distance, Léopold négociait avec les puissances étrangères pour n'avoir plus rien à redouter du dehors, et pour conquérir au besoin le droit de parler ferme à la Diète. La Turquie persistait dans la lutte parce qu'elle se sentait soutenue par la Prusse ; la Prusse menaçait toujours parce qu'elle comptait sur la diversion turque : les deux questions se tenaient et devaient être résolues l'une par l'autre. Déjà la convocation de la Diète et la satisfaction générale en Hongrie avait diminué les chances de Frédéric-Guillaume ; les

(1) Ces vers de Péczely se trouvent dans Toldy, I, 451-453.

défaites continuelles des Turcs et la sécurité qu'inspiraient à l'Angleterre les procédés de Léopold amenèrent la Sublime Porte, découragée, à ne plus refuser un congrès pacifique, lequel dut se tenir à Sistova. En même temps le cabinet de Berlin acceptait la conférence de Reichenbach, qui mettait fin au différend austro-prussien. La crainte de la révolution rapprochait les deux princes; le parti féodal s'emparait du pouvoir en Prusse, et les chefs de ce parti, MM. de Woelner et de Bischofswerder, se lièrent étroitement avec Léopold (1), au point de lui livrer, disent les Hongrois, les lettres compromettantes des mécontents magyars. Dès le mois de juillet 1790, la coalition était, non pas formée, mais préparée contre la France.

Le roi de Hongrie, ou l'Empereur (nous pouvons lui donner ce titre deux mois à l'avance), avait joué une partie difficile. Il en était justement fier, et, lorsque la Diète, voulant étendre ses attributions aux affaires étrangères, réclama l'envoi d'un ambassadeur hongrois à Constantinople, Léopold conseilla à l'Assemblée de s'occuper de l'intérieur. Il témoigna la même jalousie sur la question vi-

(1) Sybel, I, 188, 27

tale de la monarchie autrichienne, l'unité de l'armée. Y aurait-il une armée magyare, une armée croate, une armée tchèque? Mais c'était le fédéralisme, la dissolution de l'empire. Y aurait-il, au contraire, comme par le passé une armée autrichienne composée de régiments levés dans les diverses parties de l'Empire, et commandée par des officiers nommés arbitrairement? C'est ce que voulait Léopold. Le colonel comte Festetics et le capitaine Laczkovics posèrent le redoutable problème : ils demandèrent que les régiments magyars fussent cantonnés en temps de paix sur le territoire national, que tous les officiers fussent magyars, et que dans cette langue fût fait le commandement militaire. Quelques jours après ils furent arrêtés, malgré la lettre royale qui appelait le noble comte à siéger à la Diète. L'Assemblée demanda des explications, reçut des réponses évasives et n'insista pas.

La hauteur et la promptitude déployées par Léopold dans ces affaires de politique extérieure et d'organisation militaire, contrastent singulièrement avec la lutte patiente qui précéda son couronnement. Pour en suivre avec intérêt tous les détails, il faudrait être soi-même un légiste magyar : l'étranger ne s'in-

téresse guère à ces minuties de cérémonial qui recouvraient pourtant des questions très-graves. La Diète aurait voulu imposer au roi un nouveau pacte, un nouveau serment préliminaire du couronnement : c'était la volonté formelle des électeurs qui regardaient comme insuffisant le pacte de Charles VI, violé par Joseph II, périmé pour ainsi dire. Par exemple, Léopold aurait dû s'engager par des articles formels, pour lui et pour ses successeurs, à ne pas gouverner la Hongrie avec ses courtisans de Vienne, et par simple édit royal, à respecter les volontés de l'Assemblée, tant pour les relations extérieures et pour la fixation des frontières que pour les affaires intérieures. La Diète devait être convoquée dans les trois jours après l'avènement de chaque prince, et, faute de cette convocation, elle se réunissait de plein droit. Il est vrai que ces preuves de défiance ne s'adressaient qu'au passé et à l'avenir de la dynastie, nullement à Léopold : on lui disait que, s'il devait régner éternellement, toutes les garanties seraient inutiles.

Mais le roi, peu sensible à cette politesse et décidé à ne pas laisser mettre en question son droit héréditaire, se cramponnait avec la ténacité autrichienne au pacte de sa mère et de son

aïeul. Lorsqu'après de longs débats, il reçut de la Diète hongroise l'invitation de se rendre à Presbourg pour son couronnement et d'en choisir le jour, il se plaignit d'être invité si tard, et refusa de rechef le nouveau serment qu'on lui demandait. Il savait que les patriotes tenaient beaucoup à cette cérémonie antique du couronnement, et qu'ils craindraient d'impatienter leur roi par de plus longs délais, de le faire renoncer peut-être à cette fête solennelle. La Diète éprouva en effet quelque inquiétude, et à juste titre; car Léopold, qui parlait toujours, et très-sincèrement, au nom de la liberté de conscience et d'une égalité relative, se créait peu à peu, avec les protestants, les habitants des villes et les Serbes de Hongrie, un parti très-sérieux. D'ailleurs, s'il repoussait des formules dictées par la défiance, il déclarait qu'il respecterait les droits illimités de la Diète en matière législative. Il n'y avait donc plus de raison pour ne pas accepter les conditions royales, et il y avait du danger à les repousser. Le 15 novembre fut fixé d'un commun accord, mais, redoutant un peu la turbulence de la noblesse armée, le roi voulut être entouré, le jour du couronnement, de ses cuirassiers de Lobkowitz.

II

Le couronnement de Léopold ouvre une nouvelle phase de cette histoire. On a vu jusqu'ici le réveil à la fois national, libéral et aristocratique d'une noble nation, sous un roi qui, dépouillant peu à peu et avec prudence, le monarque absolu, était arrivé à l'intelligence parfaite de ses nouveaux devoirs. Maintenant, l'accord existe ; il est attesté par une fête plus sérieuse que celle du Champ-de-Mars où quelques mois plus tôt le peuple français avait acclamé la malheureuse sœur et le malheureux beau-frère de Léopold. De grandes réformes vont se préparer, et le roi gardera presque toujours le rôle d'un souverain sincèrement constitutionnel, respectant les volontés de la Diète, mais faisant intervenir son initiative pour corriger les excès de l'intolérance aristocratique. Tel est le spectacle que nous offre la Hongrie de 91 : beaucoup de détails intéressants pour les seuls Magyars, seront naturellement écartés de notre récit.

Un peuple enchanté de pouvoir adorer son roi, rare phénomène ! Presbourg en eut pourtant le spectacle au mois de novembre 90. A

moins de remonter jusqu'à Mathias Corvin, trois siècles en arrière, les Magyars ne trouvaient dans leur souvenir que des monarques indifférents ou détestables, Charles VI et son égoïsme de famille, le premier Léopold et sa lâche cruauté. Marie-Thérèse elle-même, nous l'avons vu, avait effacé, autant qu'elle l'avait pu, le caractère national. Maintenant, quelle différence! Un roi qui s'empressait de convoquer la Diète, un roi qui rétablissait la langue magyare, un roi qui reconnaissait la souveraineté nationale et le primitif droit d'élection, puisqu'il venait se faire sacrer suivant l'ancienne coutume, couronné du diadème de Saint-Étienne, lançant son cheval sur la colline royale, brandissant son épée vers les quatre points de l'horizon pour défier les ennemis de la patrie!

Aussi jamais le cri de *éljen*, le vivat hongrois, ne retentit avec plus de force, surtout lorsqu'on apprit le rétablissement d'une antique dignité, celle de palatin *(nador)*, effacée depuis longtemps, supprimée depuis un quart de siècle (1). Nulle part, en Europe, on ne trouverait rien qui ressemble au palatin

(1) Joseph II la déclarait inutile. (*Marie-Thérèse et Joseph II*, 316.)

magyar : le palatin était à la fois le représentant du roi auprès de la nation, investi, à l'occasion, de tous ses pouvoirs, et le délégué de la nation auprès du roi pour lui résister au besoin. Il appartenait à la Diète d'élire ce haut dignitaire : elle trouva courtois et chevaleresque de choisir un fils du roi, le très-jeune archiduc Alexandre, dont la courte vie et la fin tragique ont vivement ému l'imagination des Hongrois. Le poëte Virág a dit de ce prince : « Tout ce qui fait la vie de la patrie » magyare, la loi, la liberté, notre costume » même et notre langue, tout cela était agréa» ble et saint devant lui » (1).

L'enthousiasme fut sans bornes lorsque Léopold fit au nouveau palatin un discours public sur ses devoirs envers la patrie, fût-ce contre lui, son père et son roi. La Diète vota un énorme présent de joyeux avènement, et demanda courtoisement que la reine vînt se faire couronner l'année suivante. Léopold, après avoir exprimé avec émotion sa reconnaissance et son espoir dans l'avenir, emporta réellement le cœur de ses sujets. Écoutons encore une fois Péczely (2) :

(1) Ces vers de Virág se trouvent dans Toldy, I, 638.
(2) Ces vers de Péczely se trouvent dans Toldy, I, 450-451.

« Vole, fidèle noblesse, aux champs de Presbourg. Va mettre la couronne sur la tête du meilleur des rois, fils de Thérèse, douce mère de la patrie : héros plus grand que le glorieux fils de Philippe qui promena partout ses armes sanglantes. Le cœur de Léopold a d'autres passions : il ne veut pas noyer le monde dans le sang, mais faire régner la paix sur un peuple libre.

» Ne craignez rien, dit-il, foi, religion, cœur, esprit..., vous êtes les maîtres que je sers... Vous, soutiens du pays, qui faites vivre heureux dans la paix et dans la guerre le roi et la patrie, vous, tristes serfs, je vois vos yeux pleins de larmes ; je vais alléger votre fardeau. L'homme qui souffre et qui vient à moi, est un vaisseau qui entre dans le port. Je suis le père de mon peuple : son bonheur est la perle de ma couronne.

» Ma belle patrie, tu possèdes un roi que t'envie le monde entier. Le bel ordre qui règne sur la terre prouve qu'il y a un Dieu ; une parole sincère révèle le trésor d'un noble cœur. Fils des héros, avec vos lauriers, branches verdoyantes jadis tombées dans la poussière, allez couronner cette tête sacrée. »

Il fallait citer en grande partie cette pièce

de vers, malgré son peu de mérite poétique, parce que le pasteur intelligent qui l'a composée y touche à toutes les questions du jour. Elle est d'un philanthrope et d'un homme d'Etat. Elle distingue assez nettement les deux sortes de lois dont s'occupa la Diète après le départ du roi : celles qui devaient consolider l'indépendance de la nation et satisfaire le libéralisme aristocratique, et celles qui acheminaient la nation vers l'égalité.

On se rappelle que les projets étaient élaborés dans les réunions des cercles où siégeait la noblesse des comitats. Il n'est donc pas étonnant que ces réunions préparatoires aient rédigé les programmes les plus avancés. L'assemblée adopta finalement les lois suivantes, à la fois garanties d'indépendance et garanties constitutionnelles. Le couronnement d'un nouveau souverain doit avoir lieu six mois au plus tard après son avènement. La sainte couronne doit rester à Bude. Le roi résidera quelquefois en Hongrie. Le palatin doit être toujours là pour veiller à l'exécution des lois. Le roi doit conserver le royaume et ses frontières dans leur intégrité. Il ne peut s'occuper des affaires hongroises qu'avec des conseillers magyars ; il ne peut appliquer à

la Hongrie les lois qui régissent les autres Etats de Sa Majesté. La Diète sera convoquée au moins tous les trois ans; elle possède souverainement le pouvoir législatif, on ne peut lever, sans son approbation, ni un florin, ni un conscrit.

Ces principes, qui prenaient leur source à la fois dans l'ancienne constitution hongroise et dans l'esprit de 89, ont plus d'une fois souffert dans la grande lutte contre la Révolution et l'Empire, plus d'une fois dans la réaction de 1849; mais ils ne furent jamais oubliés.

La cause protestante avait aussi ce mérite d'être à la fois ancienne et toute nouvelle (1). Au XVIe siècle, la réforme luthérienne s'était propagée parmi les Hongrois d'origine allemande, ouvriers ou bourgeois; la réforme calviniste, pénétrant plus profondément, était devenue la croyance, non pas de la haute aristocratie, à part quelques exceptions illustres, mais de la petite noblesse, et même, dans les comitats voisins de la Theiss, la croyance de presque tous les habitants: De-

(1) Pour la question protestante, voir, outre Horváth, qui est très-impartial, un ouvrage anonyme écrit en allemand : *Geschichte der evangelischen Kirche in Ungarn* (p. 499 et suiv.), avec une préface de M. Merle d'Aubigné.

breczin était, alors comme aujourd'hui, une ville absolument protestante. En 1647, à la fin de la guerre de Trente-Ans, un traité formel avait reconnu la liberté de conscience : c'est ce traité, méconnu par Léopold Ier et violé par d'horribles persécutions, que les protestants réclamaient ; ils ne se contentaient plus d'une tolérance arbitraire, il leur fallait une reconnaissance légale de leurs droits.

Malgré le clergé hongrois, alors aussi fanatique qu'il est tolérant aujourd'hui, Léopold se montra on ne peut mieux disposé. Tous les comitats, excepté deux, avaient inscrit le rétablissement de la liberté religieuse dans le mandat de leurs députés, et la commission nommée par la Diète rédigea un projet fort libéral en dix-sept articles. Mais le parti clérical, très-fort même dans l'assemblée, tint une réunion chez le second prélat du royaume, l'archevêque de Kalocsa : on convint de résister au projet de loi.

Le 8 février 91 s'ouvrit devant la Diète ce débat mémorable, où l'esprit persécuteur du XVIIe siècle et l'esprit généreux du XVIIIe siècle luttèrent avec acharnement. Joseph Boronkay déclara que la foi catholique s'oppo-

sait à la liberté de conscience, que la Hongrie était le royaume de Marie, et que l'on ne pouvait chasser la mère de Dieu de son royaume sans attirer sur le pays toutes les calamités. Tel fut l'avis de nombreux députés, du comte Etienne Illeshazy et du cardinal primat Batthiany. Mais un membre laïque de la même famille, le comte Aloys Batthiany, rappela éloquemment que les souffrances des protestants avaient toujours coïncidé avec les souffrances de la patrie, que la liberté de conscience était un droit sacré, et que les lumières du siècle rendaient le refus impossible. Le projet, soutenu victorieusement par un Forgacs, un Zichy, un Ürményi, par les plus grands noms catholiques de la Hongrie (1), reçut force de loi. Une traduction abrégée de ces dix-sept articles laissera voir les abus qu'il y avait à réformer, et fera connaître l'esprit libéral et de la Diète et du roi en matière religieuse.

1. Liberté inviolable du culte, des églises, des cloches, des écoles, des tombeaux. — 2. Plus de distinction entre le culte privé et

(1) V. Majláth, IV, 120. — Fessler, X, 641, cite un beau discours de Mariassy : « Les Évangéliques sont du même sang » que nous... Il faut rendre aux hommes leur droit d'hommes, » aux citoyens leur droit de citoyens. »

le culte public : tout culte peut être public. Les évangéliques peuvent réparer leurs églises, en construire de nouvelles ; seulement une commission mixte fera savoir au comitat s'il y a assez de fidèles et assez d'argent pour entretenir un nouveau lieu de culte. Les catholiques ne seront point obligés d'y travailler, ni les évangéliques de contribuer à la construction des églises catholiques.

3. Les ouvriers évangéliques membres d'une corporation, ne pourront être obligés par aucun règlement à suivre les processions. — 4. Pour mettre d'accord autant que possible l'ordre et la liberté, il y aura non-seulement des consistoires, mais un synode. — 5. Les évangéliques pourront avoir, sans parler des écoles de grammaire, de hautes écoles pour tous les enseignements. Ils pourront nommer, révoquer leurs professeurs sous la haute surveillance royale. Pour les études théologiques, ils pourront imprimer tels livres qu'ils voudront, mais sans attaques contre la foi catholique. Le censeur sera responsable. — 6. Les protestants ne donneront rien aux prêtres catholiques. — 7. Les pasteurs visiteront librement les malades et les condamnés dans les prisons. — 8, 9. Les

protestants n'auront pas à jurer par la Vierge et les Saints. — 10. On ne pourra leur reprendre leurs fondations d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de pauvres, ni les capitaux destinés à les entretenir.

11. Les consistoires continueront à prononcer sur les questions de mariage. — 12, 13. La conversion au protestantisme étant contraire aux lois catholiques, le roi examinera s'il n'y a pas légèreté. Il est sévèrement défendu de séduire un catholique. — 14, 15, 16. Les enfants issus de mariages mixtes suivront tous la religion du père, s'il est catholique ; si c'est le père qui est protestant, les garçons seuls le seront comme lui. Les ménages mixtes sont sous la juridiction du clergé catholique. — 17. Pour la paix de la société, les évangéliques doivent observer extérieurement les fêtes catholiques. Il est défendu sous peine d'amende aux propriétaires et maîtres de maison protestants de détourner leurs vassaux ou leurs domestiques des cérémonies religieuses (1).

Ainsi la Hongrie se tirait sans grande dif-

(1) Le texte de ces dix-sept articles est cité par tous les historiens de la Hongrie. Il forme le chapitre XXVI des Actes de la Diète (à la suite de l'*Országgyülés naplója*).

ficulté de ces questions politiques et religieuses, qui chez nous produisirent l'émigration, la mort du roi, la terreur. Au contraire, les questions d'égalité sociale résolues en France par la nuit du 4 août, se heurtaient contre les traditions de la noblesse magyare.

Il y avait trois classes inférieures qui réunies formaient la grande majorité des habitants : les paysans serfs, les citoyens des villes libres royales, les Serbes établis depuis un siècle sur le territoire hongrois, dans le banat de Temesvar. Entre eux tous, ils n'avaient que peu de moyens de faire entendre leur voix : l'humanité de Léopold et sa politique s'accordèrent pour leur en fournir l'occasion.

Les paysans étaient encore pour la plupart, en Hongrie comme en Pologne, attachés à la glèbe et durement tenus par leurs seigneurs. En Hongrie la cour de Vienne, comme plus récemment en Pologne la cour de Saint-Pétersbourg, se rendait populaire en protégeant les paysans contre la noblesse. Un règlement de Marie-Thérèse avait adouci leur sort ; Léopold voulut faire davantage : leur donner la liberté personnelle, le droit de s'établir où ils voudraient, et supprimer les punitions corporelles. Mais il rencontra l'opposition des co-

mitats, qui, dès son avènement, avaient déclaré nécessaire un retour à l'ancienne sévérité. Les députés de Zips, pays montagneux situé dans les Carpathes du Nord, mirent en avant un argument économique : nos paysans, disaient-ils, s'ils sont libres de se déplacer, ne manqueront pas d'abandonner notre sol difficile à cultiver, et descendront en foule dans la plaine fertile. Pour qui connaît l'étonnante fécondité de la *puszta* magyare, cette crainte n'avait rien de chimérique.

Elle n'entraîna pourtant pas la majorité, qui voyait l'attitude menaçante des paysans. Si tenace que soit le pur Magyar, il est avant tout politique et se fait aux circonstances ; il est d'ailleurs généreux pour les faibles comme pour son roi. Le comte Palfy proposait à la chambre des magnats de ne plus faire supporter aux pauvres contribuables les frais de la Diète. Il fut décidé que les paysans pourraient changer de séjour : tous les ans à la Saint-Michel, le seigneur et les magistrats du comitat délivreraient des passeports à ceux qui voudraient émigrer.

C'étaient là de grandes réformes, qui en préparaient de plus radicales, mais pour le moment, on ne put aller plus loin. Il parut im-

prudent de supprimer au pied levé de vieilles lois et de vieilles mœurs : une commission fut nommée pour faire une enquête sur l'état des campagnes et pour adresser un rapport à la Diète suivante. Les seigneurs tenaient à leur droit de punition corporelle que Léopold voulait abolir : on représenta au roi que ces punitions pouvaient être diminuées, limitées par des règlements nouveaux, mais les abolir indistinctement ce serait ruiner la propriété noble. Le roi n'insista pas.

Moins nombreux, les habitants des villes étaient plus instruits, mieux préparés à se défendre. Une classe moyenne qui manqua toujours à la Pologne, qui avait longtemps manqué à la Hongrie, une bourgeoisie sérieuse s'était formée surtout depuis un demi-siècle. Aujourd'hui la Hongrie est loin de s'en plaindre : les bourgeois, qu'ils soient magyars ou allemands d'origine, sont d'excellents patriotes qui réclament tous le titre d'homme hongrois, *magyar ember*. Grâce à eux, ce vieux pays de noblesse et de servage est devenu un pays complet et civilisé : ils ont sauvé la patrie et ils continuent à l'enrichir. Mais à la fin du dernier siècle, la défiance à leur égard était extrême ; le grand nombre d'étrangers

qui se trouvaient dans leurs rangs et le titre de villes libres royales, même quand il remontait à plusieurs siècles, semblaient les désigner comme les satellites du roi allemand. Le rôle de Léopold était difficile : sans inquiéter la noblesse, il voulait encourager une partie très-active et très-utile de la population (comme grand-duc de Toscane, il s'était surtout occupé de progrès matériels) ; quelle ressource d'ailleurs pour son pouvoir qu'un tiers-état hongrois capable de faire contrepoids à la noblesse !

La plupart des bourgeois s'cccupaient de commerce ou d'industrie ; ceux-là ne demandaient que la paix et une bonne organisation municipale. Tout autre était l'ardeur de ceux qui entraient dans les carrières libérales, médecins, avocats, professeurs, employés de l'état ou des comitats : notre nuit du 4 août et les décrets de la Constituante avaient produit en eux une effervescence déjà préparée par la lecture des philosophes français. Quelle n'avait pas été leur indignation lorsque dans la session préparatoire, les cercles du Danube proposèrent d'exclure de toutes les dignités laïques ou ecclésiastiques, ceux qui ne seraient pas nés magyars et nobles ! Une bro-

chure avait paru presque aussitôt en latin et en magyar : *reflexiones cunctorum Hungariæ civium non nobilium*.... L'auteur anonyme était censé parler à la Diète. Il dressait devant elle, comme un fantôme menaçant, la France révolutionnaire dégagée des entraves féodales, et sommait les députés, dans leur intérêt même, de faire des lois égales pour tous et de songer au bonheur de la patrie.

L'exclusion n'avait pas été prononcée, mais la bourgeoisie n'en fut pas moins indignée, se voyant abandonnée par ses propres députés, qui n'avaient rien dit contre le projet de loi. Les grandes villes, Pesth, Presbourg, etc., envoyèrent au roi une adresse collective pour le supplier d'accorder aux cités royales une représentation sérieuse au lieu de ces nobles qui n'allaient à la Diète que pour occuper des fauteuils. Telle était la situation lorsque, les affaires des paysans une fois réglées, on en vint à la bourgeoisie : Léopold insistait pour qu'elle fût admissible à tous les emplois.

Le génie fédéraliste des comitats se manifesta violemment. Quatre d'entre eux, croyant qu'il s'agissait de donner au pouvoir central le droit de conférer les dignités locales, dé-

clarèrent que si cette mesure était adoptée, ils avaient ordre de leurs commettants de se séparer de la Diète. Cette menace fut, comme elle le méritait, mal accueillie ; elle affaiblit plutôt qu'elle ne fortifia le parti réactionnaire, et la majorité, cédant à moitié comme elle l'avait fait pour les paysans, répondit au roi qu'elle trouvait fort juste son désir de donner les emplois au seul mérite, mais que si l'on voulait augmenter les aptitudes légales de la classe moyenne, il fallait une enquête et des lois nouvelles.

C'est aussi par un compromis que fut résolue la question des nouvelles villes libres royales. Le roi avait-il le droit d'en augmenter le nombre indéfiniment ? Non certes, pensait la noblesse, car le nombre des députés des villes augmentait du même coup et pouvait diminuer l'importance des comitats. Déjà deux fois, sous Marie-Thérèse, en 1751 et en 1764, on s'était plaint de l'extension de ce privilége à de nouvelles cités. Maintenant il s'agissait de villes telles que Temesvar et Carlsbourg, que leur importance croissante désignait naturellement. On s'entendit pour leur reconnaître le précieux titre, mais en priant le roi de consulter désormais la Diète. Léo-

pold répondit qu'il ne passerait jamais sur une opposition sérieuse, et pour contrebalancer les nouveaux suffrages de la bourgeoisie, quelques voix de plus furent données aux districts militaires des Cumans et des Heiduques.

Ainsi les exagérations de l'esprit aristocratique, nettement accusées par quelques orateurs, allaient s'adoucissant grâce au tact parfait d'un prince qui savait ménager la fierté de la noblesse et qui s'adressait à son intelligence politique. Ce qui le prouve mieux encore, c'est la nomination par la Diète de nombreuses commissions qui devaient, l'année suivante, après une enquête attentive, faire leur rapport sur les besoins du pays. Jamais on n'a vu plus large programme : le mécanisme du pouvoir central et des pouvoirs locaux, la fondation d'une banque nationale, le sort des paysans, l'instruction publique, rien n'était oublié. La Hongrie marchait donc, non sans peine, dans la voie excellente du conservatisme modéré et progressiste où l'Angleterre a fourni une carrière si glorieuse.

En attendant que ces réformes mûrissent, il fallait s'occuper de questions propres à la Hongrie, inconnues à nos nations homogènes

de l'Occident, questions éternelles, dangereuses aujourd'hui comme alors pour l'existence même du pays. Dans l'Orient chrétien comme dans l'Orient musulman, les races ne se mêlent pas; elles vivent juxtaposées, gardent leurs costumes, leurs croyances et leurs jalousies : c'est ce qui rend si curieuse pour un étranger la navigation du Danube et si difficile la tâche des hommes d'État autrichiens.

La Transylvanie, ou plutôt la Silvanie (ce serait la traduction exacte du mot hongrois Erdély) n'est pas un pays : c'est tout simplement la partie montagneuse et forestière de la Hongrie, accidentellement détachée du royaume par les invasions turques et les guerres civiles du XVII[e] siècle. Là vivaient dans une défiance mutuelle les plus purs des Magyars, les frères aînés qui se disaient descendus d'Attila, puis les paysans roumains, les bourgeois et les mineurs saxons établis depuis plusieurs siècles autour d'Hermanstadt avec de grands priviléges (1). Les *trois nations* se plaignaient de n'avoir pas recouvré en même temps que le reste du royaume

(1) V. l'excellent livre d'Auguste de Gérando, *la Transylvanie et ses habitants.*

l'exercice de leurs libertés : c'est seulement dans l'été de 91 qu'elles leur furent rendues, et que la diète transylvaine fut convoquée. Mais les patriotes Magyars, tout en s'intéressant aux libertés locales, désiraient vivement que la principauté fût un jour réunie à la mère-patrie. Un jeune officier, Alexandre Kisfaludy, bien connu depuis comme l'un des plus grands poëtes de la Hongrie, était alors en garnison dans le pays : il témoignait dans ses lettres une vive douleur de ce que l'élément magyar fît si peu de progrès. Dans une réponse au roi, la Diète hongroise exprima l'espoir de voir un jour la réunion s'accomplir.

Lorsque des montagnes transylvaines on descend vers la grande plaine arrosée par la Theiss, et vers la frontière turque, la population change comme l'aspect de la contrée : peu de Magyars, peu d'Allemands. Tous les noms de bourgade rappellent de grandes batailles, Zenta, Salankemen, Peterwardein, Lugos, et n'expliquent que trop comment l'ancienne population a disparu. Dans les dernières années du XVIIe siècle avait commencé une immense émigration de Serbes qui venaient s'établir sur cette terre chrétienne de-

venue un désert. Protégés, et contre les Turcs, et au besoin contre les Magyars par la cour de Vienne, ils n'avaient cessé de s'accroître et de prospérer, exerçant librement le culte grec (1). En 1790, ils semblèrent vouloir se mêler davantage à la nation en demandant des siéges à la Diète pour leurs prélats de l'Eglise d'Orient. Mais la politique de Léopold, alors engagé dans un débat difficile au sujet de son couronnement, n'était pas de fortifier l'unité hongroise : il voulait avoir dans son parti les Serbes comme il avait les bourgeois, et il les autorisa à tenir un congrès national sous la présidence d'un Allemand, le baron Schmidfeld, gouverneur de Péterwardein. Les Magyars blâment vivement et Léopold qui favorisait ainsi les tendances sécessionistes, et les Serbes, hôtes de la Hongrie, qui retournaient contre elle l'hospitalité accordée depuis un siècle. Les Serbes pouvaient répondre que tenus dédaigneusement à distance par les

(1) Le recueil de M. d'Arneth, *Catherine II et Joseph II* (Vienne, 1869), révèle une curieuse ingérence de la czarine dans les affaires de l'Autriche : « Comme chef de l'Eglise grecque, il serait de mon devoir de recommander aux vertus de Votre Majesté les vrais croyants de l'Eglise grecque, mais cela serait inutile... Je connais son humanité. » Joseph II lui envoya le directeur des écoles serbes, Iankovich, pour améliorer l'instruction populaire en Russie. — Panslavisme et orthodoxie, c'est déjà la politique de Nicolas.

Magyars, ils voulaient former au moins un groupe indépendant : les peuples ne sont jamais à court de bonnes raisons pour se haïr.

Le congrès serbe fut précédé de réunions officieuses, où parurent les officiers allemands des régiments frontières, comme les Serbes ennemis jurés des Magyars. On y tint les propos les plus violents contre la Hongrie, contre ce peuple de brigands venu de l'Asie et qu'il y fallait renvoyer; on déclarait les Magyars bien ingrats envers le gouvernement autrichien qui avait transformé en hommes de vrais Orang-Outangs. Dans le congrès les violences de langage disparurent, mais les tendances restèrent les mêmes : obtenir de Vienne un gouvernement séparé, un congrès serbe, un territoire distinct. Vainement un Tekeli, nom illustre dans l'histoire de la Hongrie, montra qu'il y avait trahison, ingratitude à se séparer ainsi d'un peuple hospitalier, qu'il y avait folie à compter sur des courtisans plus que sur la nation magyare : la haine de race l'emporta.

Mais Léopold ne pouvait prendre sur lui un pareil démembrement de son royaume : il fallait le consentement de la Diète, et la Diète déclara à plusieurs reprises, à la fin de 90 et

dans le cours de 91, que la séparation était impossible, que les Serbes avaient été reçus comme hôtes et non comme peuple indépendant; mais elle admit qu'on leur donnât tous les droits des Magyars et que l'Eglise grecque fût officiellement reconnue. Le débat se termina par ce compromis, ou plutôt par cet arrangement tout naturel : une fois encore la Diète aimait mieux renverser les barrières élevées par l'orgueil de race que de livrer le pays à la guerre civile et au démembrement. On peut se demander si Léopold, avec sa finesse habituelle, n'avait pas lancé en avant la question serbe dans l'espoir qu'elle recevrait cette solution.

Il ne faudrait pourtant pas croire que la Diète hongroise se soit terminée sans aucune difficulté. Plusieurs députés trouvaient que l'esprit de résistance mollissait devant les concessions du souverain et que l'on revenait trop à la funeste habitude de tout attendre de lui. L'un d'eux, Charles Jezerniczky se plaignit avec amertume que le texte, voté par la Diète, de plusieurs articles du diplôme royal eût été changé, que l'on menaçât l'indépendance des comitats, fondement de toutes les libertés, que l'on créât une chancellerie particulière

pour les Serbes, laquelle laissait soupçonner l'arrière-pensée d'un démembrement, enfin que l'on demandât au roi, comme les enfants peuvent le demander à leur père, un remède pour tous les maux.

La faveur avec laquelle ce discours fut écouté prouva que la susceptibilité magyare ne désarmait pas devant la royauté, si aimable et si conciliante qu'elle se montrât. L'enthousiasme royaliste de cette noblesse ne lui avait donc point fait perdre sa vigueur ; ses concessions lui avaient été dictées par la raison seule, non par la mollesse ou la crainte. Les grands dignitaires écrivirent à Léopold qu'il fallait prendre en considération les plaintes de Jezerniczky. Le roi répondit de la façon la plus rassurante : la chancellerie serbe du banat était une pure subdivision administrative ; il était convenu derechef que les affaires de la Hongrie seraient toujours étudiées avec Sa Majesté par des conseillers magyars. Quelques menues concessions de forme achevèrent la réconciliation, et une nouvelle visite du roi lui valut un excellent accueil ainsi qu'aux archiducs François et Alexandre, l'héritier de la couronne et le palatin. Le 9 août 1791, la session de la Diète fut terminée, les commis-

sions de réformes devant continuer leurs travaux. Le roi et l'assemblée avaient le droit d'être contents de leur ouvrage, et, ce qui est plus rare encore, le droit d'être contents d'eux-mêmes.

Et pourtant les nuages s'amassaient : ils allaient couvrir la Hongrie comme le reste de l'Europe. Léopold, frère de Marie-Antoinette, beau-frère de Louis XVI, chef du Saint-Empire, crut devoir faire violence à ses instincts pacifiques et s'accorder avec les émigrés français comme avec la noblesse prussienne contre la Révolution (1). Débarrassé de la guerre turque par le congrès de Sistova auquel prit part le noble magyar Eszterhazy, il eut une entrevue à Mantoue avec le comte d'Artois, le 20 mai 1791 ; quelques semaines plus tard, il resserra ses liens avec Frédéric-Guillaume par la fameuse déclaration de Pilnitz qui fut si fatale à Louis XVI.

Ces démarches, commandées peut-être à Léopold par les devoirs impériaux et par l'honneur de famille, ne faisaient pourtant que pré-

(1) Sybel, presque toujours sévère pour les princes autrichiens, insiste beaucoup sur les intentions pacifiques de Léopold. — Quant à Hæusser, il maltraite également les Hongrois, l'Autriche, la moitié des ministres prussiens, et surtout la France.

parer la coalition. Il fut assez heureux pour ne pas voir une guerre qui l'aurait mis en contradiction avec ses sentiments naturels et avec son passé. Comme roi de Hongrie, la mort le frappait dans toute sa popularité, avant que les nécessités d'une lutte terrible ne l'eussent entraîné à quelque oubli de son rôle constitutionnel. Il mourait laissant la renommée d'un prince perfectible sans faiblesse et ferme sans obstination.

CHAPITRE III (1).

L'AVÈNEMENT DE FRANÇOIS II ET LA RÉACTION (1792-1794).

Un jeune prince est appelé brusquement au pouvoir par la mort imprévue de son père dans un temps d'effervescence et de révolution : toutes les couronnes sont en danger; un autre roi, prisonnier de son peuple, s'engage dans une voie fatale qui le conduit à la mort. Dans les états mêmes du jeune prince retentissent depuis deux ans les mots, si dangereux ailleurs, de patrie et de liberté. Autour du trône, des conseillers d'absolutisme et de rigueur, mal écoutés depuis longtemps, ne cessent d'inquiéter et de gémir pour ressaisir la faveur souveraine : Ne peut-on pas s'attendre à un règne de réaction?

Jamais l'archiduc François, héritier à vingt-cinq ans de la Hongrie, de la Bohême et de l'Empire, n'oublia ses premières impressions de roi : elles s'incrustèrent dans son cerveau

(1) Horváth, *Magyrország Törtènelme*, p. 103-126.

étroit, et, d'un homme naturellement bon firent un tyran maniaque (1). Ne le verra-t-on pas trente-cinq ans plus tard, surveiller de son cabinet de Vienne, au moyen de plans détaillés, les cachots de ses victimes du Spielberg, se faire rendre compte de leurs moindres gestes et de la paille de leurs grabats? Ses premiers actes et ses premières paroles sont sans doute empreintes du génie bienveillant de ses devanciers; mais les terribles nouvelles qui, dans cette année 1792, lui arrivaient du roi son oncle et de la reine Marie-Antoinette, tournèrent vers un but unique, la ruine de la Révolution française, sa défiante intelligence et l'entêtement héréditaire des Hapsbourg.

Son avènement est du 1er mars; presque aussitôt il réclamait le rétablissement du pouvoir absolu de Louis XVI et la restitution des domaines allemands en Alsace; dès le 20 avril, le ministère girondin obtenait une déclaration de guerre contre le roi de Hongrie et de Bo-

(1) Nous n'avons à envisager François II que comme roi de Hongrie. Sur ce prince et son entourage, voir Springer, I, p. 107 et suiv. Il a été pendant un demi-siècle la bête noire du libéralisme européen, qui l'a justement accusé de dureté et d'étroitesse, mais qui s'est trop pressé de lui refuser l'intelligence. A son point de vue, dans sa sphère, François II fut un politique.— Hormayr, Michiels, etc., ont beaucoup étudié son règne.

hème : les hostilités allaient commencer. Il fallait des troupes et de l'argent ; il fallait surtout que, les premières ressources épuisées, on pût compter sur des réserves animées d'un bon esprit. Le gouvernement de Vienne fut servi à souhait par les brusques changements de l'opinion en Hongrie.

Nous avons vu la noblesse magyare tenir victorieusement le drapeau national et le drapeau de la liberté ; le reste de la nation comptait sur le roi plus que sur la vieille constitution de la Hongrie. Or, si la noblesse était, par esprit chevaleresque, on ne peut plus royaliste, même quand elle résistait au roi, elle était on ne peut plus aristocratique par intérêt. Déjà elle avait médiocrement goûté les actes égalitaires de la Constituante ; mais l'hostilité de l'Assemblée législative, la captivité toujours plus dure de Louis XVI, l'émigration maintenant excusable puisqu'elle semblait nécessaire, indignèrent sincèrement les nobles magyars. Ils s'intéressèrent à la famille royale de France, aux pauvres enfants captifs qui avaient dans leurs veines le sang des rois de Hongrie. D'ailleurs, la contagion révolutionnaire ne pouvait-elle pas embraser leurs châteaux et les chasser de leurs domai-

nes ! Qu'était-ce à côté des trônes ébranlés, des priviléges méconnus, qu'une minutie de chancellerie, un article de diplôme, ou même une vraie garantie de liberté ? L'ordre politique et social était en péril, c'était un nouveau *roi Marie-Thérèse* pour qui il fallait mourir. Il n'y eut pas cette fois un serment juré publiquement ; ce fut un engagement tacite renouvelé sans cesse dans tous les cœurs ; sur les champs de bataille de Fleurus ou de Wagram, parmi ces milliers de cadavres, il faut chercher autre chose que des victimes de l'or anglais et de la cour de Vienne.

La haine de la Révolution n'était pas éprouvée par les nobles seuls. Voici un poète, Virag, homme de petite naissance, qui vivait dans la pauvreté et ne demandait rien à personne. Dans des vers imités d'Horace, il compare la France à un vaisseau battu par la tempête : « O vaisseau, des vagues nouvelles te pous- » sent dans le tourbillon ; nul ne peut tenir ton » gouvernail. Tes mâts craquent sous le vent » d'Afrique : ils vont tomber loin de toi..., tes » voiles sont déchirées. Tu es trop convaincu » que tu ne deviendras pas la proie de la tem- » pête, c'est un mauvais gage de bonheur. » Évite les îles enchantées de la mer, lieux

» funestes qui donnent la mort... » (1). C'est encore un langage sympathique : Le poète effrayé donne des conseils d'ami à la Révolution ; mais voici comment il la traitera un peu plus tard.

« Aux armes, le peuple de Paris! criait l'ange
» sauvage de la liberté, et des hordes sans
» nombre volaient à une gloire coupable.

» Il est joyeux, l'esprit de méchanceté (si
» c'est là un esprit); sur l'humanité renversée,
» il élève les colonnes d'un glorieux temple.

» Quand triomphe bruyamment la joie in-
» solente, la misère sans ressources pleure
» les champs dévastés.

» Le gouffre du monstre insatiable absorbe
» la sueur sanglante. Tiens-toi à distance, pa-
» trie magyare ! » (2).

Cette horreur des nouveautés, si vivement exprimée par un homme de la classe moyenne, était naturellement plus profonde dans l'aristocratie. Elle eut un singulier résultat : elle refroidit l'enthousiasme pour la langue magyare, qui a toujours été chez ce peuple le patriotisme lui-même. Le grand élan de 1790 s'était ralenti dès l'année suivante, même sous

(1) *Toldy Kézikönyve*, I, 635.
(2) Ibid., 639.

Léopold et dans la Diète de Bude. A vrai dire, les avocats de cette cause lui avaient nui à force d'ardeur : Imposer à tous les habitants du pays une langue difficile, contraire au génie des Slaves ou des Roumains, c'était un excès justement combattu par le ban de Croatie ou l'évêque d'Agram. Il valait mieux, comme allait le faire la loi de 1792, créer sérieusement l'enseignement du magyar pour préparer son triomphe. Malgré cette loi, tout faisait croire que le grand mouvement s'arrêtait. On avait chaque jour plus de peine à trouver des souscripteurs pour les publications; le drame hongrois n'était pas heureux en spectateurs, les écrivains en lecteurs, et beaucoup d'hommes de lettres tombèrent dans la misère. En toutes choses, les classes conservatrices commençaient à se défier de l'indépendance.

Le cabinet de Vienne profita, non sans une grande habileté, de ces dispositions nouvelles. Il changeait, lui aussi : avec le vieux Kaunitz allait s'éteindre la tradition modérée de Marie-Thérèse. L'influence plus violente, mais lourde et médiocre, de Spielmann et de Cobenzel ne faisait que passer ; déjà grandissait au-dessus d'eux, au-dessus même du favori Colloredo, leur formidable successeur le baron de Thugut,

L'histoire ne présente pas de personnage moins sympathique. Ce parvenu, fils d'un batelier du Danube, n'a même pas l'air de fierté aristocratique qui rehausse les types les plus déplaisants de l'Autriche réactionnaire (1). Ce défenseur fanatique du trône et de l'autel ne croyait ni à l'autel ni au trône. Voilà, disait Catherine, un ministre jacobin qui s'entendra avec ses collègues de Paris ; mais le hasard tourna d'un autre côté son énergie jacobine, et il fit tomber les têtes des libéraux hongrois.

D'ailleurs, homme de notes secrètes et d'arrêts de grâce calculés, il savait prendre des airs de prudence et de modération. Il fallait bien se garder de heurter de front les Magyars.

Mieux valait flatter leur orgueil en faisant de la guerre contre la France une question de patriotisme ; respecter extérieurement la constitution, mais éloigner toute nouveauté par crainte du fantôme révolutionnaire. La Diète

(1) Personne n'a dit du bien de Thugut, excepté M. de Vivenot, qui a réellement rendu service, par certains côtés, à la mémoire de ce ministre. — Frédéric et Napoléon l'ont également détesté, ce qui, pour un homme d'État autrichien, ne serait pas un trop mauvais signe ; mais tous les historiens sont d'accord contre lui avec l'archiduc Charles et Schwartzenberg. (Springer, I, 55-56. — Hæusser, II, 4-5. — Sybel, II, 246, modéré et intéressant.)

fut convoquée à Bude : elle devait se réunir le 20 mai, le couronnement était fixé au 6 juin. Une députation fut reçue à Vienne par ces paroles de l'Empereur-Roi : « Je pleurerai » mon père avec mes sujets. Vous n'aurez » pas à vous repentir de votre confiance; » je serai le plus ardent ami de la constitu- » tion et des lois. »

Le 3 juin, le jeune roi ouvrit la Diète : il accepta le pacte constitutionnel de son père ; faisant des concessions nouvelles sur quelques articles auxquels on tenait beaucoup, tels que le délai maximum de six mois pour le sacre de chaque nouveau souverain. Trois jours plus tard il fut couronné, et un peu après lui la jeune reine, au milieu d'un enthousiasme sans bornes (1). Chacun se déclara prêt à soutenir une si juste cause contre la France, et le Palatin fut un interprète fidèle des dispositions générales en demandant des levées exceptionnelles : Tout fut voté, hommes et argent. Le cadeau de joyeux avènement fut magnifique. Un drame populaire en magyar compara François II à Mathias Corvin (2). Péczely mourant célébra le début d'un règne

(1) Le journal de cette courte Diète est sans intérêt.
(2) Composé et publié par Szentjobi (Bude, 1792).

qui devait être si fatal aux protestants ses coreligionnaires.

Que devenaient cependant les réformes promises ? On se rappelle que la noblesse ayant trouvé moyen de s'entendre avec Léopold, neuf commissions d'enquête avaient été nommées. Leurs travaux ne se ressentaient pas trop de l'égoïsme aristocratique : l'esprit de Joseph II, moins l'arbitraire, l'esprit du XVIIIe siècle y dominait. Mais c'est bien de cela qu'il s'agissait maintenant ! On devait se rendre à un appel d'honneur dans les plaines de Belgique et de Lombardie. D'ailleurs toutes ces nouveautés pouvaient être des concessions à l'esprit révolutionnaire. Elles ne furent pas oubliées ; elles restèrent comme des germes féconds pour l'avenir, mais elles furent différées en faveur de la grande cause. Plus les armées autrichiennes furent malheureuses, moins il parut prudent de s'occuper des questions intérieures, si ce n'est pour écraser les complices de la Révolution. La Diète aurait pourtant voulu que la Transylvanie fût réunie au territoire hongrois, que cette réunion fût tout au moins préparée ; et que les régiments levés en Hongrie eussent toujours des officiers magyars, et formassent comme une ar-

mée indépendante. Nous avons vu le paisible Léopold étouffer brusquement cette question naissante : elle était encore moins acceptable en 1792 et dans la terrible année 1793.

C'est en 1794 que la réaction triompha tout-à-fait par la mort de Kaunitz et la dictature de Thugut, qui, suivant l'énergique expression de M. Horvath, briganda pendant sept années le gouvernement de l'empire. La Hongrie ne tarda pas à s'en apercevoir. Certes, le Magyar a des défauts : il est orgueilleux, raide, souvent exclusif, mais il n'est pas vulgaire; tout ce qui est vil lui fait horreur, les espions par exemple et les rapports secrets. Tel est précisément le régime que lui fit accepter, non sans dégoût, sa passion alors dominante, la haine de la France révolutionnaire.

Le mouvement littéraire que nous avons essayé de retracer se heurta contre une censure obstinée et médiocre. Les livres d'histoire, non seulement par les appréciations qu'ils pouvaient contenir, mais par les faits même qu'il était impossible de passer sous silence, se rendaient suspects du moment que ces faits étaient de nature à déplaire au gouvernement. Bacsányi se voyait dénoncé pour des vers il est vrai très-violents (V. à la fin du

chap. IV). Il se plaignait de ce que la poste refusait d'expédier l'argent au *magyar museum*. Il disait : « Le Magyar sera toujours le plus grand ennemi du Magyar. » — Un peu plus tard ; « On appelle jacobin quiconque sait penser et parler ; » — enfin : « on veut introduire chez nous l'inquisition espagnole. » (*Bacsányi munkai.*)

Toute explication libérale dans les chaires était formellement interdite : se jouer de cette défense, c'était encourir une destitution infaillible ; on pouvait risquer plus que cela, nous le verrons bientôt. Ces abus de la censure étaient si arbitraires que plusieurs comitats osèrent s'en plaindre, quoique la mode ne fût pas à la résistance ; ils s'exprimèrent parfois dans un beau langage : *supplicia de studiis sumere, res indigna : punitis ingeniis gliscit auctoritas.*

Ces réclamations ne furent pas écoutées, et toute marque d'indépendance devenait un titre de persécution. Les dignités laïques, ecclésiastiques même, furent conférées, toutes les fois que cela était possible, aux favoris de la cour de Vienne. Le prétexte était le salut du royaume ; si bien que, toujours pour sauver le royaume de Hongrie et sa constitution, la

réaction mina insensiblement l'indépendance même du pays, pour laquelle on avait naguère montré tant d'ardeur.

S'il y avait un principe sacré pour les Magyars, c'est que les affaires du royaume devaient être examinées par le roi avec des conseillers magyars ; c'est que le roi, quelles que pussent être ses possessions et ses titres hors des frontières du royaume, n'était jamais que roi de Hongrie, lorsqu'il s'occupait du gouvernement de la nation. Ce que tout patriote détestait le plus, c'était de voir des étrangers allemands, italiens, lorrains, peu importe, mener dédaigneusement les destinées de la patrie hongroise, *magyar haza*. Eh bien ! la camarilla de Thugut attira peu à peu dans ses attributions les affaires hongroises (1), en témoignant un grand attachement pour la lettre de la Constitution. C'était une oppression respectueuse, caressante, fondée sur l'espionnage et les influences secrètes, mais qui n'arrivait que plus sûrement à faire de la Hongrie une simple province de l'Autriche, province héroïque et utile.

Les ennemis des protestants ne furent pas

(1) V. dans Sybel, II, 158, la composition du directoire général réuni sous la présidence de Kollowrath.

moins habiles en les accusant de jacobinisme, reproche que l'on faisait à la même époque, et tout aussi justement, aux patriotes polonais. La noblesse polonaise voulait fortifier la royauté, la rendre héréditaire : jacobins ! Les protestants hongrois, souvent nobles ou riches, attachés jusqu'à l'entêtement à la Constitution aristocratique, on ne peut plus conservateurs : jacobins ! Ce nom magique excusait tout : il servit de prétexte à une fort singulière persécution, que l'on a trop peu remarquée (1). C'est un curieux chapitre de l'histoire religieuse de l'Etat autrichien : on nous permettra d'entrer dans quelques détails :

Les enfants catholiques étaient autorisés à quitter leurs parents protestants : l'unité de la famille était brisée; mais les parents protestants n'avaient pas le droit de conduire au temple leurs enfants élevés dans le catholicisme. On n'avait pas le droit de conduire au temple des catholiques même majeurs ; et, si cette défense était violée, le pasteur avait ordre de chasser les intrus de son service religieux. Etre protestant, c'était donc une si-

(1) *Geschichte der evangelischen Kirche in Ungarn* (519-532) on y trouve le texte même des plaintes rédigées quelques années plus tard dans une réunion protestante.

tuation morbide particulière dans laquelle on pouvait continuer à vivre, comme les lépreux, si l'on était incurable, mais sans avoir le droit d'étendre le mal par la contagion.

Trois enfants réformés sont enlevés par ordre de l'évêque d'Erlau. En traversant une forêt, les deux plus âgés s'échappent; le plus jeune, qui n'avait que sept ans, est conduit à l'évêque qui le retient pendant toute une année, sous prétexte que l'enfant veut rester.

Les évangélistes de plusieurs villages ne peuvent obtenir une sépulture honorable. Un curé refuse d'inhumer le seigneur du pays, Ladislas Pajor, dans le cimetière dont il avait lui-même donné le terrain.

Le pasteur de Teplitz préparait à la mort une femme protestante en lui parlant de la foi bienheureuse en Jésus. Le curé, qui venait d'entrer, déclare que la foi catholique est la seule dans laquelle on puisse être sauvé, et menace de faire arrêter le pasteur. D'autres ne pouvaient même pas commencer leur mission consolatrice.

Les habitants d'une vallée du comitat de Trentschen avaient reçu de Joseph II l'autorisation de se faire protestants. Le comitat, ou le parti persécuteur avait par exception la

majorité, leur enjoignit de suivre le culte catholique, et punit les récalcitrants de la prison. Cela parut tellement fort à l'Empereur qu'il se mit en colère : « Ils seront, dit-il, toujours fous dans ce comitat ! » Plus d'une fois, il se montra désolé de ce qu'on lui apprenait, jura qu'il allait donner des ordres : la réaction était plus forte même que sa toute-puissante volonté.

Quelquefois cette persécution, qui jamais, il faut le dire, ne fut absolument cruelle, semblait tourner à la plaisanterie. Dans certains villages on imaginait de condamner au silence la cloche protestante : si elle veut parler, qu'elle paie sa rançon ! Quand on avait donné quelques florins au curé, elle pouvait reprendre son office.

Dans le jardin de sa petite cure, un pasteur faisait venir des fruits : on attendit qu'ils fussent mûrs, puis on trouva piquant de les cueillir pour les porter à l'évêque de Waitzen. A Velencze, près d'Albe-Royale, le pasteur venait de mourir, et la surintendance évangélique lui avait trouvé un successeur ; mais le seigneur, Franz Messlenyi, vint lui-même fermer le presbytère, et s'en alla la clé dans sa poche. Peu après, les payans protestants

arrivent avec le nouveau pasteur et son modeste mobilier ; la porte étant fermée on emménage comme on peut par les fenêtres. Messlényi revient, jette les meubles dehors, scelle la porte et garde la clé. Pour la lui faire rendre, il fallut recourir à la plus haute juridiction, qui ne pouvait autoriser une pareille violation des lois.

Le plus comique, quoique fort triste à le bien prendre, fut ce qui arriva, dans un cas de conversion au protestantisme, à Paul Horvath et à sa femme, habitants du comitat de Veszprim. Un règlement assez bizarre exigeait, pour qu'un changement de religion fût autorisé, que l'on déclarât vouloir suivre une instruction de six semaines dans le nouveau culte, et seulement après cette instruction, la qualité de protestant était reconnue au néophyte. Paul Horvath parut, en février 1794, devant la juridiction du comitat, disant qu'il voulait commencer l'instruction de six semaines. On lui répondit qu'il n'était qu'un paresseux, sans autre motif que sa fainéantise pour ne pas aller à la messe, qu'il était indigne d'élever ses enfants, et on les lui prit. Furieux, il se plaignit au gouverneur royal, déclarant qu'il ne retournerait jamais à l'«ido-

lâtrie. » Le conseil, scandalisé, lui fit demander si ce mot d'idolâtre venait de lui, et, sur sa réponse affirmative, on lui ordonna de prendre des leçons sur le culte des images. Un prêtre lui fit faire quelques lectures, et lui demanda ensuite s'il persistait : Horvath, fort têtu apparemment, persista : on trouva qu'il avait mal lu ou mal compris. Il envoya au roi une nouvelle supplique : le pasteur reçut l'ordre de lui fermer la porte de son église. La chose en était là, deux ans plus tard, lorsque la plainte fut rédigée.

Dans d'autres affaires il n'y eut rien de risible : un nommé Martin Holoma, de Neograd, s'était fait protestant. Le curé attira son fils au presbytère, lui promit de l'argent s'il restait fidèle au catholicisme, et fit donner des coups de bâton au père qui venait chercher l'enfant. Dans certains villages, la majorité protestante faisait presque tous les frais du culte catholique. Ailleurs, les jeunes gens qui ne se convertissaient pas étaient menacés, tous en masse, du service militaire. Certaines corporations expulsaient les travailleurs protestants, lesquels, dans d'autres endroits, étaient forcés de réparer gratuitement l'église catholique.

Telle fut cette persécution, fort bénigne assurément, si on la compare à celles qui pesèrent sur les protestants de Hongrie au temps de Léopold Ier, sur les protestants de France au temps de Louis XIV, ou même à celle qui frappa si longtemps les Irlandais catholiques. Pas de cruautés, mais des tracasseries, des vexations, qui réellement ne firent aucun mal au protestantisme hongrois : lorsque, vers le début de notre siècle, la tolérance fut rétablie dans les mœurs (elle n'avait jamais disparu des lois), les dissidents ne se trouvèrent pas en moins grand nombre. Leur patriotisme même n'avait point souffert : justement irrités contre le clergé catholique, ils prodiguaient leur sang pour leur pays et leur roi. Plus d'un poète protestant animait de son ardeur lyrique l'antique valeur magyare contre les soldats de la liberté. Les pasteurs si malheureux priaient Dieu pour le succès des armes de Sa Majesté; et ils ne peuvent être soupçonnés d'hypocrisie : ils détestaient sincèrement, comme impie et sanguinaire, la Révolution française.

Il y avait pourtant trop d'esprits libéraux en Hongrie, pour qu'une pareille réaction, politique, intellectuelle et religieuse, ne provo-

quât aucune indignation, aucune résistance. On ne pouvait vivre avec l'unique préoccupation de la guerre, et, dans l'intervalle des nouvelles ou des préparatifs, on devait s'effrayer du chemin parcouru en sens inverse du réveil national. Des dignitaires tels que : Charles Zichy, Ürmenyi, Haller, Batthiany, ne pouvaient assister les bras croisés aux exploits d'un Thugut. Les comitats savaient au besoin s'exprimer sévèrement sur les courtisans de Vienne, qui « privés de toute « science solide et de toute vertu, assiégent » le trône et ne peuvent se créer des mérites » qu'en exagérant la puissance royale. » (3 décembre 1792.)

Malheureusement, parmi les patriotes mécontents de ce qui se passait, il y avait deux partis divisés sur les questions les plus graves, et dont l'antagonisme seconda, comme nous le verrons bientôt, la merveilleuse habileté de la cour. Ces deux partis, nous les connaissons déjà, mais leur attitude politique a totalement changé : les aristocrates sont devenus des conservateurs royalistes, les démocrates, naguère suppliants devant le trône, sont maintenant révolutionnaires.

Le parti aristocratique était à la fois plus

nombreux et plus fort, car on peut supposer qu'il avait pour adhérents beaucoup de bourgeois et de paysans attachés à la vieille constitution. Ses prétentions étaient alors fort modestes : faire respecter les lois établies, écarter des affaires hongroises les ministres étrangers, revendiquer l'indépendance légale de la nation avec le plus grand respect et le plus grand dévouement pour le roi. Rien de plus raisonnable, et, à cause de cela même, rien de plus gênant pour les ministres réactionnaires. Comment vaincre une résistance si tranquille; quel procès intenter à des hommes constamment appuyés sur la loi? Pouvait-on leur faire approuver de force le système d'espionnage et la censure arbitraire? Ils offraient une seule prise, que l'on ne négligea pas, en attendant mieux : ils étaient en très-bons termes avec le frère du roi, le palatin Alexandre; on les accusa de vouloir élever au trône le palatin.

C'était bien insuffisant, et surtout déplorablement vague : rien qui justifiât une terreur militaire. A quoi bon d'ailleurs? L'Autriche qui combattait au moyen de soldats magyars et d'officiers magyars, ne pouvait pas, à moins de suicide, écraser la Hongrie. Il fallait abso-

lument trouver un moyen d'exalter la fidélité des patriotes et d'endormir leur esprit de résistance. Ce moyen, le parti démocratique se chargea de le fournir.

Il était fort peu nombreux et tout-à-fait désorienté, ayant perdu son ancien appui, la royauté. La réaction avait éclairci ses rangs, et, par un effet non moins naturel, exaspéré les incorruptibles. Le Contrat social et la Déclaration des Droits de l'Homme étaient plus que jamais leur drapeau, et les scènes de la Révolution leur modèle, maintenant que la cour était toute réactionnaire. Leurs opinions, chaque jour plus avancées, devaient servir d'épouvantail aux yeux des conservateurs. Bacsányi s'écriait : « Nations, vous que des » piéges odieux ont fait tomber dans les liens » de l'esclavage... Et vous, tourmenteurs jurés » de vos fidèles paysans, si vous voulez savoir » ce que l'avenir vous réserve, regardez avec » attention du côté de Paris. » Les démocrates se compromettaient à plaisir : baillonnés par la censure, ils se jetèrent dans les sociétés secrètes, et des sociétés secrètes dans la conspiration.

C'était là qu'on les attendait.

(1) *Bacsányi munkai,* p. 20.

CHAPITRE IV (1).

LA CONSPIRATION DE MARTINOVICS OU LES JACOBINS DE HONGRIE.

Quatre hommes de nature bien différente, mais tous les quatre pleins d'intelligence et d'activité, se concertèrent pour organiser dans le royaume une propagande démocratique, et pour tendre la main à la révolution française.

Ignace Martinovics, quoique né à Pesth, n'était pas magyar de race ; il ne l'était pas davantage de caractère ni d'esprit. C'était un remuant petit homme, maigre et bilieux, infatigable, doué de toute la facilité des Slaves à parler les langues étrangères et de toute leur souplesse à recevoir les idées des peuples étrangers. Très-mobile dans ses impressions, dépourvu de consistance morale au point d'inspirer le mépris à ceux qui l'avaient bien étudié, mais capable de passions vivement

(1) Horváth, *Magyaorszàg Törtènelme*, VI, 126-148. — Szirmay, *Jacobinorum hungaricorum historia*, manuscrit accompagné de notes de Kazinczy. — *L'Esprit public en Hongrie*, d'Auguste de Gérando, ch. II.

senties et communicatives, il était né pour faire un redoutable agitateur.

Entré de bonne heure, et pour faire ses études, dans l'ordre des franciscains, il ne fut jamais sérieusement ecclésiastique. Il ne s'occupa des moines que pour dénoncer à Joseph II les prisons souterraines d'un couvent de Bude (1), et les cruautés qui se commettaient sur les frères récalcitrants. L'empereur réformateur, pour le soustraire aux persécutions que lui valait cette indiscrétion courageuse, l'envoya à Lemberg, où il devint professeur de philosophie. Léopold fit grand cas de ses connaissances variées, de son activité intelligente, peut-être encore de ses travaux d'alchimie; on sait que la manie des sciences occultes a été longtemps héréditaire dans la maison d'Autriche, et qu'il y eut une recrudescence générale de cette manie vers la fin du dernier siècle. Martinovics, pourvu d'un titre de conseiller et d'une lucrative abbaye, remplit plusieurs missions diplomatiques, dont une auprès de Louis XVI. Il revint en Hongrie avec une admiration sans bornes de la Révolution française et de ses principes.

Hajnóczy, vrai magyar, homme tout d'une

(1) Est-ce lui, ou Fessler ?

pièce, s'était donné corps et âme au jacobinisme. Il parlait continuellement des héros de la convention, il se proclamait sans-culottes. Ne sachant pas qu'un chef populaire doit être soigné dans sa tenue comme le furent Robespierre et César, il affectait de porter des habits déchirés, disant que la propreté dans les vêtements nuisait à la pureté de l'âme. Il ne sortait pourtant pas de la populace : fils d'un pasteur, il avait reçu une bonne éducation, et s'était bientôt fait publiciste. Ses brochures, encore modérées, sur la diète et sur les impôts, avaient attiré l'attention; il était devenu le second magistrat (*alispan*) d'un comitat, puis conseiller royal. Ses opinions violentes étaient donc désintéressées.

Laczkovics me paraît le plus remarquable des quatre : l'énergie de la conspiration était en lui, comme la souplesse en Martinovics. Fils de l'alispan du comitat de Pesth, devenu officier de bonne heure, il s'était signalé dans la guerre contre les Turcs comme un vrai fils de Hunyade. Il est permis de le croire ambitieux : taille fière, nature hautaine, née pour le trône, dit son compagnon de captivité Kazinczy. Au moins patriote, il ne pouvait supporter que des Magyars fussent commandés par des

étrangers : de là, cette pétition à la Diète, qui l'avait fait arrêter, puis destituer (1). Depuis quatre ans il était sans emploi ; Léopold qui lui avait promis une compensation était mort au moment de réaliser sa promesse. Une amertume personnelle s'ajoutait donc chez Laczkovics à des passions sincères. Déjà très-instruit, il mettait à profit ses loisirs pour étudier la situation du pays. Un écrit qu'il avait publié depuis son départ de l'armée révélait une partie au moins de ses opinions, et du programme des démocrates.

Par deux côtés Laczkovics se rattache étroitement à notre dix-huitième siècle, et se montre plus français que hongrois : par l'amour de la logique et la haine du clergé. Les sociétés, dit-il, ont besoin de principes clairs comme les sciences : ces principes sont l'égalité et la liberté. La constitution hongroise, fondée sur les priviléges, manque donc de principes. Les prêtres devraient être exclus de la Diète et de toute fonction politique : ils devaient être payés par le trésor et n'avoir pas de biens en propre. Les seuls rois qui aient bien mérité de la patrie sont Mathias Corvin et Joseph II, parce qu'ils ont résisté à l'igno-

(1) Voir au chap. II.

rance et au fanatisme. Cependant Laczkovics reste bien de son pays en voulant non pas l'Assemblée unique, mais deux chambres, l'une réservée aux magnats et à la petite noblesse, l'autre aux bourgeois et aux paysans, ce qui eût détruit le caractère aristocratique de la chambre basse. On voit que cette concession à l'esprit politique de la Hongrie dissimulait, elle aussi, un projet radical.

Le quatrième chef Szentmariai, avait l'âge de Saint-Just et sa calme beauté : nul ne peut dire s'il en aurait eu la cruauté impassible.

Il était enthousiaste de Rousseau, de l'abbé Raynal, et, chose plus surprenante, de Montesquieu. Il était secrétaire dans une grande famille, celle du vice-chancelier Ladislas Orczy. Enfin ces quatre hommes de naissance ordinaire avaient trouvé un auxiliaire zélé dans le noble comte Jacob Zsigray, homme savant et d'une imagination ardente, bouillante nature d'artiste et de patriote.

Que voulaient donc ces conspirateurs? La réponse n'est pas aussi facile que l'on pourrait s'y attendre. Il y a eu complot selon toute vraisemblance, puisque l'échafaud s'est élevé plusieurs fois, et qu'une foule de nobles jeunes gens ont langui dans les prisons de l'Autriche;

mais jamais procès criminel n'a été entouré de plus de mystère. Le gouvernement a publié le moins possible, et le plus possible étouffé toute autre publicité que la sienne.

Les souvenirs des survivants, lesquels ont survécu précisément parce qu'ils étaient peu engagés dans l'affaire; une histoire plus que partiale des jacobins hongrois par le conseiller Szirmay (1); enfin le texte des sentences : voilà tout ce qui peut nous renseigner.

Si cette société secrète avait dirigé un attentat contre la personne royale ou contre le gouvernement établi en Hongrie (2), si elle avait essayé une prise d'armes ou simplement réuni les éléments d'une insurrection, les juges n'auraient pas manqué de le dire ; or, leur silence sur ces divers points est complet. Manœuvres contre la sûreté de l'Etat, contre les principes de la société, contre les

(1) Un exemple nous suffira pour prouver et l'ignorance de Szirmay et les idées absurdes qu'on se faisait en Autriche des évènements révolutionnaires. Il raconte que Dumouriez, Lafayette et Robespierre conspiraient pour rétablir Louis XVII, mais que le 9 thermidor mit en fuite Dumouriez et Lafayette (!). Le conseiller aulique ne savait donc pas que Lafayette était prisonnier en Autriche depuis deux ans (p. 24 du manuscrit).

(2) Autre absurdité de Szirmay ; L'empereur ayant l'habitude d'aller lui-même au secours lorsqu'on signalait un incendie, les conjurés voulaient brûler tout un faubourg de Vienne pour avoir l'occasion d'assassiner leur souverain (!).

lois divines et humaines, tels sont les crimes que l'on déclare punir. En réalité il s'agissait tout simplement d'une propagande des principes démocratiques et de la franc-maçonnerie. Une sorte de catéchisme, dont tous les exemplaires saisis furent brûlés depuis par la main du bourreau, renfermait les principales doctrines des jacobins français. La diffusion de ce catéchisme était, il faut le dire, organisée d'une façon formidable : chacun des adeptes devait instruire secrètement au moins deux personnes, qui, une fois convaincues, de prosélytes devenant aussitôt apôtres, devaient à leur tour faire deux conversions. Tous les efforts de la censure venaient se briser contre ce moyen de propagande qui, par l'attrait du mystère et du fruit défendu, était bien autrement puissant que les journaux sur des imaginations vives.

Ce système avait bien un danger : il supposait de l'honnêteté chez toutes les personnes auxquelles on s'adresserait. Il y eut des misérables qui dénoncèrent. On raconte que le domestique de Martinovics, en brossant les habits de son maître, laissa tomber des lettres, les parcourut, et voyant qu'elles renfermaient de redoutables secrets, les porta à la police.

Suivant un autre récit, le peu respectable ecclésiastique aurait été trahi par sa maîtresse.

La cour de Vienne, tenant les principaux fils du complot, put remonter jusqu'aux quatre chefs qui s'étaient partagé les quatre cercles de la Hongrie pour donner plus de discipline et plus d'action à la société. On résolut de frapper, mais avec prudence. On s'essaya sur une étoffe moins résistante que le caractère magyar, sur la paisible population de Vienne : on fit grand bruit d'un petit complot analogue à celui des jacobins hongrois.

Un procès jugé à Vienne habitua à voir arrêter, condamner, sous les prétextes les plus vagues, et fit planer sur tous les esprits une sorte de terreur judiciaire : la voie était ouverte.

Depuis le mois d'août 1794 jusqu'en février 1795, ce fut en Hongrie comme une fièvre d'arrestation. A mesure que l'on connaissait mieux cette conspiration aussi ramifiée que peu sanguinaire, aux chefs succédaient les complices, aux complices les suspects ; tel qui s'était retiré de la société secrète trouvant qu'elle allait trop loin, était poursuivi comme s'il eût adhéré à toutes ses doctrines.

Aucune protection ne suffisait : inutile de s'adresser à un puissant magnat, même au palatin Alexandre ; inutile de s'enfuir, comme le comte Zsigray, sous un déguisement : l'arrèstation était inévitable. Elle se faisait quelquefois à minuit, soit pour trouver plus sûrement le criminel au refuge, soit pour frapper de terreur par un appareil de torches et de voitures roulant dans les rues silencieuses.

L'effroi était si général que plus d'un proscrit prévint par une mort volontaire un procès dont la sanglante issue ne faisait doute pour personne. Fodor, surpris dans son domicile, obtint quelques minutes de répit pour mettre ordre à ses affaires, et se brûla la cervelle dans son cabinet. Joseph Kraly, venu récemment de Croatie, n'attendit pas qu'on vînt l'arrêter, il se tua dans la chambre qu'il occupait à l'hôtel des Sept-Electeurs. Un autre tenta dans son cachot un horrible suicide : il avala du verre pilé et s'écorcha les veines avec des morceaux de verre, mais on accourut à temps pour le sauver.

Environ cinquante accusés de haute trahison remplissaient les cellules de la forteresse de Bude. Presque tous étaient jeunes : l'un

d'eux n'avait que seize ans, un autre dix-neuf, c'était un nommé Hirgeiszt, admirablement beau, nature tranquille, douce et fière. La plupart avaient moins de trente ans.

Ils n'étaient pas tous de race magyare : les noms l'indiquent avec vraisemblance, quoiqu'il faille en Hongrie se défier beaucoup de ce genre d'induction : Bujanovics, Pruzsinky (1), Lonovics, Szolarcsik étaient sans doute d'origine Slave ; l'imprimeur Landerer (2) était un allemand de Presbourg. La plupart étaient Magyars.

Au point de vue religieux il y avait une certaine diversité : beaucoup étaient protestants, ce qui est suffisamment expliqué par la réaction religieuse ; des fils de pasteurs, des jeunes gens qui avaient fait leurs études dans

(1) Vingt ans plus tard, un grand seigneur dévoué à la cour chargea Prussinsky de l'éducation de son fils. Chacun se récriant contre ce choix d'un jacobin, le père répondit fort spirituellement : « Les enfants ne pensent jamais comme leur précepteur ; un maître jacobin rendra mon fils réactionnaire. » La prédiction ne s'est pas réalisée, l'enfant est devenu un des hommes les plus remarquables de la Hongrie libérale (le baron Eotveos, mort récemment).

(2) Singulier rapprochement : lors du couronnement de François II, un drame allégorique très-royaliste était joué, puis publié à Bude. L'imprimeur était Landerer, et l'auteur Szentjobi, qui allait mourir à vingt-deux ans dans la prison de Kufstein : Szentjobi avait choisi pour épigraphe, s'adressant au nouveau roi : *Di tibi dent annos.*

les écoles protestantes ou qui même y étaient devenus professeurs. La majorité était cependant catholique, et l'on serait surpris de trouver des prédicateurs; des paulistes, des franciscains, au milieu de jacobins pareils, si l'on ne savait que le clergé en Hongrie n'est pas aussi distinct de la société laïque que dans les autres pays de la catholicité. Ces ecclésiastiques compromis dans la société secrète ne se regardaient pas comme très-engagés par leur caractère, pas plus que ne le serait en pays protestant, un simple ministre ou un ancien étudiant en théologie.

La tendance générale de la société, nous la connaissons par ce que nous avons dit des écrits de Laczkovics: elle était on ne peut plus contraire à la domination cléricale. Les plus modérés restaient fidèles à la nuance de Joseph II. D'autres, Abaffy par exemple, exécraient le clergé et peut-être voulaient le détruire.

Presque tous les accusés appartenaient à des professions libérales, ou faisaient leurs études pour s'y préparer: avocats, médecins, professeurs, fonctionnaires de second ordre, cette classe moyenne instruite, en tout pays assez ambitieuse, détestait, nous l'avons vu, l'esprit

aristocratique de la constitution. Autrefois liguée avec Léopold contre la noblesse, l'accord établi entre François et les nobles contre les progrès révolutionnaires la réduisait à conspirer pour se faire une place. Quelques membres des grandes familles étaient pourtant compromis et arrêtés, un Illeshazy, un Esterhazy, un jeune baron Révay, mais l'autorité, se trouvant très-embarrassée de si nobles prises, et voulant faire bien comprendre qu'il s'agissait d'un complot de sans-culottes, écarta les grands noms du procès par des mises en liberté sous caution, ou même, pour le baron Révay, par un élargissement complet sous prétexte d'extrême jeunesse. Les hommes du peuple, les paysans, presque tous ou très-soumis ou très-attachés au vieux régime, ne figurent pas davantage dans cette affaire, qui a bien le caractère d'une conspiration de la bourgeoisie libérale. Parmi les avocats, un certain Paul Œz nous apparaît comme une digne et belle figure. Lorsqu'il arrive devant le tribunal, Ürményi s'écria avec une noble franchise: Je le connais, il devrait être sur mon siége et non sur le banc des accusés.

Plusieurs poètes venaient y prendre place, ceux du moins qui ne s'étaient pas engagés

sous les drapeaux de la réaction. En effet, pendant le règne trop court de Léopold, il n'y avait eu qu'une seule tendance politique dans la littérature magyare, nous avons essayé de la déterminer; depuis 1792, deux écoles se dessinent. Virag, Berzsényi, Csokonai excitent leurs concitoyens contre la France; les autres tournent au jacobinisme, s'entendent avec Martinovics et partagent son infortune.

Verseghy était un assez singulier prêtre catholique : comme prédicateur il avait beaucoup de succès, mais ses grandes préoccupations étaient tout autres. Il avait traduit en magyar un drame allemand, *les Enfants de l'Amour*, en même temps qu'il étudiait la musique et composait ses sermons. Il eut l'idée de traduire aussi la *Marseillaise* et en fut cruellement puni : arrêté au milieu d'une froide nuit de décembre, il attendait son arrêt de de mort.

Bacsányi ne faisait que commencer une vie pénible, toute traversée de misères et de dangers. Il avait déjà traduit Ossian; de plus, jurisconsulte et professeur, il avait étudié les premiers siècles de l'histoire nationale et les avait fait revivre dans un recueil intitulé : *l'héroïsme des Magyars prouvé par d'an-*

ciens exemples. De là il avait passé à l'éloge de la Révolution française, et une pièce qu'il composa sur ce sujet causa une irritation incroyable. Elle fut arrachée du *Magyar muzeum*, l'auteur poursuivi de gîte en gîte et finalement arrêté. Nous aurons l'occasion de retrouver sa triste destinée, qui ne l'empêcha pas de rester quarante ans encore un des vrais poètes de son pays.

Kazinczy commençait une non moins longue carrière; sa figure, charmante et expressive jusque dans sa vieillesse, brillait alors de son premier éclat: nul conspirateur plus séduisant, si toutefois il a conspiré. Jurisconsulte sorti d'une noble famille protestante, la réaction lui avait fait perdre un emploi considérable. Il était donc certainement mécontent, mais on ne voit pas bien en quoi il s'était mêlé de la société secrète, ni pourquoi il fut arrêté dans la nuit du 14 décembre. Les notes qu'il a laissées sur ses compagnons de prison nous sont utiles pour éclaircir un peu cette ténébreuse affaire.

Il fut moins heureux qu'un autre poète, le jeune officier Kisfalady: depuis longtemps sollicité par Martinovics, qui lui inspirait plutôt de l'éloignement, il avait promis qu'il

assisterait à une réunion. Le soir même les arrestations commençaient, il n'avait pas eu le temps de se compromettre. Sa carrière militaire ne fut point entravée : on le verra bientôt prisonnier en Provence, mettant à profit ce loisir forcé pour s'inspirer du souvenir de Pétrarque et de Laure, germe fécond de ses poésies ; il défendra plus tard les Alpes de Carinthie contre Bonaparte, la ligne du Rhin contre Jourdan.

Enfin Szentjobi, le plus jeune, avait perdu comme protestant la chaire de rhétorique qu'il tenait de Joseph II. Il avait fait ensuite ses études de droit et était devenu sous-secrétaire du comitat de Bihar, fonction qu'il menait de front avec la poésie. Il avait fait jouer un drame de *Mathias* au couronnement de François, et publié dans le *Magyar Museum* une vie du roi Marie-Thérèse. Lié pour son malheur avec Martinovics, il fut arrêté au moment où il allait se séparer de la société secrète.

Tels étaient les accusés les plus marquants.

Ils furent d'abord conduits à Vienne, et parurent devant une commission. C'était un hardi coup de main d'arracher des Magyars à leurs juges naturels, et de les traduire sous

les yeux des ministres viennois, devant un tribunal arbitrairement formé. Il y eut partout dans le royaume un cri d'indignation contre cet excès d'audace : ceux même qui blâmaient les conjurés et qui les trouvaient dignes des peines les plus sévères ne purent supporter une pareille atteinte à la dignité nationale. Le comitat de Pesth, après une séance fort agitée où parurent au premier rang un Keglevich et un Teleky, envoya au roi une adresse énergique. Il témoignait sa surprise d'un acte aussi illégal, et réclamait les accusés pour les faire juger par leurs concitoyens.

Le gouvernement s'aperçut qu'il avait commis une faute et la répara sans mauvaise honte. Le roi répondit que nul ne tenait plus que lui à la Constitution, et qu'il ne comprenait pas des soupçons pareils : il annonçait le retour des accusés à Bude. Ils arrivèrent bientôt, et le procès commença pendant que continuaient les arrestations. A vrai dire ce n'était là qu'une concession de forme. Thugut réfléchit que les sentences auraient bien plus de portée si elles étaient prononcées par des juges hongrois. — Le difficile était d'obtenir des sentences conformes aux vœux de la cour de Vienne. Il y réussit à merveille, et trouva

l'homme qu'il lui fallait dans le procureur-royal, grand-mendiant de faveurs, accusateur servile qui pensait se faire bien payer les têtes qu'il obtiendrait. Son ambition dut être bien implacable pour triompher de ses terreurs: redoutant toujours le poison ou le poignard, il s'enferma dans une chambre inaccessible de la forteresse de Bude, gardée jour et nuit par les soldats, et refusa toute nourriture qui ne viendrait pas des cuisines du Palatin. Se sentant dès lors à l'abri, il résolut de demander les peines les plus sévères contre ces démocrates ennemis des lois divines et humaines, et de diriger les débats vers d'inévitables condamnations.

Il fallait pour cela faire subir à la loi une interprétation bien large. On paya d'audace; on s'appuya sur un édit de 1498, car il fallait remonter trois siècles en arrière, jusqu'à l'époque troublée qui suivit la mort de Mathias Corvin, pour trouver une définition assez complaisante de la haute trahison. Entre autres preuves on allégua contre toute vraisemblance une somme de cinq millions qu'aurait reçue Kazinczy des Jacobins français. L'accusateur en était donc aux expédients les plus ridicules; il n'aurait pu supporter une dis-

cussion sérieuse avec la défense : il s'arrangea donc pour que la défense ne fût pas libre. Chose inouïe, il désigna les défenseurs ! Les accusés ne purent choisir que sur une courte liste d'avocats justement suspects de complaisance envers l'accusateur, car ils lui devaient ou attendaient de lui quelque chose. D'autres avocats auraient accepté cette tâche dangereuse, mais ils ne purent se faire jour jusqu'aux prisonniers : on les écartait par des menaces on par un serment surérogatoire que leur dignité leur défendait de prêter.

Tout cela était si odieux que l'on peut se demander comment des nobles Magyars ont pu accorder à ce triste personnage les têtes de leurs concitoyens. La raison d'État parut tout justifier : parmi les juges, il y en avait que la Terreur française avait jetés dans une réaction aveugle, et qui ne croyaient pas que trop de sang pût jamais payer celui du roi et de la reine de France. Les autres, qui n'avaient point renoncé à leurs idées libérales, croyaient habile et politique de montrer que la cause constitutionnelle n'avait rien de commun avec les principes subversifs venus du dehors : l'exécution des conjurés, ordonnée par des patriotes, ne laisserait à la cour de

Vienne aucun prétexte pour opprimer la Hongrie au nom de l'ordre social.

L'échafaud des cinq principaux conspirateurs s'éleva le 20 mai 1795, au milieu de troupes assez nombreuses pour empêcher tout désordre. Ils moururent noblement. La tête du comte Zsigray ne tomba qu'au troisième coup : la foule maudissait le bourreau. Laczkovics, cédant à un dernier mouvement d'ambition, se prit à dire : « Il y a plus de monde aujourd'hui que pour le couronnement du roi. » Il cria en français à Szentmariai qui gravissait le deuxième les marches de l'échafaud : « Szentmariai, bon courage ! » et il mourut lui-même après avoir entonné l'hymne d'Horace *Justum et tenacem propositi virum*. Hajnoczy montra une parfaite impassibilité qui le fit comparer à Socrate. Martinovics, dégradé solennellement de la prêtrise, mourut le dernier (1).

Parmi les autres accusés, quelques-uns

(1) Une autre sentence condamnait un grand nombre de livres, de brochures, à être brûlés par la main du bourreau : *le Catéchisme du citoyen*, les règlements de la Société, la traduction de *la Marseillaise*, des vers croates, une *Vox clamantis in desserto ad Hungaros*, des *Instructions aux députés de la Diète prochaine*, la *Croisade contre les Français*, la *Constitution démocratique française*.

furent acquittés, d'autres condamnés à dix ans de prison, enfin Œz, Kazinczy, Verseghy, Szentjobi, Landerer et cinq autres furent condamnés à mort. A vrai dire, on comptait sur la clémence de Vienne, et ce qui le prouve bien, c'est que lors de la révision du procès, Bacsanyi et trois autres condamnés à la prison, furent condamnés à mort pour les principes dangereux contenus dans leur défense : la certitude de la grâce pouvait seule excuser cette rigueur inouïe. En effet, tous ceux qui demandèrent leur grâce l'obtinrent : Œz et Szolarcsik refusant de la demander, leur exécution fut résolue.

C'était pourtant chose pitoyable de faire mourir deux hommes intègres qui n'étaient pas bien coupables, même au point de vue du gouvernement, puisqu'on était décidé d'avance à leur faire grâce. Mais Szolarcsik avait dessiné sur le mur de sa prison un arbre renversé, dont les racines, au nombre de cinq, portaient les noms des cinq martyrs du 20 mai avec cette inscription : *lœtius e trunco florebit.* Cette imprudence fut peut-être, avec la défense trop éloquente de son compagnon d'infortune, ce qui causa leur perte à tous deux. Le 3 juin, l'échafaud se releva : Œz vou-

lut parler à la foule, mais le bruit des tambours étouffa sa voix.

Les condamnés à qui l'on avait fait grâce de la vie furent dirigés sur les diverses forteresses de la monarchie, la plupart sur Kufstein, dans le Tyrol, près de la frontière de Bavière. Là, dans un site admirable dont ils ne pouvaient guère jouir, ils furent astreints à toutes les rigueurs du *carcere duro*. Ce long supplice, alors entouré de mystère, devait être, quarante ans plus tard, révélé par Silvio Pellico; mais s'il n'eut pas encore son historien, il inspira douloureusement un poète, le démocrate Bacsányi. Ce rude et vaillant publiciste, comme attendri par la souffrance, oublia la violence et l'amertume de sa poésie pour ne chanter que la douleur, le désespoir de la vie présente et l'attente de l'immortalité.

« Loin de ma patrie, sur une sauvage frontière, au milieu des neiges, la cruelle forteresse s'élève de l'abîme jusqu'aux nuages.

« Avec quelle impatience j'attends ta venue, lune gracieuse! Te voici! Je salue tes doux rayons. Au milieu de mes larmes, je te bénis et te remercie.

» Toi seule connais l'amertume de mon

cœur, toi seule comprends ma douleur et écoutes mes plaintes.

»... Que vois-je? Tu m'abandonnes, toi aussi? Oui, il faut que tu marches, tu ne peux arrêter ton cours.

» Douce lune, tu continues ta carrière : courage, âme immortelle, le temps viendra pour toi aussi, courage.

» Tu arriveras au terme de ta carrière terrestre, espère, le ciel t'attend (1). »

Bacsányi eut, comme plus tard l'auteur des *Mie prigioni*, l'immense chagrin de voir succomber son meilleur ami, le poète Szentjobi, qui n'avait pu supporter le régime de la forteresse et l'absence de Lina, sa fiancée.

» Vierges du Tyrol, et vous, jeunes citoyens, venez pleurer sur la tombe de mon ami, d'un ami de l'humanité.

» (Lina) : Douleur impitoyable, délivre ma pauvre âme. Que mon corps aille le rejoindre; ô que l'on nous enferme dans le même tombeau (2) ! »

Ne croyons pas toutefois que le captif magyar soit tombé dans la résignation sublime assurément, mais un peu apathique et

(1) *Bacsányi munkai*, p. 47.
(2) Ibid., p. 58.

pas toujours assez fière, de Silvio Pellico. Sa piété, non moins ardente, reste énergique, il a besoin de se raidir contre le désespoir :

» Ciel puissant, prends pitié de ma douleur, envoie-moi l'espérance qui fait vivre. Ou bien ouvre la porte, ô mort, et délivre un malheureux.

» Ne m'abandonne pas, ô mon créateur, mon père, mon soutien. O mon seul seigneur, mon seul Dieu ! (1) »

L'ami de Maroncelli désespéra de l'Italie ; le génie révolutionnaire ne cessa de planer sur Bacsányi. Dans une de ses plus belles pièces, il se demande ce que peut dire dans son charmant babil, l'oiseau qui joue devant les fenêtres de sa cellule. La réponse ne se fait pas attendre :

« C'est toi qu'il chante, ô liberté (2). »

Bacsányi eut l'occasion de se lier avec un compagnon de captivité bien inattendu. Maret, depuis duc de Bassano, nommé par la République ambassadeur à Naples, avait été arrêté en Piémont par les Autrichiens, et conduit à Kufstein (3). Il devait être bientôt échangé

(1) *Bacsányi munkai*, 54, 55.
(2) Ibid., 49.
(3) On trouvera d'intéressants détails, non-seulement sur la

contre la fille de Louis XVI, et revenir en France où l'attendait une brillante carrière administrative ; mais il n'oublia jamais le pauvre Hongrois, et nous verrons comment, dans la campagne de 1809, il voulut rendre service à Bacsányi, ce qui désigna le poète à l'implacable persécution de l'Autriche. Bacsányi eut du moins le bonheur de ne pas rester longtemps à Kufstein ; mais la misère le contraignit à mendier un petit emploi.

La traduction de *la Marseillaise* avait particulièrement déplu, puisque Verseghy languit neuf ans dans les cachots sans autre répit que des voyages en voiture cellulaire entre Kufstein et Graetz, entre Graetz et Brünn. On dispersait les condamnés Magyars pour les empêcher de se retrouver en trop grand nombre. On évitait même de les laisser trop longtemps séjourner dans une prison, où ils auraient pu former des liaisons durables, malgré toutes les précautions des geôliers ; en effet Kazinczy que l'on a gardé six ans, habita trois forteresses : le Spielberg, Kufstein et Munkacs. Le Spielberg méritait déjà sa réputation tragique :

captivité de Maret mais sur le régime de Kufstein, dans le grand travail de M. le baron Ernouf, *Le duc de Bassano* (*Revue contemporaine* du 19 octobre 1869).

Kazinczy resta longtemps dans un cachot souterrain et humide où sa santé s'altéra gravement. Il fallut une visite de l'archiduc palatin Joseph, pour faire donner au poète malade une chambre plus saine. Combien cet empereur François, avec ses manies de guichetier, a mérité de malédictions et chargé sa mémoire !

Ainsi se termina, sur l'échafaud et entre les épaisses murailles des prisons, la tentative de la démocratie bourgeoise pour miner l'antique constitution du pays et tendre la main à la Révolution française. Cet épisode si peu connu, à peine aperçu dans la marche foudroyante de nos grandes guerres, a eu sur ces guerres mêmes et sur la situation de l'Europe, une influence réelle. Les modérés disparurent de la scène politique : l'approbation qu'ils avaient donnée aux mesures violentes ne leur servit de rien ; leur chef, le palatin Alexandre, mourut pendant un feu d'artifice, accident qui fut regardé, injustement d'ailleurs, comme un attentat de la cour contre un prince dangereux par sa popularité. Le parti réactionnaire remporta une victoire momentanée sans doute, mais assez durable pour imprimer un grand élan national à

la lutte contre la France, et pour étouffer le mécontentement de certains comitats. Les conjurés de 1794 n'avaient donc guère réussi à rapprocher leur pays de la France révolutionnaire. Ils n'avaient pourtant pas inutilement sacrifié leur vie : une première fois ils avaient habitué leurs compatriotes à des notions d'égalité; ils laissaient les germes d'un parti réformateur qui, répudiant leurs exagérations, mais acceptant leurs principes, ne tardera pas à se mettre à l'œuvre. Les politiques magyars d'aujourd'hui, qui ont fait à leur patrie une si grande place en Europe, se tromperaient bien s'ils ne voyaient pas dans les condamnés de 1795 des fondateurs de la Hongrie nouvelle.

CHAPITRE V (1).

LES GUERRES CONTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE : PREMIÈRE ET SECONDE COALITION.

(1796-1801.)

Les Hongrois ont combattu presque sans interruption, pendant vingt-deux ans, la République française et l'Empire, souvent vaincus, souvent mécontents, jamais infidèles. Mais ils n'ont pas toujours apporté dans cette lutte le même enthousiasme et la même conviction. Nous les verrons tantôt se borner à leur strict devoir militaire, tantôt dépasser en ardeur et en dévouement tous les autres champions de la monarchie autrichienne. Ces alternatives ont sérieusement influé sur les résolutions de la cour de Vienne et de la vieille Europe. Elles tenaient à la situation intérieure du pays, mais le pays lui-même ressentait le contre-coup de la politique générale : par exemple les sentiments d'horreur que faisaient éprouver les excès de la révolution

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 148-172

accentuèrent le dévouement royaliste des Magyars.

Avant 1795, ni les officiers ni les soldats ne marquèrent parmi les troupes de la coalition (1). Les grands commandements n'étaient pas confiés à des Hongrois : on les subordonnait à Cobourg, à Clerfayt, à Wurmser (2). Le prince Eszterhazy brilla peu dans la campagne de 1792, lorsque sur les bords du Rhin il fut opposé à Custines (3). Les sacrifices d'argent et d'hommes commençaient à épuiser la nation qui murmurait, et les poètes du parti démocratique, Bacsányi entre autres, n'épargnaient pas au gouvernement les accusations et l'invective :

Aux combattants Européens (1792) (4).

«.... Les peuples sortent des embrassements de la paix pour se chasser mutuellement du sol natal...

(1) Cependant Fessler (X, 661-663, 668-671) réclame pour ses compatriotes l'honneur de presque tous les succès des Alliés. Mais, comme nous l'avons dit dans l'introduction, cet excellent historien nous inspire peu de confiance lorsqu'il arrive à la dernière partie de son œuvre. Il suffit qu'un capitaine magyar ait figuré dans une bataille pour que Fessler illumine. Quelles que soient nos sympathies hongroises, nous espérons n'avoir pas donné dans ce travers.

(2) Vivenot, *Thugut, Clerfayt und Wurmser*, passim.

(3) Sybel, 1er vol. de la traduction française, 577-580.

(4) *Bacsányi Költeményei*, 41-43.

» Pareils à l'ours affamé qui sort de sa froide caverne, avec une rage aveugle ils amassent les cadavres, et font de tout pays un cercueil.

» Père de la nature ! toi qui sur la terre as placé l'homme dans le sentier de la vie, et qui, l'enflammant d'un mutuel amour lui as donné la liberté !...

» Homme si fier et si faible, voilà où mène ton aveuglement. Comme tu as oublié ta dignité d'être immortel ! c'est donc pour toi le plus grand bonheur de tuer tes frères !

» Apprends, ô insensé, que l'héroïsme est dans la défense de la patrie, non dans l'ardeur sauvage, ni dans le bras victorieux.

» O digne objet de l'adoration du genre humain, liberté, le plus beau présent du ciel ! O ma patrie ! Peuples, qu'adviendra-t-il de vous ? Pourra-t-on jouer ainsi avec vos premiers trésors ? Et toi, ciel, pourras-tu supporter ce spectacle ? A-t-on changé l'ordre de la nature ? Non, un tel crime n'échappera pas au châtiment. »

Le ton du poète jacobin pouvait faire redouter à l'Autriche de sérieuses difficultés, surtout lorsque les prétentions jalouses des Alliés rendaient les Hongrois plus nécessaires. Dès 1794, lorsque le ministère anglais faisait

acheter le moindre secours par d'humiliantes insistances, et dictait impérieusement les plans de campagne (1); lorsque les États-Généraux de Hollande négligeaient de se défendre et laissaient mourir de faim leurs défenseurs (2); enfin lorsque les Prussiens et Thugut rivalisaient de mauvais procédés (3), il n'était certes pas indifférent de pouvoir compter sur les nobles Magyars : on leur fit une plus grande place.

Ils étaient d'ailleurs pleins de mérite, et nous voyons qu'on leur confiait des entreprises délicates. Kray et Meszaros sont chargés de s'entendre avec Pichegru lors de son complot royaliste (4). Alvinczy, infatigable et ardent général, saura fort bien s'acquitter d'une négociation avec les États-Généraux, ou de la tâche ingrate d'assurer l'entretien d'une armée. On le désigne pour envahir l'Alsace et proclamer Louis XVIII (5). C'est presque toujours avec éloge qu'il est parlé dans la

(1) Vivenot, *Thugut, Clerfayt et Wurmser*, p. 22, 29, 31, 43, 47, 50.
(2) Vivenot, p. 37, 39, 43-47, 54-55.
(3) Signalons, sans entrer dans une polémique intéressante mais étrangère à notre sujet : Vivenot, p. 29-31, 35-37, 43-47, 56, 114, 135, 147-153; Hæusser, I, 387, 543, 631, 654 ; II, 3-4.
(4) Vivenot, p. 303, 414.
(5) Vivenot, p. 64, 122, 475, 524.

correspondance impériale des généraux Ott et Giulay (1). Les soldats étaient au niveau de leurs chefs ; ils partageaient l'affreuse misère de l'armée autrichienne et son patient courage (2). Sans argent, sans chaussures, presque sans nourriture et sans vêtements par un hiver terrible, et ne pouvant pas comme les Français se consoler par la victoire, ils se signalaient dans la défaite par leur résistance héroïque.

Depuis 1796 le parti démocratique décimé par l'échafaud ou par la *prison dure*, cessa de faire entendre sa voix. Les adeptes qui lui restaient, préservés de toute contagion étrangère par de sévères réglements de douanes, se découragèrent ou se convertirent. Les prodigieux succès de la France, la rupture avec la Prusse, la détresse de l'Autriche ne firent qu'exalter le dévouement des Magyars. Alors comme dans toute leur histoire, ils ne surent rien refuser à leur souverain délaissé, tandis que ce même souverain entouré d'alliés ne trouvait en eux que résistance ou froideur. Leur imagination orientale fut singulièrement fascinée par le jeune capitaine qui détruisait leurs armées comme en se jouant, et qui, dé-

(1) Vivenot, p. 119.
(2) Vivenot, p. 64-67, 129-131, 138-141.

passant en rapidité victorieuse tout ce qu'on savait des Turcs et des Mongols, menaçait comme eux la Hongrie. Ils l'admirèrent, le haïrent, et le combattirent avec passion.

De son côté l'Empereur François, frappé de l'épuisement de ses pays héréditaires (1), avait toujours plus besoin de la Hongrie. Mais l'indestructible constitution exigeait, pour des levées et des impôts exceptionnels, une convocation de la Diète : on était même déjà en retard d'une année puisqu'elle devait être réunie tous les trois ans. Que de plaintes, que d'exigences allaient se produire ! Tant que cela fut possible on différa. Les grandes familles firent des sacrifices pour la cause de la féodalité et de la religion. Le prince Eszterhazy arma 620 conscrits, et envoya 15,000 mesures de blé. Le cardinal-Primat Batthiany préleva sur les immenses revenus de son diocèse 50,000 florins, 50,000 mesures d'avoine, et se chargea d'entretenir encore un régiment. D'autres magnats et d'autres évêques montrèrent, dans la proportion de leurs revenus, une égale générosité; mais tout cela fondait devant Bonaparte. L'archiduc Joseph n'eut pas de peine à montrer que l'état de l'o-

(1) Vivenot, 19-20, 37, 39.

pinion devait exclure toute inquiétude, et que la Diète se montrerait bien disposée. Ce prince préludait au rôle libéral et conciliant qu'il devait garder pendant un demi-siècle. Il avait aussi une vue personnelle : la Diète seule pouvait le proclamer légalement palatin du royaume. Il obtint la convocation pour le 6 novembre, et la lettre suivante écrite à ce moment même, par le vieux comte Guadanyi, prouvera que l'archiduc ne s'était pas trompé sur les dispositions du pays :

« Il faudra que j'aille à la Diète. Elle se tiendra à Presbourg, et nous ne savons encore ce qu'il en résultera. Le roi y viendra en personne, à la grande joie du pays. On dit que la session durera un mois, mais le résultat n'est pas prévu. On dit que le roi demandera des secours contre la France. Nous donnerons certes tout ce que nous pourrons, car nous n'abandonnerons pas notre gracieux prince. Peut-être moi aussi tirerai-je l'épée quoique je me fasse bien vieux. J'ai combattu bien des fois, vu bien des ennemis : eh bien ! une fois encore, si ma nation est obligée de monter à cheval, je prendrai rang parmi les patriotes. J'ai assez vécu, je puis mourir (1). »

(1) Lettre à Julienne Fabien (2 nov. 1796), en vers magyars.

Dans la séance d'ouverture, l'archiduc Joseph et le cardinal Batthiany parlèrent aux magnats en langue latine. Les députés entendirent deux discours en magyar, l'un du personal Joseph Nagy, l'autre du chanoine Vantsai, où il était vaguement question de la Constitution et du pays. Le cardinal s'exprima avec énergie et s'efforça de représenter la guerre comme une croisade. Célébrant les récentes victoires de l'archiduc Charles sur Jourdan et l'armée d'Allemagne, il exprima l'espoir de voir le crucifix rétabli en France pour la confusion, l'humiliation, et, avec la grâce de Dieu, pour la conversion des impies (1).

Le lendemain, le roi parut en costume national avec la veste, le manteau et les bottes d'un colonel de hussard, avec le bonnet de fourrure orné d'une plume de héron. La figure triste et prudente de François II devait produire un singulier effet dans cet équipage. Il ne dit rien de bien nouveau : une grande confiance dans le dévouement de ses sujets, une haine sincère contre les ennemis de la religion qui ne manqueraient pas, s'ils parve-

(1) *Orszaggyülés Naploja* (journal de la Diète de 1796). Ce recueil n'a que 74 pages ; il n'y a eu que dix-neuf séances.

naient en Hongrie, de voler et l'argent et les femmes ; enfin, l'inévitable comparaison avec la Diète qui sauva Marie-Thérèse : ce souvenir chevaleresque avait le privilége de ne pas vieillir. Le discours royal réussit parfaitement.

Les secours nécessaires furent votés avec une grandeur barbare : 20,000 bœufs devaient servir à la nourriture de l'armée, avec 2,400,000 mesures de blé offertes par la noblesse. Cinquante mille conscrits, et dix mille chevaux auxquels on consacrait quatre millions de mesures d'avoine, durent combler les vides faits par l'épée de Bonaparte. En cas d'invasion, une levée en masse était promise.

Une pareille magnificence semblait conférer à l'Assemblée votante le droit de faire entendre ses réclamations. Il y en eut d'assez vives sur les droits d'exportation que payaient les produits hongrois. Le commerce des vins de France rencontrant de grands obstacles dans les pays du Nord, les vins de Hongrie pouvaient trouver d'excellents débouchés du côté de la Prusse et de la Russie ; on s'irritait de voir le gouvernement rendre cette exportation presque impossible par des réglements minutieux ou des droits abusifs. Il fut répondu

que l'on mettrait la question à l'étude, ce qui était plus que vague ; et deux députés qui parlèrent énergiquement des droits de la nation se virent expulsés en bonne forme. L'Assemblée ne se montra point susceptible comme c'était l'habitude lorsque la liberté de parole était mise en question, et se sépara tranquillement après le remerciement royal (10 déc.)

La Diète de 1796 ne peut donc compter parmi les grandes assises du peuple magyar. Elle ne voulut ni résister ni délibérer ; elle ne fut qu'un appel, écouté avec enthousiasme, à un dévouement déjà éprouvé, et une manifestation militaire de l'ancien régime contre la Révolution. A ce point de vue seulement, elle pourra marquer dans l'histoire.

Mais ne croyons pas qu'elle fût désapprouvée par l'opinion publique : le journalisme, tenu en bride depuis le fameux complot, ne faisant que végéter, la poésie en tenait lieu. Elle fut toute politique et belliqueuse de 1797 à 1799. Des hommes dont la vie honorable et simple prévient tout soupçon de platitude, soutinrent contre les Français la cause royaliste, intimement unie à la nationalité. Ils l'auraient au besoin soutenue contre les Prussiens qu'ils poursuivaient d'une vieille rancune, rappelant

avec plaisir l'occupation de Berlin par les Hongrois de Haddick dans la guerre de Sept-Ans (1).

Pendant que le vieil Alvinczy, récemment porté au commandement en chef de l'armée d'Italie, faisait des efforts héroïques pour délivrer Mantoue, et méritait, même dans ses revers, les remerciements de son roi, le jeune poète Csokonai, plein de verve et de naturel, chantait l'héroïsme de ses compatriotes, au besoin même de ses ennemis. La mort prématurée du général Hoche arrachait au poète, destiné lui aussi à mourir bien jeune, un cri de sincère admiration : « Hoche, l'ami de Bona-» parte, a surpassé à lui seul tous les héros » antiques... en tout, sauf par le nombre des » années (2). » C'est là une exception ; ce que Csokonai aime à célébrer, c'est la générosité de la Diète, la bravoure du cavalier magyar (il y a chez tous les peuples des cavaliers, mais celui-là est sans égal !) (3). Puis, lorsque l'Italie est décidément perdue, lorsqu'il faut défendre la route de Vienne et les frontières de la Hongrie, le poète trouve dans l'extrême

(1) *Csokonai minden munkai*, I, 85.
(2) *Csokonai minden munkai*, I, 92.
(3) Ibid., I, 26-43, 69.

danger de son pays, les accents d'une mâle et sombre énergie :

A la noblesse en armes (1).

« La Styrie est le champ d'honneur où l'on doit prendre son rang, et recevoir le laurier des mains de la mort. Là combattent les nombreux fils de notre patrie. Là où sont les Français, là est la gloire.

» Comme deux vents dans la plaine magyare,... ainsi se heurtent dans la bataille l'héroïque peuple Hongrois et l'armée de la France.

» Ne va pas trembler, ô ma noble nation... Que dirait Arpad? On nous prendrait pour des Slaves... Soyez fidèles et braves, soyez héroïques, soyez Magyars. »

Ce qui me frappe dans ce langage, avec l'obstiné et déraisonnable mépris du Magyar pour le Slave (2), c'est un accent de tristesse, un pressentiment funèbre. Supporter sans trembler la défaite et la mort, c'est l'héroïsme

(1) L'*Appel à la noblesse* et le petit drame de *L'Amour et l'honneur* forment une brochure imprimée à Comorn en 1797. Edition Schedel, I, 79-92.

(2) Il est vrai que le mot de Tót, dans son sens rigoureux, ne s'applique qu'à une partie des Slaves de Hongrie et non à la race slave en général. La pensée n'en est pas moins injurieuse pour tous les peuples slaves.

naturel d'un peuple célèbre par ses effroyables désastres : Varna, Mohacs, Vilagos.

La noblesse s'armait à la hâte, non sans les déchirements que produisent dans les familles ces levées subites de jeunes gens. Csokonai y trouve un nouveau motif dramatique : dans le petit poème *becsulet és szerelem* (1), un jeune cavalier, partagé, comme le titre l'indique entre l'*honneur* et l'*amour*, se décide pour l'honneur.

« Le vieux père : Va, l'espace est ouvert devant toi; ne sois pas inférieur à tes ancêtres. Tu es mon fils; mais ce que je regrette le plus, c'est de ne pouvoir monter à cheval : voici le sabre, voici le fusil.

» La jeune femme : Où vas-tu, mon trésor, ne m'abandonne pas; aie pitié de moi.

» Le cavalier : Ah! pourquoi es-tu venue? Ta vue me perce le cœur. Je t'abandonne, cher ange, mais pour aller au champ d'honneur où la voix de Dieu et du peuple m'appelle.

» Hâtons-nous, mon ami, les patriotes devraient être déjà aux portes de la Styrie. Quand verrai-je le terrible Français? Je prou-

(1) V. la note 1 de la page précédente.

verai alors que de la tête aux pieds je suis Magyar. »

L'archiduc Charles arrivait cependant à Leoben, où se concluaient les fameux préliminaires. Ce jeune prince apparaît pour la première fois dans notre récit, mais il occupait déjà une grande place dans l'imagination des Hongrois. Quelques mois plus tôt, à la fin de sa victorieuse campagne de Souabe, il avait reçu une députation de la Diète qui venait le féliciter, un Eszterhazy, un Karolyi, les plus grands noms de la Hongrie. Plus récemment encore, au combat de Tarvis, entouré par les Français, presque prisonnier, il avait dû son salut à des hussards, commandés par le colonel Fedak, qui périrent presque tous en le délivrant (1). Une sympathie mutuelle s'établit dès lors entre le grand général et le brave peuple (2) : elle ne se démentit jamais. L'archiduc n'avait pourtant rien de magyar : figure calme et recueillie, calculateur prudent, il ne rappelait guère l'élan furieux d'un Hunyade.

(1) Majláth, *Histoire d'Autriche*, V. 219.

(2) V. l'ouvrage de l'archiduc Charles : *Principes de stratégie appliqués à l'histoire de la campagne de 1796 en Allemagne*; 3 vol. in-8°. Avec quel plaisir le savant prince rend justice à la valeur hongroise, à Kray, à Giulay, à Sztarray, à Meszaros !

Les préliminaires de Leoben n'arrêtèrent point la levée de la noblesse. Elle arrivait nombreuse et ardente au rendez-vous désigné, Szombathély, près de la frontière de Styrie. Les cercles du Danube, dont l'effectif fut complet dès le mois de juin, avaient pour chefs deux grands seigneurs : le prince Eszterhazy et le comte Palffy. Ceux de la Theiss, plus éloignés, ne réunirent leurs contingents qu'un peu plus tard, sous les généraux Splényi et Meszaros, excellents dans les commandements secondaires. Le Palatin commandait en chef cette armée de 30,000 hommes portée à 40,000 par les levées des Croates. Les espérances que fondait la nation sur ces troupes inexpérimentées, mais brillantes, trouvèrent un interprète dans le poète Berzsényi, alors presque un enfant.

A la noblesse levée au camp de Szombathély :

« Il vit encore le Dieu de ma nation! Joie sainte, tu fais couler mes larmes brûlantes. Tu es encore debout, patrie adorée, ta noble tête ne traîne plus dans la poussière! J'avais bien lieu de m'affliger, quand tu abjurais le souvenir des anciens héros. Grâce à Dieu, tout autre est le spectacle de cette armée as-

sise à la vieille mode magyare sur la selle de ses chevaux. Elle n'était pas plus belle l'armée spartiate, il n'était pas plus effrayant le peuple en armes de Hunyade plantant son fier drapeau sur les remparts détruits de Vienne... Le sang d'Arpad ne s'est pas refroidi, quoiqu'il repose depuis longtemps sur une couche funèbre. Regardez : il agrafe son épée; la plume de héron flamboie sur son shako. Revêtu du costume de nos soldats, il vient enflammer de nobles âmes. »

Cette poésie d'un jeune homme de dix-sept ans, emphatique et naïve, eut un grand succès comme les vers de Csokonai; elle a gardé jusqu'à nos jours sa popularité (1).

Les prévisions de Berzsényi ne se réalisèrent pas immédiatement, et la paix de Campo-Formio amena le licenciement de la noblesse. Mais cette paix si glorieuse pour la France n'était qu'une trêve; la cour de Vienne ne désarma pas sérieusement, parce qu'elle sentait derrière elle des troupes fraîches et dévouées.

La guerre avait pourtant coûté au royaume

(1) Cette pièce *A felkölt nemességhez* figure non-seulement dans les œuvres de Berzsényi et dans le grand recueil de Toldy (II, 128), mais dans le recueil populaire intitulé : *A Magyar dalnok* (le chantre magyar), p. 125, etc.

de Hongrie plus de cent mille hommes et trente millions de florins. Ces énormes sacrifices, peut-être dissimulés en partie, ne refroidirent point les Magyars pendant la seconde coalition. Les terribles campagnes de 1799 et de 1800 furent en grande partie leur ouvrage. Leurs soldats se signalèrent dans toutes les batailles ; leurs généraux parurent au premier rang.

Il faut avouer que le commencement fût blâmable. Les hussards du colonel Barbaczy occupaient les environs de Rastadt lorsque furent assassinés, à leur départ du Congrès, les plénipotentiaires de la République (1). Ils partagèrent la responsabilité de ce crime avec la cour de Vienne, qui avait tout au moins donné l'ordre d'arrêter les ambassadeurs et de prendre leurs papiers. La discussion de ces faits obscurs ne rentre pas dans notre sujet : les hussards de Barbaczy ne peuvent être accusés que d'avoir brutalement dépassé une consigne déjà coupable, mais qui s'imposait à eux au nom de l'obéissance militaire.

A peu près en même temps (5 avril 1799), le maréchal baron de Kray méritait les éloges de notre historien M. Thiers, qui l'appelle un

(1) Hæusser, II, 231-236.

officier brave, expérimenté (1), et des historiens allemands les moins favorables à la Hongrie. Pendant que le général républicain Scherer essayait de forcer la ligne de l'Adige, Kray débouchant rapidement des montagnes de Vérone, le surprit et le battit à Magnano (2). Cette bataille faisait perdre aux Français la Lombardie, pendant que la victoire de l'archiduc Charles à Stockach les forçait à la défensive sur les bords du Rhin.

Sans la jalousie mutuelle des Russes et des Autrichiens, et sans la prodigieuse habileté de Masséna dans la campagne de Zurich, la France était envahie. Ses ennemis tressaillaient de joie, et la poésie magyare célébra leurs espérances. Ce qui peut nous surprendre, c'est qu'elle ne défend pas seulement la cause nationale comme en 97 : elle parle au nom de la liberté et de la justice. Virag s'écrie dans une pièce dédiée au victorieux archiduc: « De nos ancêtres tu nous es restée, Liberté, précieux trésor... Charles est ton drapeau dans la tempête » (3).

(1) J'ai à peine besoin de renvoyer le lecteur aux premiers livres du *Consulat et l'Empire*, pour le résumé des événements de 1799 et pour le récit de la campagne de 1800.

(2) Hæusser, II, 225 « der rasche Kray... »

(3) Toldy, I.

Lorsqu'on apprit que Mantoue était retombée au pouvoir des alliés, Csokonai écrivit un furieux petit poème intitulé *la Victoire de la Justice* (*as igazsag diadalma*). Il est curieux de voir quelles idées politiques s'exprimaient en Hongrie dans cette dernière année du siècle, si troublée et si sanglante, lorsque se préparait en France la restauration du pouvoir personnel, lorsque l'opinion de l'Allemagne était partagée entre le réactionnaire Gentz (1) et les partisans, suivant lui trop nombreux, de la Révolution.

(1) Voici quelques passages d'une lettre que je crois inédite, écrite à Mallet du Pan par celui que M. Hillebrand appelait naguères (*Revue des Deux-Mondes* du 15 mars 1870) le plus grand publiciste de l'Allemagne :

« Berlin, 19 janvier 1799.

« ..... Ici comme partout, les chimères d'une fausse philosophie, l'ignorance des faits, l'enthousiasme des nouveautés, et plus que toute autre cause la vanité, ont donné à la Révolution un nombre infini de partisans. Ils se trouvent surtout dans la classe des gens de lettres, corrompus par les folies et les atrocités du siècle à un point dont vous ne vous formerez pas aisément une idée exacte ; ils abondent parmi les employés civils (principalement parmi ceux attachés à l'administration de la justice). La haute noblesse et l'armée même n'en sont point exemptes. Enfin vous saurez tout quand j'aurai eu l'honneur de vous dire que la rédaction d'un journal fait comme le mien passe généralement pour une entreprise courageuse... Que nous fait la destruction de la maison d'Autriche, qui est notre *ennemie naturelle !!!* Que nous fait la ruine de l'Europe entière, pourvu que le Directoire français et le gouvernement prussien y surnagent ! Ce sont là les maximes du jour, et le cabinet s'y prête. »

Le publiciste hongrois commence par une invective contre la sainte Justice : que faisait-elle, où se cachait-elle lorsque « l'âme cruelle de la France » couvrait l'Europe de ruines et de sang? Pourquoi n'a-t-elle pas combattu la chimère moderne, le monstre aux têtes renaissantes? Oh! elle vivait encore; elle attendait l'heure propice pour « faire tomber devant le Seigneur l'idole parisienne ».

Où donc est la source de tout ce mal? Dans la violation de la légitimité. Le sang de la famille royale, des innocentes victimes parentes de l'Empereur François « crie vengeance au ciel et à Vienne ». L'empereur a la glorieuse mission d'assurer le triomphe de la justice. Il faut que l'aigle invincible (?) de l'Autriche parvienne jusqu'au Louvre, devenu une « caverne de brigands » et y rétablisse les fleurs de lys. Henri IV (dont le poète fait un immense éloge) et Louis-le-Grand auront un digne successeur dans Louis XVIII.

Tous ceux qui aident l'Empereur dans cette grande tâche méritent des éloges : le czar Paul, dont les armées effraient à la fois l'Asie et la France (rien n'est plus rare que d'entendre un Hongrois parler favorablement de la Russie); le sultan Sélim, qui arrivera bien à

débarrasser la belle Egypte des brigands français — le roi Georges d'Angleterre qui règne sur l'Océan — surtout le brave Kray et son armée magyare.

Ainsi parlait un noble jeune homme, dont la carrière était compromise à chaque instant par une indépendance turbulente, et qui ne peut être accusé de servilisme; journaliste en même temps que poète, et journaliste populaire, on ne peut supposer qu'il exprime une opinion purement personnelle. Nous avons vu d'ailleurs que ce langage concordait avec les dispositions évidentes de la Diète, la conduite militaire des Hongrois et les publications contemporaines.

Le 18 brumaire et l'avènement de Bonaparte au Consulat ne changèrent rien. Les Hongrois restèrent, soldats et généraux, la plus grande force de l'Autriche. Kray fut opposé à Moreau. Si son plan fort ingénieux ne put empêcher le général républicain de passer la Forêt noire, il montra du moins dans son campement d'Ulm et dans sa retraite nécessaire une remarquable fermeté. M. de Zach était le chef d'état-major de Mélas, et le général Ott le premier de ses lieutenants. Ott, vainqueur de Miollis, « enveloppant tous les forts qui cou-

vrent la ville, montra les couleurs autrichiennes aux Gênois épouvantés. » (Thiers.) Digne adversaire de Masséna, il reçut un peu plus tard la reddition de Gênes.

Marengo, cette journée si disputée, fut presque une bataille magyare. Dans l'engagement préliminaire de la Chiusella, le général comte Palffy exécuta une charge de cavalerie digne de ses ancêtres, et tomba glorieusement. Le général comte de Haddick, fils d'un héros de la guerre de Sept-Ans, inaugura la grande bataille par le redoutable choc de son corps d'armée. Le corps de Splényi et les hussards affrontent la garde consulaire; la cavalerie de Ott force à la retraite le général Lannes. A trois heures Mélas se croyant victorieux rentrait dans Alexandrie pour annoncer à Vienne son triomphe, laissant à Zach le commandement en chef; mais l'arrivée de Desaix changea complètement la face des choses, et les Hongrois prirent autant de part au désastre que naguère au succès: Haddick fut tué, Zach fait prisonnier, la cavalerie de Ott saisie d'une panique.

Quelques semaines plus tard les Français prenaient la route de Vienne, et la levée de la noblesse fut ordonnée de nouveau. La let-

tre royale demandait franchement des sacrifices en rapport avec les désastres subis. Les cavaliers nobles s'armèrent avec l'inévitable lenteur de soldats improvisés: cette arrivée tardive et par petits détachements fut peut-être le salut de l'Autriche, qui put ainsi échelonner sa réserve sur la route de Vienne et amortir le choc des Français. On ne pouvait espérer mieux dans l'affreux désordre où se débattait l'empire. Le système de Thugut, défiance et entêtement, produisait tous ses fruits. L'archiduc Charles, partisan de la paix, était presque en disgrâce, et quand il reparut c'était trop tard. L'armée périssait de misère en attendant que Moreau lui donnât le coup de grâce. Le malheureux empereur ne savait à qui s'en prendre et remplaçait le maréchal de Kray par son propre frère, le fatal archiduc Jean: on sait quel en fut le résultat, la déroute de Hohenlinden.

Huit jours plus tard un nouvel appel était adressé à la noblesse hongroise que commandèrent de bons généraux, Meszaros, Splényi, Benyovsky, puis Ott, Devay, Giulay, sous le commandement suprême d'Eszterhazy. Nul doute que des préparatifs aussi sérieux n'aient soutenu M. de Cobenzel dans les négociations

de Lunéville, et ne lui aient valu des conditions meilleures. La disgrâce de Thugut était un soulagement pour tout le monde, et l'Autriche, conservait à peu près ses limites de Campo-Formio.

Les Magyars avaient donc servi puissamment l'Autriche et dans la guerre et pour la paix. L'Empereur les remercia chaudement de leur concours, et déclara qu'il n'avait rien plus à cœur que le bien-être et les progrès de sa chère Hongrie. Mais cet éloge royal coûtait cher : cent millions de florins, deux cent mille hommes.

CHAPITRE VI (1).

LA DIÈTE DE 1802 : LA HONGRIE A L'ÉPOQUE DU CONSULAT.

La Hongrie était plongée dans le deuil et le découragement. Que de familles avaient perdu, avec les garçons enlevés à la charrue par la réquisition, leur avenir et leur espoir ! que de champs mal cultivés par les vieux parents ou les enfants trop faibles! Trois fois, en 1794, 1795, 1800, la récolte fut si maigre, la disette si terrible que les préjugés contraires à la libre circulation des grains reprirent faveur, et que les comitats s'adressèrent au Gouvernement pour obtenir que l'exportation du blé fût interdite.

L'exportation des vins de Hongrie aurait pu enrichir le pays; mais les troubles de Pologne avaient arrêté tout commerce du côté de la Russie, et la cour de Vienne, au fond plus irritée contre la Prusse que contre ses ennemis déclarés, gênait les échanges avec l'Allemagne du Nord et les alliés de la France. Restaient,

(1) Horváth : *Magyarország Történelme*, VI. 172-208.

pour acheteurs, les Autrichiens des pays héréditaires qui faisaient les prix à leur guise sur le marché hongrois.

Les mines de Hongrie et de Transylvanie alimentaient de numéraire le trésor autrichien. En revanche le papier imposé par le Gouvernement s'était multiplié presque autant que nos assignats et était tombé dans un profond discrédit. Les mesures violentes employées pour le soutenir à son taux fictif échouaient comme toujours. En septembre 1800 le comitat de Csongrad écrivait : « Les années s'écoulent et l'exportation du numéraire (on l'employait en effet au paiement des armées), l'émission des billets de banque nous rendent la vie, non pas difficile, mais impossible. Personne n'a de confiance dans ces valeurs fictives. Les riches perdent leur fortune ; les pauvres, même lorsqu'ils sont payés de leur travail, meurent de faim parce qu'ils ne trouvent pas à changer leur papier. » Pour comble de malheur, la monnaie de cuivre, si nécessaire aux petites bourses, partageait, quoique sur une moindre échelle, le discrédit du papier : la pièce de douze kreuzer n'était plus acceptée que pour dix, ou même pour neuf kreuzer.

Eh bien! cette misère fut salutaire aux Magyars; elle leur fit envisager avec moins de fanatisme la guerre et ses résultats; elle leur rappela qu'ils avaient aussi bien des devoirs de dignité envers eux-mêmes que des devoirs de dévouement envers leur roi. S'ils souffraient aussi cruellement, c'est qu'ils avaient laissé méconnaître leurs vieilles libertés, et leur administration financière indépendante garantie encore une fois par Léopold. Comment revenir à l'état de choses légal? Par une manifestation tranquille et respectueuse.

Dès lors le mot de Diète nationale s'impose à tous les esprits et sort de toutes les bouches. Depuis dix ans on l'avait oublié, car la Diète de 1796, nous l'avons vu, n'était qu'un appel aux armes. Partout on s'étonne d'avoir laissé passer sans se plaindre l'année 1799, date régulière d'une nouvelle convocation. La paix d'Amiens vient d'être signée, l'Europe entière se repose; aucune nécessité ne peut excuser un plus long retard.

Enfin arrive la lettre royale fixant l'ouverture de la Diète au 2 mai 1802, « pour s'occuper du bonheur du pays, du peuple contribuable, de la bonne justice. » Il y avait un

autre but, qu'on se gardait bien d'indiquer. L'archiduc Charles avait reçu de grands pouvoirs pour réorganiser l'armée; il savait mieux que personne quelle était l'importance des régiments hongrois. Mais la sympathie de l'archiduc ne s'étendait pas jusqu'à la constitution magyare, dont les lenteurs et les résistances lui paraissaient un obstacle à la grandeur militaire de l'Autriche. Il aurait voulu que la Diète se dessaisît une fois pour toutes de ses droits, en votant un nombre fixe de conscrits annuels.

Les comitats ignorant cette arrière-pensée de la Cour, et se rappelant les promesses du roi lors de la dernière Diète, commencèrent activement leurs discussions. Le vieil esprit aristocratique inspira le choix des députés, et les mandats qu'ils reçurent prouvent à la fois et l'énergie de la Diète sur le terrain de la constitution féodale, et son étroitesse lorsqu'il s'agit de réformes. Cependant beaucoup de députés comprenaient bien l'importance des questions commerciales, et une brochure, dont l'auteur s'appelait Bredeczky, attaqua vivement le système douanier qui sacrifiait la Hongrie aux provinces allemandes.

Au jour indiqué, les députés se réunirent

sous la présidence du personal Semsey, qui prononça en langue magyare un discours très convenable, exempt de flatterie comme de hauteur. Il félicita le roi, et c'était justice, d'avoir de lui-même, sans y être forcé par les circonstances, demandé les conseils et l'appui de la Diète. Il fit également l'éloge de la Constitution hongroise, seule inébranlable dans la confusion universelle. Cet éloge contenait, il est vrai, une réserve : on devait songer au bien de la société, mettre les intérêts de tous au-dessus de son intérêt égoïste, et ne pas croire qu'une constitution fût imperfectible : adroit acheminement aux réformes projetées par l'archiduc (1). Le langage libéral du XVIII[e] siècle était habilement retourné contre l'aristocratie constitutionnelle.

L'archevêque de Kalocsa, Kolonics, parlant au nom des magnats et du haut clergé, s'adressa au roi en latin sur un ton presque lyrique (2) : « Combien d'événements depuis que nous ne t'avons vu ! combien de sang répandu! combien de royaumes dévastés ! Digne petit-fils de l'immortelle Thérèse, toi aussi dès ton avènement tu as dû combattre pour tes États

(1) *Országgyűlés naplója* (Journal de la Diète de 1802), p. 2-7.
(2) Ibid., 31.

et pour le salut de l'Europe. La fortune des armes t'a plus d'une fois été contraire; mais seulement après avoir fait admirer les forces de ton empire, pour empêcher la guerre perpétuelle, tu as accepté la paix. »

« Auguste prince, pas toujours heureux, mais toujours grand ! Il est grand celui qui n'est ni exalté par l'heureuse fortune ni abattu par le malheur, mais qui reste inébranlable comme un rocher. » L'archevêque réclama aussi pour la nation magyare, sans faire tort aux autres provinces, la gloire d'avoir été le principal boulevard de l'Empire. — L'étude des événements, nous l'avons vu, donne raison au prélat.

François II en convint avec une franchise pleine de promesses : « Maintenant, dit-il, que la paix est conclue, je veux étendre ma sollicitude sur le royaume de Hongrie, sur le pays qui m'a secouru avec le plus d'efficacité dans mes guerres, qui, par son étendue, sa population, sa fertilité, le caractère noble et valeureux de ses habitants, est le rempart de la monarchie. Mon vœu est de m'entendre avec les Etats pour accroître la prospérité publique et mériter la reconnaissance de la nation. »

Quel ne fut pas le désappointement lorsqu'on

en vint aux véritables projets de la cour : Les troupes hongroises devaient conserver pendant la paix leur effectif complet, et pour subvenir à cette dépense nouvelle, l'impôt serait augmenté d'un million de florins. Or, les classes contribuables ayant déjà bien assez de charges à supporter, le surplus devait être obtenu par une augmentation du prix du sel pesant sur tout le monde. Le chancelier Aczél avait soin de dire que les nobles magyars n'étaient pas sujets à l'impôt, mais qu'ils devaient songer au soulagement des pauvres (1).

Plusieurs précautions étaient prises pour amortir l'explosion du mécontentement. Les États furent invités à élire les gardiens de la couronne ; chacun sait combien cet emblème de l'indépendance nationale est cher au cœur des Hongrois, avec quel plaisir ils l'ont revu il y a quatre ans, sur la tête de François-Joseph, et depuis deux ans sur les nouvelles monnaies du royaume.

La jeune impératrice-reine, épouse en secondes noces de François II, s'appelait Marie-Thérèse : autre prestige. La présence d'une souveraine dont le nom seul faisait revivre un

(1) Journal de la Diète de 1802, p. 41-42.

généreux souvenir, enthousiasma les Magyars. Ils discutèrent les propositions royales sur un ton modéré, par crainte de manquer à la galanterie chevaleresque : ils étaient prêts à satisfaire le roi, déclaraient-ils tranquillement, pourvu qu'une plus juste organisation financière les mît à même de supporter des charges nouvelles. Mais lorsque le Gouvernement déclara formellement qu'il n'entendait pas aborder les questions commerciales, et que l'on devait se borner à voter de l'argent et des hommes, l'indignation devint si vive que la reine, jugeant sa présence au moins inutile, cessa de venir.

Ainsi, dans cette Diète pacifique, dans cette Assemblée tenue en 1802, année de repos universel, la question militaire était aux yeux de l'Autriche la seule dont il valût la peine de s'occuper. Si l'on présentait des projets de finances, c'était encore pour augmenter l'armée.

Le désarmement n'était qu'un simulacre; la paix de Lunéville n'était pas plus durable que la paix de Campio-Formio. Le Directoire avait fourni d'excellents prétextes pour rompre en 99 ; Napoléon devait en fournir d'excellents pour rompre en 1805; mais ni la République,

ni l'Empire n'ont à se reprocher d'avoir déchiré ces deux traités morts en naissant. Chaque fois qu'elle était abattue, l'Autriche sacrifiait une province et un ministre ; mais des provinces qui restaient, un ministre nouveau faisait sortir une armée nouvelle : Après Thugut Cobenzel, après Cobenzel Stadion, après Stadion Metternich.

Ce rôle n'est pas sans grandeur, mais il faut l'envisager tel qu'il est. Nous sommes convaincu que l'Autriche est indispensable à l'Europe; bien plus, que les diverses nationalités qu'elle abrite de son vieux prestige ne peuvent trouver un plus sûr protecteur contre d'insatiables ambitions; que la Hongrie en particulier doit beaucoup aux princes de Lorraine-Autriche et a montré en se réconciliant avec eux autant de bon sens que d'enthousiasme. Mais, retraçant le vie du peuple hongrois pendant les vingt-cinq années les plus importantes de l'histoire, nous devons établir que la politique de l'Autriche fut constamment belliqueuse, et que son attitude en face des Magyars, en temps de paix comme en temps de guerre, le prouve victorieusement.

Il fallut en venir à la discussion détaillée du projet militaire. Sur deux points fort graves

la lutte fut longue et violente, parce qu'il s'agissait moins encore d'organisation de l'armée que de politique intérieure.

Les troupes hongroises, nous l'avons vu, comprenaient les régiments réguliers levés en Hongrie et l'*Insurrection*, formée en grande partie de cavalerie noble ; de sorte que le système des armées permanentes et le système des milices nationales existaient côte à côte. Le gouvernement qui redoutait l'esprit indépendant, même lorsqu'ils se dévouaient, des nobles Magyars, voulait laisser l'insurrection au second plan, et former une nombreuse armée régulière. Les députés tenaient beaucoup à leur droit de se lever pour la défense du pays ; ils y tenaient un peu par patriotisme, un peu pour se rendre nécessaires ; ils craignaient qu'une plus nombreuse armée permanente, composée surtout de paysans, pliée à l'obéissance passive, ne devînt un dangereux instrument de despotisme.

Ce même esprit de défiance mettait la Diète en conflit avec la cour sur une seconde question essentielle : à qui appartient-il de fixer le nombre des conscrits et la durée du service ? Le Gouvernement ne contestait pas le droit de l'Assemblée, mais il désirait que l'Assemblée

s'en dessaisît volontairement, dans l'intérêt de la monarchie, et votât l'augmentation demandée, non pas pour trois ans jusqu'à la prochaine Diète, mais pour toujours. Sur ce point capital, les députés montrèrent une admirable fermeté : rien ne put les faire renoncer à leur droit constitutionnel. La cour vaincue en opiniâtreté dut se résigner à n'obtenir que pour une courte période l'accroissement de forces militaires qu'elle réclamait.

C'était un grave échec ; mais les Hongrois, habitués depuis dix ans à une obéissance enthousiaste, semblent avoir été étonnés de leur propre résistance. D'ailleurs, les magnats formaient un parti gouvernemental qui comptait même dans la chambre basse de nombreux adhérents. Aussi la cour reprit-elle l'avantage lorsqu'il s'agit de fixer les années de service et l'effectif. Assurément rien n'était plus contraire à l'esprit magyar qu'une levée forcée, même pour les troupes régulières, et qu'une limite (maximum ou minimum) de temps à passer sous les drapeaux (1). Pourtant la Diète, après de longues discussions entre les magistrats et les députés, accorda six mille recrues

(1) V. sur les enrôlements volontaires le récit de la Diète de 1807, au ch. VIII.

par an pendant la paix, douze mille en cas de guerre, avec obligation de servir pendant dix ans, ce qui portait les forces permanentes de la Hongrie, sans préjudice de l'insurrection et des levées exceptionnelles, à soixante mille hommes sur le pied de paix, à beaucoup plus en cas de guerre prolongée. Il était facile de calculer que dans un danger sérieux, la Hongrie pourrait mettre en ligne cent cinquante mille hommes.

Le gouvernement remporta un autre succès, mais illégal et dangereux. Il demandait deux millions de florins de plus pour le budget de la guerre, et ce chiffre, en face de semblables armements, paraît à coup sûr modéré; mais la situation financière de la monarchie était si mauvaise qu'il était difficile d'obtenir encore quelque chose des contribuables ordinaires. La cour éleva brusquement le prix du sel d'un florin six kreuzer par quintal, ce qui faisait contribuer les nobles autant que les roturiers. L'indignation, fut grande, et pas tout à fait désintéressée, chez les députés, qui votèrent de mauvaise grâce.

Le but réel de la convocation était à peu près atteint, et ce que le gouvernement n'avait pas obtenu, il savait bien qu'aucune in-

sistance ne le lui donnerait. Dès lors il n'eut plus qu'un désir : faire oublier ses promesses, en retarder indéfiniment l'exécution. Mais il ne pouvait guère étouffer les discussions que lui-même avait fait naître. Une commission étudiait les intérêts économiques du pays et interrogeait les négociants des grandes villes, Pesth, Presbourg, Bude, Raab : elle produisit ses conclusions, fort modérées. Elle ne réclamait pas l'indépendance absolue des intérêts hongrois, mais une conciliation avec les intérêts des autres provinces, des droits d'exportation moins forts, des réglements de douane moins gênants. Le roi, peu touché de ces ménagements, fit quelques promesses vagues de traités de commerce, et jeta dans l'assemblée un brandon de discorde, le projet d'une banque nationale.

La maison de Lorraine a plus d'une fois montré, en ce qui concerne le progrès commercial et l'égalité civile, plus de largeur d'esprit que les députés nobles de la Diète. Cela pouvait être bonté naturelle, ou ruse politique. En effet, les passions soulevées par une question de dignité et d'indépendance, étaient brusquement refroidies par une proposition de réformes contraires aux priviléges. Le

projet de banque, soutenu par les magnats partisans de la cour, déplut aux représentants des comitats, parce qu'il fallait bien trouver des fonds pour créer cette banque, et parce que ces fonds devaient être fournis, en définitive, par la noblesse. D'étranges discours furent prononcés : le commerce de la Hongrie, dit un député de Nyitra, ne vaut pas la peine qu'on s'en occupe. — La noblesse, disait un autre, ne doit fournir que le service militaire ; quant aux autres charges, elle en supporte déjà beaucoup trop, elle n'en veut pas de nouvelles. — Conclusion : nommer une commission qui enterre le projet. Ainsi fut fait, et les Hongrois non nobles purent avoir une idée peu avantageuse de leurs législateurs.

Les passions aristocratiques une fois déchaînées ne s'arrêtèrent plus. Beaucoup de nobles vivaient dans les villes, et, ne possédant pas de terres, ne faisaient nul usage de leurs priviléges ; ils demandèrent à ne rien payer, même dans les villes. — On remarquait avec effroi le déboisement croissant du pays. Les magnats auraient voulu que le gouvernement fît respecter les lois d'intérêt général qui s'y opposaient ; mais les députés des comitats répondirent que, leurs forêts leur appartenant,

ils avaient le droit d'en faire ce que bon leur semblait. La proposition n'eut pas de suite.

Une discussion très-vive s'engagea sur le droit de chasse. La noblesse ne voulut rien abandonner de ses droits, et la nation des lièvres, suivant une satire composée par un député, envoya remercier la Diète de ne l'avoir pas livrée aux paysans.

Si l'Assemblée s'occupa des rapports de la Hongrie et de l'Autriche, ce fut pour réclamer au nom de vieux souvenirs historiques la réunion de la Dalmatie, en vertu d'anciens droits féodaux la réunion de la Gallicie. Le gouvernement répondit tout naturellement qu'il avait rattaché la Dalmatie à ses nouvelles possessions de Venise, que la Gallicie n'avait jamais obéi à la couronne de Saint-Etienne. Il eût été honorable pour la noblesse magyare de s'occuper de la Pologne autrement. — Si la Diète aborda les questions religieuses, ce fut pour rétablir les ordres monastiques dans leur ancienne situation, et pour rendre au clergé l'éducation de la jeunesse.

Lorsque la majorité demanda que la session fût prolongée, la cour déclara ne point s'y opposer, pourvu que les frais d'entretien fussent supportés, non plus par les pauvres

contribuables, mais par les députés eux-mêmes : c'était fort spirituel, et d'un effet immanquable. Les députés, avec un empressement peu édifiant, se résignèrent à la dissolution. Le roi déclara dans la séance finale du 31 octobre qu'il était très-satisfait de l'Assemblée, et que l'Assemblée devait être satisfaite de lui, car il avait accordé tout ce qui n'était pas contraire à l'intérêt de la monarchie (1).

Ainsi finit la Diète de 1802, provoquée par de grands besoins, inaugurée au milieu de grandes espérances : la Hongrie n'en recueillait que stérilité et déception. Le gouvernement fortifié par l'égoïsme étourdi de l'opposition parlementaire, se retrouva plus absolu que jamais, libre de jeter dans une guerre nouvelle la nation fatiguée.

Et pourtant la situation de la Hongrie dans les trois années qui précédèrent la campagne d'Austerlitz, prouve qu'elle ne perdait pas son temps. Après un long effort de dévouement royaliste, elle comprenait qu'au lieu de compter sur la cour elle devait agir d'elle-même. L'engourdissement produit par la confiance diminue peu à peu ; l'initiative nationale ne cesse de grandir.

(1) Journal de la Diète, p. 460.

Dans l'ordre des intérêts matériels, le gouvernement se montrait chaque jour plus intraitable. L'exportation du blé n'était permise que par mer ou avec la Turquie; or, ni la Turquie, ni les pays lointains n'avaient besoin du blé de Hongrie. L'exportation de la laine était frappée d'un droit énorme, douze florins par quintal : les étrangers cessèrent d'acheter la laine hongroise. A vrai dire ce n'était pas une mesure fiscale, elle serait allée à contre sens. On voulait forcer les habitants de l'empire à fabriquer les étoffes de laine. D'après les idées économiques alors répandues en Autriche, il n'y avait rien là de bien blâmable. Je ne puis croire avec les historiens magyars que l'on eût l'intention de nuire à la Hongrie. Mais en fait, ce pays tout agricole, producteur de matières premières, se trouvait sacrifié à l'industrie de Vienne ou de la Bohême, qui achetait la laine à bas prix.

Les comitats, n'ayant rien à espérer du pouvoir, reprirent pour leur propre compte les projets de 1791.

La plaine fertile arrosée par le Danube et la Theiss subissait des inondations qui la rendaient chaque jour plus marécageuse, et les plus belles récoltes pourrissaient sur place,

faute de routes convenables pour les transporter. Des travaux de dessèchement furent entrepris, un beau canal creusé du Danube à la Theiss permit de passer de l'un à l'autre cours d'eau sans faire un grand détour. Une bonne route de commerce rejoignit le port de Fiume.

L'agriculture était fort arriérée : les chefs des grandes familles se mirent à encourager ses progrès par une noble imitation de l'aristocratie anglaise. Le comte Georges Festetics fonda près du lac Balaton une école pratique d'économie rurale ; le prince Eszterhazy envoya des jeunes gens en Angleterre pour étudier les méthodes et les importer ensuite dans leur patrie. Il s'occupa aussi d'une société pour le commerce des vins avec les pays du Nord, mais cette fois le succès fut médiocre.

Dans le sens politique et littéraire les efforts ne furent pas moindres. Ce n'était plus seulement l'insouciance de la cour de Vienne, c'était sa mauvaise volonté qu'il fallait combattre. Toute association était interdite depuis Martinovics et la moindre accusation politique était terrible.

L'année même de la Diète, l'échafaud s'élevait pour deux avocats, Zsarnoczy et Mikol,

coupables, disait-on sans preuve, de haute trahison. Ces procès étaient d'ailleurs fort rares à cause de l'ignorance entretenue à dessein dans le public. Très-peu de journaux étaient tolérés, et encore leur était-il défendu de raconter ce qui se passait en Europe, à moins de copier la feuille officielle. La langue nationale était fort mal vue. Le gouvernement, qui favorisait d'un subside considérable le théâtre allemand de Pesth, ne faisait rien pour le théâtre magyar. Il aurait voulu que l'allemand devînt la langue de la conversation et du commerce, et que le latin redevînt celle de l'enseignement et des affaires publiques.

Mais un peuple parle toujours la langue qu'il veut parler : c'est ce que prouvèrent une fois de plus les Magyars. Le théâtre national fut soutenu par des souscriptions, et ne cessa de prospérer. A quelques pas de là, dans cette intelligente ville de Pesth, vrai foyer de patriotisme, le comte François Széchenyi, père du célèbre homme d'Etat, conçut le projet d'élever un monument où l'on réunirait les livres, les tableaux, les armes, les antiquités diverses qui permettraient de faire revivre le passé de la Hongrie : le musée national fut

construit dans un style un peu froid, mais grandiose, et sur une place assez vaste pour recevoir les collections qui viennent chaque année l'enrichir.

La poésie magyare venait de perdre le jeune et ardent Csokonai ; mais Kazinczy sortait de prison, Verseghy et Bacsányi vivaient moins misérablement. A côté de Berzsényi qui avait à peine vingt-cinq ans grandissait toute une génération dont le chef, réservé à une longue et glorieuse carrière, était Alexandre Kisfaludy ; son poème d'amour était toute une révélation pour la littérature magyare (1) ; il a inspiré la nation pendant un demi-siècle.

Mais la guerre approchait.

(1) *Himfy Szerelmei*, 1801.

CHAPITRE VII (1).

LA DIÈTE DE 1805 ET LA CAMPAGNE D'AUSTERLITZ.

L'avènement de Napoléon à l'Empire changea brusquement la situation des souverains en face de la France, et même en face de leurs peuples. La Révolution s'incarnant dans un homme, leur rôle était maintenant de combattre cet homme. Au fond ils ne changeaient pas d'ennemi, mais ils devaient changer de tactique (2). On ne pouvait accuser la France

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 208-226. — *Correspondance de Napoléon*, t. X et XI. — Thiers : *Le Consulat et l'Empire*, t. V.

(2) Gentz, dans son *Mémoire sur la nécessité de ne pas reconnaître le titre impérial de Bonaparte,* adressé à Cobenzel, insiste sur ce fait, que l'élévation de Napoléon au trône « sanctionne et presque sanctifie la Révolution ». Il rédigeait aussi un projet d'une *Déclaration de Louis XVIII contre le titre impérial usurpe par Bonaparte.* (Ces deux écrits sont en langue française.) La haine ingénieuse de Gentz avait trouvé le seul moyen de vaincre Napoléon : l'union des puissances allemandes. La rivalité rancunière de la Prusse et de l'Autriche l'exaspérait. (V. dans le volume de ses œuvres françaises, p. 221-347, le récit de son voyage au quartier-général prussien en octobre 1806, et dans le 4e volume de ses œuvres allemandes, p. 48, une lettre à Jean de Müller en faveur d'une alliance allemande, « dût-on obéir à un despote allemand »).

impériale de propager le désordre, de détruire la religion, de ruiner la noblesse; il eût été trop facile d'opposer à ces attaques l'ordre qui régnait en France, le concordat, les titres conférés par Napoléon. On put dire avec plus de vraisemblance que la monarchie révolutionnaire voulait détruire l'indépendance des peuples, accusation que le nouvel empereur ne se chargea que trop de justifier. Les Magyars accueillirent d'abord ces insinuations avec défiance, et gênèrent cruellement de 1805 à 1808 la politique autrichienne, non point par des révoltes, mais simplement par leur froideur.

François II reconnut Napoléon ; mais il déclara peu après que, pour ne pas rester inférieur à la nouvelle maison de France, il prenait le titre d'Empereur héréditaire d'Autriche. Résolution fort grave pour la Hongrie : jusque-là elle était royaume indépendant, à côté de l'Empire électif d'Allemagne. Maintenant elle allait devenir une province autrichienne, héréditaire comme la Styrie ou le Tyrol. Rien ne pouvait être plus désagréable aux Magyars; aussi l'Empereur leur donna-t-il par deux fois, en 1804 et en 1807, la formelle assurance que rien ne serait changé à leur condition, et

qu'il ne serait jamais pour eux que le *roi* de sa Hongrie bien-aimée.

Le moment approchait où l'on allait être obligé de faire appel à la constitution du royaume. L'Autriche s'unit à la Russie et conclut avec l'Angleterre un traité de subsides : 25 millions pour les préparatifs de guerre, 100 millions par an pendant toute la durée des hostilités. Ces sommes énormes pour l'époque supposaient la mise sur pied de toutes les troupes disponibles. Douze mille conscrits furent appelés, indice certain d'une guerre prochaine, mais ils ne suffisaient pas. Dès le 30 août, la Diète fut convoquée pour le 13 octobre : les circonstances extérieures, disait la lettre royale, et l'intérêt que nous portons à nos sujets nous ont fait un devoir de réunir tout de suite la Diète; nous avons confiance en vous.

Cependant la guerre éclatait, plus mal préparée que jamais du côté de l'Autriche (1). L'archiduc Charles, plein de pressentiments lugubres, acceptait par pur dévouement le commandement secondaire de l'armée d'Italie.

(1) Hæusser, en général trop sévère pour les Autrichiens, me semble avoir raison quand il dit que les seuls hommes capables étaient Gentz et l'archiduc Charles (II, 563, 603).

L'homme important était le feld-maréchal Mack, qui ne manquait pas, suivant M. Thiers, de capacités administratives, mais triste général, justement chansonné depuis (1). La Cour de Vienne était vouée à l'absolue médiocrité. La capitulation d'Ulm le fit bien voir.

La nouvelle de ce grand désastre arriva juste à point pour que la Diète ne pût rejeter les demandes royales, et pour que l'opinion redevînt, dans une certaine mesure, favorable au gouvernement : le Magyar ne doit rien refuser à son souverain dans le malheur. Le poète Berzsényi se fit l'écho de ce sentiment chevaleresque :

« Qu'entends-je? Les canons résonnent aux frontières du pays d'Arpad! On sent déjà le souffle de la tempête. En une seule bataille il a tout renversé, ce Napoléon, favori des combats et de la gloire. . . . Je vois les défenseurs de ma patrie effrayés et en fuite! Je vois le désordre insensé de la déroute! Je vois déjà renversées les invincibles portes d'airain

(1) Nous avons pris l'maréchal Mac
Comme une prise de tabac.

Je ne sais si ce refrain d'une chanson de la grande armée a jamais été publié en France. Je le trouve cité dans une lettre écrite en magyar. (*Dessewffy levelezése*, I.)

de Vienne et de Presbourg ! O fortune ! ô jour étrange !

« N'y a-t-il plus d'espérance? C'est ton vrai moment, ô Magyar ! Il ne connaît pas la force d'une âme libre, celui qui veut mettre sous le joug ta tête farouche. . . . Ton bras a une force de géant dans la bataille. Tu as combattu plus de mille fois. Va, montre encore l'âme de Zrinyi, imite-le dans ce qui fut sa vraie gloire, dans la mort (1). »

Cette vigoureuse et fière éloquence ne s'attaque plus au peuple français révolutionnaire, comme le faisait encore après Hohenlinden, le poète Kisfaludy :

« Combien de fois vos ondes n'ont-elles pas rougi de sang humain, combien de fois n'ont-elles pas roulé des cadavres, ô Rhin, ô Danube ! C'est toi, Seine, qui es la source de ces misères. Paris de l'enfer, c'est toi qui es la ruine du monde (2). »

On s'en prend maintenant au despotisme et à l'ambition d'un seul. Un autre écrivain, Bessényei, dans un ouvrage intitulé l'*Etat légal de la Hongrie*, qu'il n'a du reste pas publié, rapprochait l'un de l'autre, avec quel-

(1) *Ulmi ütközœt (Magyar dalnok,* 126).
(2) *Kisfaludy minden munkai :* Himfy szerelmei, 1801.

que perfidie, le gouvernement français et le gouvernement turc (1).

Et pourtant la guerre n'était point populaire : la cour ne tarda pas à s'en apercevoir. Le 17 octobre le personal Semsey ouvrit la Diète par un discours assez embarrassé (2). Il voulut faire croire que l'assemblée était convoquée pour reprendre les projets de réforme ; mais un péril imminent pouvait bien, il en convenait, changer le but de la réunion « il » ne faut pas délibérer lorsque la maison » brûle. »

L'orateur du clergé dans la chambre des Magnats, l'archevêque Kolonics, y mit plus de franchise. Il accusa nettement l'empereur des Français d'avoir violé la paix et de se proposer comme but l'entière conquête de l'Autriche. Puis, avec une émotion qui de la part d'un soldat eût fait sourire, mais qui était touchante chez un vieux prêtre, il appela la bénédiction de Dieu sur ces jeunes princes qui allaient commander les armées : « Non, Dieu » ne permettra pas que leur sang innocent

(1) Bessényei, *Magyar Törvényes allása ;* manuscrit de la bibliothèque de Pesth, p. 5.

(2) *Orszaggyülés naplója* (Journal de la Diète de 1805, p. 3-6).

» soit répandu par la fureur des ennemis : il » leur donnera la victoire (1). »

Dans le discours du roi on peut remarquer, avec le regret de différer encore les réformes intérieures et l'expression d'une entière confiance dans ses sujets Magyars, une phrase haineuse contre son futur gendre Napoléon : « L'empereur des Français a confiance dans sa fortune, dans les forces de son peuple qui soupire pourtant après le repos : il a rendu inutiles tous nos efforts pacifiques. Non content d'un si vaste empire, sans respect ni pour la majesté des autres souverains ni pour les peuples, il affecte de dicter partout ses ordres accompagnés d'injurieuses menaces (2). »

Cette phrase, que personne, croyons-nous, n'a relevée jusqu'à présent, renferme déjà toute la politique de la Sainte-Alliance avant 1815 : se présenter en libérateur des peuples, même du peuple français.

L'archiduc Joseph insista plus franchement que jamais sur sa situation de Palatin du royaume (3). Son discours fut celui d'un pa-

(1) Ibid., 16-17.
(2) Journal de la Diète, 2e séance.
(3) Ibid., 27-29.

triote magyar : il parla bien du dévouement que l'on devait au meilleur des princes, mais il établit que son premier devoir était de défendre la constitution. Il dit plusieurs fois *nous autres Hongrois*, et s'il se déclara prêt à donner l'exemple de la bravoure, c'est comme chef d'une nation généreuse et comme ayant dans les veines du sang d'Arpad. Ce discours fit déjà pressentir la conduite de l'archiduc pendant la guerre.

L'assemblée vota, mais froidement, de mauvaise humeur. La cherté était devenue extrême ; on se voyait menacé d'une famine que les horreurs de la guerre allaient accroître encore. Il fallut la marche des Français sur Vienne, qui permettait de redouter l'invasion du sol hongrois, pour faire voter, à côté de l'armée régulière, la formation d'un corps de cavaliers nobles et un corps de fantassins non nobles. C'était beaucoup aux yeux de la majorité, bien peu aux yeux de la cour qui aurait voulu la levée en masse. Il fallut se contenter de ce que l'on obtenait.

Encore y avait-il des conditions sous-entendues. Pendant la discussion sur la levée des troupes, on vit reparaître avec une singulière insistance la question de la langue

magyare. Il fut déclaré que la langue ne faisait qu'un avec la nation, avec son caractère et sa gloire, que la loi de 1792 étant devenue insuffisante, il fallait une loi complémentaire. D'après le nouveau projet, non-seulement les comitats pouvaient rédiger en magyar les actes qui les concernaient, mais ils pouvaient entretenir dans cette langue leur correspondance avec le gouvernement; l'enseignement se ferait en magyar. On demandait aussi, preuve d'amère défiance, la suppression des rapports secrets, des dénonciations anonymes, l'entière liberté de parole dans les assemblées de Comitats. — Pressé par un plus grand péril, le roi céda : des articles furent ajoutés à la loi de 92 (1). Quant à l'espionnage, il n'y a pas de loi au monde qui puisse l'empêcher.

Le 7 novembre, la Diète terminait ses séances au milieu de l'impatience générale; chacun avait les yeux fixés sur notre grande armée qui accomplissait les plus belles opérations militaires de tous les temps.

Le rôle des soldats magyars est beaucoup moins remarquable dans la campagne de 1805 que dans les guerres précédentes : ils se bat-

(1) Article 4 des *Acta diætalia,* à la suite du journal.

tirent comme les autres, avec la bravoure ordinaire de l'armée autrichienne, aussi incontestable que l'est sa mauvaise fortune. Ils se signalèrent toutefois dans l'engagement de Caldiero, entre l'archiduc Charles et Masséna. On sait que Masséna était chargé par Napoléon de conquérir la Vénétie et de pousser devant lui l'armée autrichienne d'Italie, pendant que le corps de Marmont, détaché de la grande armée, empêcherait l'archiduc de rejoindre en Moravie les empereurs François et Alexandre : une rencontre sérieuse eut lieu sur la forte position de Caldiero, occupée par les Autrichiens. La victoire fut très-disputée, et les deux adversaires ne manquèrent pas de se l'attribuer. L'archiduc, presque battu au premier choc, dirigea lui-même « la meilleure infanterie autrichienne » dit M. Thiers : c'étaient les fantassins d'Eszterhazy. Le régiment subit d'énormes pertes, mais ramena la victoire. Cependant une nouvelle attaque de Masséna vint accroître le péril, et pour le conjurer il fallut cinq bataillons de grenadiers magyars et croates. Enfin les Français menaçant de tourner par la droite la position de Caldiero, l'infanterie de Splényi et les hussards de Kerekes assurèrent à l'archiduc le succès

de la journée (1). Ainsi le veulent les historiens autrichiens et magyars; mais cette victoire eut les conséquences d'une défaite, car elle ne gêna point le plan de Napoléon.

La frontière hongroise, vers le milieu de novembre se trouva menacée de deux côtés, au Sud-Ouest par la Styrie, au Nord-Ouest par la Moravie : la grande armée était à Vienne, l'armée d'Italie sur le Raab. C'est en ce moment là, dans les quinze jours qui précédèrent Austerlitz, que le rôle des Hongrois devient curieux, et leur froideur manifeste. M. Horvath en fait peser la responsabilité sur la Cour de Vienne qui, par son système d'espionnage et de bureaucratie, avait produit une apathie universelle : la preuve en serait dans l'accueil indifférent, plutôt favorable, que firent aux Français les habitants des provinces autrichiennes. Napoléon n'avait point encore tourné les peuples contre lui.

Il connaissait à merveille la puissance des nationalités, comme le prouve maint endroit de sa correspondance, et l'un de ses plus vifs désirs était de se les rendre favorables. Il voulait être populaire à Vienne; il protégeait les Viennois, plaignait leur détresse, les croyait

(1) Majláth, *Histoire d'Autriche*, V, 266-268.

avec raison mécontents de la guerre. L'amitié des Hongrois lui eût été bien plus précieuse : elle eût paralysé les efforts de l'Autriche, et tenu en échec la Prusse et la Russie. Les Magyars et le Palatin se conduisirent de façon à autoriser cette espérance.

Le Palatin avait reçu les pleins pouvoirs de l'empereur, lorsque celui-ci quitta Presbourg afin de rejoindre Alexandre en Moravie. Estimant que son devoir lui était commandé par les opinions pacifiques du pays, il résolut de préserver la Hongrie des malheurs de la guerre, quitte à encourir la disgrâce de son frère et les soupçons de la cour. Sa présence étant nécessaire à Pesth-Bude, il laissa à Presbourg, tout près de la frontière, le général Palffy avec l'ordre de déclarer aux généraux français la neutralité de la Hongrie : si les Français voulaient absolument violer cette neutralité, mais dans ce cas seulement, il devait recourir aux armes. Décision grave chez un prince de cette maison de Hassobourg qui par la ténacité des liens du sang et par l'intime union de la famille, compensait la diversité de ses états !

La longue et irréprochable vie politique de l'archiduc Joseph doit le défendre contre tout

soupçon de trahison. Mais on conçoit l'irritation de la cour fugitive, réduite à implorer sur son propre territoire la protection des Russes, lorsqu'elle apprit que les Hongrois, ayant mis en sûreté leur sainte couronne derrière les remparts de Munkacs, se souvenaient fort peu du péril de leur roi, et lisaient avec plaisir la proclamation du palatin affirmant en langue magyare qu'il avait sauvé le pays.

Cependant le maréchal Davoust approchait de Presbourg. Il reçut les propositions de Palffy et répondit avec empressement que l'Empereur serait heureux de contribuer au bien-être d'une nation aussi digne de respect, qu'il voulait bien, à charge de revanche, considérer la Hongrie comme neutre. Palffy écrivit en français : « Le commandant des troupes françaises voudra bien donner des ordres pour que les colonnes de l'armée française qui entreront dans les districts du royaume *d'*Hongrie (*sic*) n'y commettent aucun excès, attendu qu'aucune sorte d'opposition ne sera faite aux troupes françaises. »

Le ton des pourparlers était donc on ne peut plus amical ; mais le comte Palffy reçut à son grand étonnement un message très-froid du Palatin, lui rappelant que la neutralité de la

Hongrie était chose soumise à l'approbation de Sa Majesté. Palffy avait pourtant suivi ses instructions au pied de la lettre ; mais le Palatin, alarmé des soupçons qui se faisaient jour au camp de Moravie dans l'entourage impérial, voulait, sans rien changer au fond de ses résolutions, couper court à l'intimité qui allait s'établir entre les Français et les Magyars. Davoust surpris à son tour, fit occuper Presbourg par la division Gudin. C'était d'ailleurs l'ordre de l'Empereur, mais il s'agissait uniquement d'occuper une position militaire importante sur le Danube, le général ne devait point enlever aux habitants l'administration de la ville, et les Hongrois ne se trouvèrent soumis à aucune contribution de guerre.

L'effroyable défaite de la coalition dans les champs d'Austerlitz enleva toute importance aux négociations que nous venons de raconter. Mais la correspondance de Napoléon nous révèle un redoutable plan politique qui aurait pu faire plus de mal que ses canons mêmes à l'ennemi. Les vieux souverains tâchaient de soulever contre l'Empereur parvenu, avec les répugnances de l'ancien régime, le mécontentement des peuples. Napo-

léon avait peut-être le vague pressentiment que c'était par là qu'il devait périr : Il aurait voulu rendre aux rois, pour ainsi dire, la monnaie de leur pièce, en se posant comme le champion des nationalités opprimées. Cette lutte à coups de peuples ne date pas de 1813, ni même de la guerre d'Espagne ; elle remonte aux débuts de l'Empire.

Dès les premières inquiétudes que firent éprouver à Napoléon les armements de l'Autriche (décembre 1804), il écrivait à François II : « Une guerre ne produirait que » de nouvelles charges pour nos peuples. » Il déclarait au Corps législatif que l'Empereur d'Autriche consacrait à la prospérité de ses finances, au progrès du commerce, le repos que lui conseillait l'intérêt de ses sujets (1). Pendant sa marche sur Vienne il écrivait au duc, bientôt roi de Wurtemberg : « Les Rus- » ses pillent, brûlent et bâtonnent d'une ma- » nière si effrénée que les peuples d'Autriche » et de Bohême nous appellent à grands cris » pour les délivrer de ces singuliers alliés (2). » Peu avant la bataille d'Austerlitz, il s'adressait directement à François II, l'engageant

(1) *Correspondance de Napoléon*, X, 115, 123.
(2) Ibid., XI, 450.

à terminer cette guerre horrible, s'il ne voulait pas détacher entièrement de lui ses propres sujets (1).

Mais c'était surtout des Magyars que se préoccupait Napoléon. Il ne croyait pas (avec raison cette fois) à la spontanéité de leur dévouement; il ne croyait pas à « ces 80,000 Hongrois, qu'on fait parler dans les gazettes comme s'offrant à la cour de Vienne pour combattre la France (2). »

Pendant les marches savantes qui devaient amener la capitulation d'Ulm, il s'avisa que les gazettes n'étaient pas un si mauvais moyen d'exciter les peuples : « Monsieur Fou-» ché, dit-il, il me semble que les journaux » n'animent point assez l'esprit public. Nos » journaux sont lus partout, surtout en Hon-» grie. Faites faire des articles qui fassent » connaître aux Allemands et aux Hongrois » combien ils sont dupes des intrigues an-» glaises; que l'Empereur d'Allemagne vend le » sang de ses peuples pour de l'or (3). » Parmi les officiers généraux compris dans la capitulation se trouvèrent plusieurs nobles ma-

(1) Ibid., XI, 512.
(2) Ibid., XI, 99.
(3) Ibid., XI, 348

gyars, un Giulay, un Stipsics, un Mécsery Le comte Giulay dut plaire infiniment à son vainqueur, car il devint pendant le reste de la campagne l'intermédiaire entre les deux armées pour les propositions d'armistice (1). Napoléon recevait des renseignements plus précis à mesure qu'il avançait, témoin cette phrase qui résume on ne peut mieux les griefs de l'opposition (2) : « Les Hongrois se plai- » gnent d'un Gouvernement illibéral, qui ne fait » rien pour leur industrie, et se montre cons- » tamment jaloux de leurs priviléges, et in- » quiet de leur esprit national (3). » Il ajoutait : « En Hongrie comme en Autriche, on est per- » suadé que l'empereur Napoléon a voulu la » paix, qu'il est l'ami de toutes les nations et » de toutes les grandes idées. »

La paix de Presbourg le fit renoncer à tout projet hostile contre « ce squelette de Fran- » çois II que le mérite de ses ancêtres a placé » sur le trône » (4), portrait peu flatté d'un futur beau-père. Cependant il ne perdait pas de vue les Hongrois, et le *Journal de*

(1) Ibid., *passim*.
(2) Ibid., 186.
(3) Ibid., XI, 186.
(4) Ibid , 162.

Mayence, feuille impérialiste, comparait Napoléon à Mathias Corvin (1). La cour de Vienne était indignée de l'attitude des Magyars : ils ne recevaient pas, comme les autres provinces, des lettres de remerciements, et les Allemands de l'empire publiaient contre eux les brochures les plus moqueuses (2).

On avait beau faire : Le traité de paix créait à la Hongrie une grande situation. François II renonça bientôt à son titre d'empereur du Saint-Empire Germanique, qui n'avait plus aucun sens. Dès lors, la couronne de Saint-Etienne devenait la première de ses couronnes. Tant que le souverain de l'Autriche était resté le chef de la nation germanique, Vienne, ville allemande, restait aussi la seule capitale possible. Tout lien étant rompu avec la Confédération du Rhin et les possessions autrichiennes, le centre de l'empire se trouvait déplacé : il était au grand coude formé par le Danube dans sa marche vers le midi ; il était sur le rocher de Bude, ou de l'autre côté du fleuve, dans la commerçante ville de Pesth, où com-

(1) Springer, *Geschichte von Œsterreich*, I, 75.

(2) Cependant Gentz, le 28 octobre, entre Ulm et Austerlitz, regardait les levées hongroises comme la meilleure ressource de l'Empire. (Lettre à Jean de Müller, IV, 123.)

mence la plaine magyare. Telle était aussi l'opinion des deux esprits les plus clairvoyants de la France et de l'Allemagne. Talleyrand soumettait à Napoléon un plan qui consistait à écarter l'Autriche de l'Allemagne et de l'Italie, et à tourner son ambition vers le Danube inférieur (1). Gentz écrivait avec plus de précision encore à Jean de Müller que Vienne devait cesser d'être capitale, que les provinces allemandes devaient être désormais frontières, et la Hongrie le centre de l'Empire (2).

(1) Mignet, *Notices et portraits*, I, 210-213.

(2) Wien muss aufhören Residenz zu sein... der Sitz der Regier ung tief in Ungarn aufgeschlagen... (Gen tz à Jeande Müller, IV, 244.)

CHAPITRE VIII (1).

L'OPPOSITION EN 1807 : PAUL NAGY.

Il s'agit de raconter comment retentirent dans le cabinet de Vienne et dans une assemblée hongroise les échos d'Iéna et de Friedland, comment la tenace Autriche profita du court répit qui lui était offert, et comment la tribune magyare, entre les exigences royales et les menaces de l'étranger, demeura ferme et patriotique.

Napoléon n'était pas alors préoccupé de la Hongrie comme il le fut deux ans plus tard : mal renseigné peut-être sur ce qui s'y passait, il la confondait avec les autres peuples de la monarchie autrichienne, dont l'attitude ne cessait pas de l'inquiéter. Pendant les sept premiers mois de 1806, il s'échappe souvent, dans sa correspondance, en paroles amères et défiantes : le nom de Cobenzel le met en fureur ; il ne croit pas que la retraite de ce ministre ait été sincère ; il ne peut souffrir que l'on parle de Cobenzel pour être ambassadeur ;

(1) Horváth, *Magyarország Története*, VI, 227-265.

il constate que la faction de Cobenzel est toujours puissante à Vienne. A chaque instant il prescrit au vice-roi Eugène de tout préparer en Dalmatie contre l'Autriche. Il lui défend de laisser porter aux dames de Milan les décorations autrichiennes. Il menace de sa colère les États allemands qui osent recevoir des agents autrichiens. Il s'indigne que l'on tolère à Vienne les libelles injurieux pour la France que des journaux en apparence inoffensifs envoient manuscrits à tous leurs abonnés. Par une ruse singulière, et qui montre à quels détails imprévus descendait ce grand esprit, tout en renvoyant chez eux les prisonniers autrichiens de la guerre précédente, il recommande de faciliter leur désertion dans les petits États d'Allemagne. Napoléon n'avait donc aucune confiance dans la durée de la paix de Presbourg (1).

Mais depuis le mois d'août 1806, la coalition de la Prusse et de la Russie devient trop redoutable pour que l'Empereur affronte un ennemi de plus. Il se flatte de trouver dans l'Autriche une alliée, et de désarmer ses vieilles rancunes par des preuves sincères d'amitié. Il

(1) *Correspondance de Napoléon*, XI, 560; XII, 153, 212, 249, 268, 656; XIII, 31, 45, 140, 340, 587.

écrit lettre sur lettre à son beau-fils Eugène pour que rien dans le royaume d'Italie ne décèle une arrière-pensée hostile, et pour que le mot d'ordre pacifique soit donné aux journaux. Maître de Berlin et confiant dans sa persistante fortune, il remplace M. de la Rochefoucauld, ambassadeur à Vienne, par le général Andréossy; mais son but en faisant succéder à un diplomate de l'ancien régime un artilleur de la Révolution n'était pas, comme on l'a cru, d'intimider François II; il était simplement de mettre dans ses propositions d'alliance plus de rondeur et de netteté (1). A Posen, à Eylau, pendant la terrible campagne d'hiver qui retenait la grande armée à cinq cents lieues de la patrie, il écrit à M. de Talleyrand : « la tranquillité de l'Europe ne » sera stable que lorsque la France et l'Autriche ou la France et la Russie marcheront » ensemble. » Mais ses nouveaux projets sur la Pologne et l'anéantissement de la monarchie prussienne lui inspirent l'idée d'offrir la Silésie en échange de la Gallicie; toutefois il

(1) *Correspondance de Napoléon*, XIII, 22, 117, 137, 249, 602. — XIV, 593, Napoléon à Talleyrand : « Faites sentir à M. Andréossy que je n'ai point approuvé qu'il n'ait pas invité M. de » Stadion à la fête qu'il a donnée à l'ambassadeur de Perce. »

n'impose point cet échange : « l'Autriche veut-» elle conserver la Gallicie? je ne m'en mêle » en rien. Veut-elle traiter publiquement, » secrètement? (1) »

L'Autriche ne répondait à ces avances que par un silence menaçant ou par des dépêches d'une obscurité inquiétante. M. de Stadion, esprit cultivé, assez libéral, patriote germanique, et le seul des ministres autrichiens qui dût trouver grâce devant les historiens nationaux de l'Allemagne, ne voulait pas plus que son souverain, de l'alliance française (2). L'archiduc Charles, que Napoléon croyait être toujours, avec le Palatin de Hongrie, le chef du parti de la paix, recevait de pleins pouvoirs pour réorganiser l'armée. Pendant que les Français conquéraient la Prusse, la milice autrichienne, créée par ce grand administrateur, doublait les forces de la monarchie et retrempait dans l'énergie populaire le vieil empire épuisé.

Mais on ne pouvait procéder avec les Hongrois comme avec les sujets soumis et dévoués des états héréditaires. Il y avait une constitution à respecter, et la Diète seule pou-

(1) Ibid., XIV, 6, 42.
(2) Hæusser, III, 70-72, 115, 310-312.

vait faire des lois sur l'armée. Le gouvernement payait la faute qu'il avait plusieurs fois commise en défendant à la noblesse magyare de former des rassemblements militaires pour s'exercer aux manœuvres. D'ailleurs, quand il y aurait eu des levées disponibles, il fallait de l'argent pour les solder, et la Diète seule pouvait voter les impôts.

La cour de Vienne éprouva une grande répugnance à convoquer encore une fois cette assemblée, qui s'était montrée si querelleuse en 1802, si froide en 1805. Tout faisait prévoir une sérieuse résistance : l'impôt ordinaire était payé difficilement, et le Palatin Joseph, dans un voyage au nord du royaume, constatait une misère trop réelle. La guerre était plus que jamais impopulaire : en cas de rupture avec Napoléon, pouvait-on envisager sans effroi un conflit constitutionnel? L'ennemi perdu dans les glaces de la Pologne ne se trouverait-il pas subitement encouragé par la pensée qu'il a derrière lui un peuple sympathique? Et si la Pologne et la Hongrie allaient se souvenir de leur vieille alliance, alors qu'elles succombaient glorieusement sous les coups des janissaires dans les plaines de Varna?

Sans aller aussi loin, ne pouvait-on pas craindre que l'écho d'une Diète tumultueuse ne parvînt au camp de Napoléon et ne l'éclairât sur les manœuvres de l'Autriche? Aussi l'Empereur François voulut-il éluder la grande assemblée en appelant à Vienne un certain nombre de magnats, sorte de conseil officieux dont les délibérations secrètes ne pourraient faire aucun mal, et dont on pouvait pressentir les complaisantes résolutions. C'était bien peu connaître l'esprit juridique des Magyars : se réunir hors du royaume, se réunir sur une désignation arbitraire, se réunir en lieu et place de la Diète, c'était une triple impossibilité. Ils le déclarèrent à l'Empereur, et il fallut envoyer des lettres de convocation le 8 février 1807, le jour même de la bataille d'Eylau.

Deux mois allaient s'écouler avant l'ouverture de la Diète : ce long délai contribua sans doute à prolonger l'indécision diplomatique de l'Autriche, qui, formant un singulier contraste avec la persistance de ses préparatifs militaires, exaspérait Napoléon. « La maison » d'Autriche, écrivait-il, ne sait elle-même » que faire, et dès lors il est bien difficile de » la pénétrer... Faites-moi connaître ce qu'il

» faut faire pour se l'assurer : ce doit être » mon premier intérêt. » Il ordonnait à Eugène et à Andréossy d'avoir « l'œil sur l'Autriche. » Dans les dépêches qu'il recevait « je » vois, disait-il, l'armement de l'Autriche; » du reste ce sont des projets que personne » ne peut ici bien savoir. » Il constatait un mauvais vouloir évident chez les officiers du corps autrichien qui observait la frontière de Gallicie. Il répondait à ces procédés par de nouvelles levées en France, et ne reculant pas devant un ennemi de plus, il écrivait à Talleyrand : « Tout en désirant fort la paix avec » l'Autriche, je ne me trouve pas dans une » situation telle qu'elle ait à regarder long- » temps. » Toute cette correspondance est du mois de mars (1).

Le 5 avril les magnats et les députés devaient être réunis; le 9 eut lieu la séance d'ouverture (2). C'était encore André Semsey qui présidait en qualité de personal la chambre basse, mais cette fois il avait une tâche plus difficile. Les élections s'étaient ressenties du mécontentement général, et les comitats avaient choisi plusieurs jeunes gens pleins

(1) *Correspondance de Napoléon*, XIV, 459, 512, 539, 550, 589.
(2) *Országgyülés naplója* (Journal de la Diète de 1807), p. 2-6.

d'ardeur, décidés à ne pas laisser mentir la lettre royale qui avait convoqué la Diète « pour s'occuper des réformes et du bien-être » du pays. »

Cette génération oratoire n'a pas eu comme celle qui lui a succédé le bonheur de retentir dans toute l'Europe : Széchenyi, Kossuth, Deák sont des noms illustres hors de leur patrie; la Hongrie seule connaît la gloire de Paul Nagy.

A peine âgé de trente ans, il fixait tous les regards. Parmi les jeunes députés tels que Joseph Vay, Prényi, Lonyay, chacun distinguait en lui le plus redoutable adversaire de la Cour. Mais, à l'âge de nos grands révolutionnaires, avec une popularité presque égale, il différait d'eux profondément. Trente ans, dans notre France parlementaire, c'est l'âge de l'éclat, de l'audace et de l'imprévu; en Hongrie c'est déjà l'âge de l'expérience. Les mœurs politiques du pays initiaient les jeunes gens de très-bonne heure, quelquefois dès la vingtième année, à la discussion des affaires publiques, soit à la Diète même comme délégués des absents, soit dans les assemblées provinciales. Nagy était déjà connu des électeurs de Soprony pour sa fermeté dans les

conseils du comitat; en vrai noble magyar il savait aussi manier les armes, il avait deux fois pris part à l'insurrection, en 1797 et en 1805. Son père, haut dignitaire du royaume, avait figuré dans les diètes précédentes, et la tradition de famille s'ajoutait à l'expérience personnelle du jeune orateur.

Nous revenons forcément à notre comparaison entre l'Angleterre et la Hongrie : Paul Nagy pas plus que Deák ne trouverait son pareil dans l'histoire de notre tribune; il le trouverait facilement dans les nuances modérées du Parlement britannique. M. Csengery, son excellent biographe (1), emprunte pour le définir une expression anglaise, *Conservativ reformer*. Tel se montrait-il à la Hongrie tout aristocratique de 1807; tel devait-il rester dans la Hongrie ardemment novatrice de 1840: sa jeunesse avait paru audacieuse, sa vieillesse indigna comme réactionnaire, mais c'était le pays, ce n'était pas lui qui avait changé.

Nagy arrivait à la Diète avec des convictions profondes et nullement théâtrales. Il ne

(1) Csengery Antal, *Magyar Szonokok és statusférfiatk*. Nous empruntons les détails qui précèdent et qui suivent à cet ouvrage) p. 3-18) : ils nous ont été confirmés de vive voix par des amis personnels de Nagy.

posait jamais ; il avait cette paisible et robuste confiance dans sa propre loyauté, cette insouciance de l'effet, cette dignité simple, dont François Deák offre aujourd'hui le parfait modèle. Pour le talent, il annonçait plutôt l'éloquence entraînante et la séduisante imagination de Kossuth. Son débit sonore, sa diction harmonieuse ont longtemps servi d'école aux jeunes orateurs. Il mettait ces rares qualités au service d'un patriotisme particulier aux Magyars, à la fois dévoué au roi de Hongrie par esprit chevaleresque, et défiant envers l'Empereur d'Autriche par esprit constitutionnel. La résistance légale était son mot d'ordre. Dans les questions sociales il se montrait plein de douceur pour les pauvres et préoccupé de leurs charges excessives, mais sans renoncer le moins du monde aux priviléges de la noblesse. Il ne faisait pas grand cas des nouveautés religieuses et philosophiques, mais il détestait la réaction cléricale. On voit tout ce qu'il y avait de modération, d'étroitesse si l'on veut, mais aussi de fermeté redoutable dans cet esprit juridique et dans ce cœur désintéressé.

Le personal Semsey fut prudent comme il importait de l'être en face d'une assemblée

où l'opposition était très-forte. Il compara le bonheur de la patrie sous le plus clément des princes aux souffrances des pays voisins, ravagés par la guerre. Une heureuse transition, sur l'Europe attentive à ce qui se passait en Hongrie, lui permit d'indiquer, mais légèrement, la nécessité des sacrifices. Comme correctif il se hâta d'introduire la perspective des réformes « impossibles à différer. » L'orateur du clergé, le chanoine Joseph Kiraly, exhorta non moins vaguement les députés à rester dignes de leurs ancêtres (1).

La Chambre des magnats demandait moins de ménagements. La haute noblesse n'était plus, comme en 1790, à la tête du mouvement libéral: une génération nouvelle avait grandi dans la haine de la Révolution, cela fut encore plus visible cette fois qu'en 1802. En outre, la politique de séduction exercée depuis quelques années avait fait contracter à beaucoup de magnats des obligations personnelles envers la cour. Aussi les discours d'ouverture furent-ils bien plus explicites que dans la Chambre basse: Le palatin déclara que les travaux de la paix étaient comme toujours le plus cher souci du roi, mais qu'il n'y avait

(1) Journal de la Diète de 1807, p. 9-11.

pas de salut pour un pays qui ne se prépare pas à la guerre (1). Ce vieil axiôme, appuyé sur l'exemple des Lacédémoniens et de Jean Hunyade, était significatif dans la situation où se trouvait l'Europe. L'archevêque de Kalocsa rappela les malheurs de la guerre précédente qu'il attribua à l'insuffisance des ressources militaires : C'est à peine, dit-il, si l'ennemi ne nous a pas conquis pendant que nous délibérions (2). La conclusion se présentait d'elle-même : pas de longs débats, et de l'action !

Les propositions royales étaient désolantes; un seul article sur les progrès du commerce et sur une meilleure gestion financière, semblait être mis là pour la forme. Le gouvernement demandait, « vu la nécessité de méditer la guerre en temps de paix, » qu'il y eût des levées régulières fixées une fois pour toutes, et qu'on levât un impôt extraordinaire pour faire face aux nouvelles dépenses militaires. C'est là-dessus que la Diète devait délibérer, avant de pouvoir songer aux réformes.

La Chambre basse irritée rédigea non sans une discussion de plusieurs jours un projet de

(1) Journal de la Diète, p. 13, 27.
(2) Ibid., p. 16.

loi directement contraire à celui du gouvernement. La guerre était dénoncée comme la cause de tous les maux du pays, et la cour était mise en demeure de promettre que jamais elle n'engagerait des hostilités sans le consentement de la nation. Ce n'est pas que l'on refusât de délibérer sur la levée de la noblesse, sur les mesures à prendre pour la mieux exercer et la réunir plus facilement; mais il n'y avait aucune concession à espérer sur le vote périodique de trois ans en trois ans. Ces articles du projet avaient une portée immense: ils opposaient la milice nationale, indépendante, presque volontaire, à l'armée régulière impériale et royale, ils désarmaient l'Autriche.

D'autres articles du projet concernaient les finances: ils demandaient que l'on réduisît les droits de douane, que l'on mît un terme à l'émission du papier-monnaie avili, que les mines de Hongrie et leurs produits fussent entre les mains des autorités hongroises, et que le prix du sel ne fût pas augmenté. Enfin on réclamait l'exécution des réformes promises en 1792.

Les députés eurent à soutenir leur projet, non pas contre le gouvernement, mais contre

la Chambre haute. Les magnats le rejetèrent, et il fallut plusieurs fois en adoucir le ton pour qu'ils voulussent bien y adhérer. Sans que le fond des réclamations eût changé, le projet n'apparaissait plus que comme un simple exposé des vœux de la Diète. Dans un discours prophétique, Nagy s'éleva bien au-dessus des minuties de la discussion : il annonça que dans un prochain avenir la crise financière envenimée par de fausses mesures, aboutirait à la ruine universelle : c'est ce qui est arrivé en 1811.

L'insistance des orateurs et de la majorité sur la question du papier-monnaie suggéra au gouvernement une manœuvre très-habile. C'est désormais pour remédier au mauvais état des finances qu'il demanda des sacrifices, et pour y amener plus doucement les députés, il leur adressa un message très-conciliant qui promettait de nombreuses réformes. Sans plus tarder, il permit l'exportation des grains, et restitua aux Magyars la gestion de leurs mines. Il est vrai que l'on devait bientôt se plaindre du peu de réalité de ces concessions.

Les sacrifices furent votés avec largeur, et si l'on se rappelle les choix aristocratiques faits par les électeurs, avec désintéressement. Les

nobles ne s'épargnèrent point. On accorda un sixième du revenu de tous les droits féodaux et de tous les immeubles seigneuriaux, un sixième du revenu des commerçants, des artistes, des industriels, des fermiers; un centième de la valeur de tous les biens meubles indistinctement. Tout cela bien voté, on s'occupa de l'armée, et les deux systèmes opposés, celui de l'archiduc Charles et celui de la noblesse, se rencontrèrent dans une lutte acharnée.

L'archiduc ne poursuivait pas tout-à-fait le même but en Hongrie que dans les provinces allemandes, où il avait organisé une nombreuse landwehr. Ce qu'il voulait en Hongrie, c'était plus de précision et de régularité dans les levées, et que la Diète renonçât à remettre tout en question; que le gouvernement opérât toutes les années un tirage au sort et disposât des soldats hongrois comme des soldats tyroliens. A quelques égards ce système était le meilleur : il faisait peser les charges plus équitablement sur toutes les localités du royaume; il mettait des bornes à l'arbitraire des comitats.

Mais la majorité de la Diète ne perdant pas de vue le maintien de la paix, ne voulait pas

se dessaisir d'un puissant moyen de contrôle et de résistance respectueuse. Elle voulait au contraire revenir à l'ancien système, si vicieux qu'il pût être, comme plus conforme au génie national, système d'après lequel la noblesse avait le droit aussi bien que le devoir de se réunir en *insurrection*, et les troupes régulières se recrutaient comme il suit. Le chiffre total voté par la Diète était réparti entre les villes et les comitats. Les autorités locales offraient une compensation pécuniaire à ceux qui viendraient s'engager. Mais comme les jeunes gens savaient qu'ils pouvaient être soumis à des officiers allemands, à un commandement fait en langue allemande, et que le moindre manquement les exposerait à des peines sévères, l'enrôlement volontaire ne répondait pas à la nature belliqueuse des Magyars. Les vides étaient donc comblés par des désignations arbitraires ; c'était souvent un moyen de se défaire des mauvais sujets ; mais ils n'acceptèrent pas toujours leur sentence, ils s'échappaient, devenaient brigands. Ce mauvais système avait l'avantage de laisser une grande initiative aux autorités locales, et d'écarter la main de l'Autriche.

Les députés tenaient à ce mode de recrute-

ment, tout prêts d'ailleurs à voter le chiffre annuel de neuf mille conscrits, mais seulement pour trois ans, et moyennant qu'il fût fait droit aux éternelles réclamations sur les douanes, les mines, la monnaie et le papier. La lutte recommença de plus belle avec les magnats, qui voulaient accorder douze mille conscrits et toutes les demandes de la cour sans condition. Pendant six semaines les plaintes les plus amères retentirent contre le gouvernement qui sacrifiait les intérêts du pays et voulait achever sa ruine par une guerre nouvelle. Les jeunes gens qui prenaient part à la Diète comme délégués des absents, faisaient un tel vacarme qu'un jour le président dut les rappeler à l'ordre collectivement, et leur faire sentir qu'ils étaient admis aux séances pour prendre de l'expérience en respectant leurs aînés (1).

Cependant Napoléon écrasait les Russes à Friedland et presque aussitôt se rapprochait d'Alexandre. Entièrement rassuré par l'entrevue de Tilsitt, il donnait un libre cours à son mécontentement contre le ministre autrichien qui lui avait toujours déplu : « J'ai reçu les » lettres de la cour d'Autriche, écrivait-il à

(1) Journal de la Diète de 1807, p. 184.

» Talleyrand dès le 24 juin. L'ensemble de » tout cela me démontre qu'on ne voulait pas » négocier et qu'on voulait tenter le sort de » la guerre. »

« Il serait temps, dit-il un peu plus tard, » que M. de Stadion mît un terme à ses petites » chicanes et à ses plates manœuvres. » Enfin il traçait le programme d'une lettre que M. de Champagny devait envoyer à M. de Metternich : « Vous avertissez partout de se tenir » prêt à marcher pour la défense de la patrie; » quel ennemi vous menace? Vous mettez » toute la population sous les armes; vos » princes parcourent les champs comme des » chevaliers errants... L'Empereur veut en» core ignorer vos armements. Faites qu'on » licencie cette garde nationale qu'on lève » chez vous; laissez en repos vos cultivateurs, » vos soldats; ménagez votre argent et ne » menacez personne. » (1)

Telles étaient les dispositions du vainqueur. Celles des Hongrois envers leur souverain prenaient dès lors une haute gravité, d'autant plus qu'ils s'exprimaient sans ménagement sur les questions extérieures. Nagy osa évoquer devant ses compatriotes le spectre

(1) *Correspondance de Napoléon*, XV, 458, 606, 616.

de l'empire napoléonien grandissant, grandissant toujours, et comme résultat inévitable la chute de l'Autriche et de la Hongrie. Ce discours fit un effet prodigieux : la majorité un peu fatiguée de la résistance des magnats et de la cour, commençait à faiblir ; mais l'ardente parole de Nagy la réveilla plus décidée que jamais. Le gouvernement voulut séduire les opposants par des titres ou des emplois : quelques-uns acceptèrent, ce qui, d'ailleurs, n'était point regardé comme déshonorant ; mais la plupart tenant bon, il fallut en venir aux grands moyens avec le chef du parti.

L'Autriche tenait en réserve une arme imprévue : on était brusquement appelé à Vienne pour entendre la parole royale, *ad audiendum verbum regium*. Le récalcitrant se trouvait en face de son roi qui lui parlait en audience intime, priant, menaçant tour à tour. Rien de plus habile : le Magyar dans son comitat ou dans la Diète est un citoyen cramponné à la constitution et aux coutumes ; devant son souverain il redevient aussitôt fidèle vassal, loyal chevalier. Que faire contre la bonhomie de François II? On demandait à Nagy non de se démentir, mais de se taire :

il se tut. Le mot d'Empire français ne fut plus prononcé, et l'on vota une sorte de compromis : les douze mille conscrits furent accordés, mais on rétablit l'ancien mode de recrutement, et une somme de deux cent mille florins fut destinée à faciliter les engagements volontaires.

Mais la Diète n'entendait pas donner carte blanche au gouvernement. Deux occasions de le prouver se présentèrent, toutes deux lorsqu'on s'occupa de l'insurrection. Une commission présidée par Ürményi déclara dans son rapport qu'une paix durable était nécessaire à la Hongrie, et que la guerre la plus inévitable ne pourrait jamais être faite sans le consentement de la nation. D'autre part, la chambre des magnats fut troublée par un incident qui n'était guère dans ses habitudes. Le zèle de quelques-uns de ses membres les portait à promettre au roi des secours extraordinaires : on se demanda si des offres pareilles étaient permises. Le baron Nicolas Vay, chef de la minorité opposante, s'écria qu'on arriverait ainsi à donner les commandements militaires, comme on ne le faisait que trop pour d'autres emplois, à des imbéciles riches et zélés. Ce qui augmentait encore la gravité de

ces paroles, c'est que le baron Vay était le général de l'insurrection, et certes ne parlait pas sans de bons motifs. Il fut destitué, ce qui parut une atteinte à la liberté de la parole; et il fallut pour apaiser les députés revenir sur cette fausse mesure. Mieux encore, il fallut que le gouvernement déclarât qu'il n'entendait en aucune façon gêner l'entière liberté des orateurs.

L'assemblée paya cher un tel succès. On la trouva importune, parce qu'elle avait donné tout ce qu'on pouvait en attendre, des soldats et de l'argent; une fois encore elle se trouva leurrée dans ses projets de réformes. Un message royal arriva comme la foudre : les sacrifices consentis par la Diète étaient reçus par le roi avec reconnaissance; mais le moment n'était pas venu de supprimer le papier et de retirer du commerce la monnaie de cuivre, si mauvaise qu'elle pût être. Quant aux réclamations sur les douanes, on ne peut, disait-on, permettre l'exportation du bétail; celle de la laine continuera à être frappée d'un droit de 16 florins le quintal, car les fabriques de Bohême et d'Autriche doivent être protégées par une loi qui leur assure la matière première à bon marché. L'exportation du vin sera

permise, mais à condition que les marchands hongrois achèteront autant de vin d'Autriche qu'ils auront vendu de vin de Hongrie à l'étranger. Cette ridicule économie politique, où l'on ne reconnaît guère l'intelligence de Stadion, était couronnée par cette déclaration plus irritante encore, que la Diète devait se séparer au plus vite, remettant les réformes à une prochaine session.

Se voir à ce point dupe, et pour la troisième fois en trois ans! Au milieu de la consternation générale, plusieurs députés s'écrièrent avec indignation que tout était rompu. Nos mandats, disent-ils, nous autorisent à de grands sacrifices, mais dans l'intérêt de la patrie, et non pour fournir des armes contre elle. Nous avons voté des hommes et de l'argent parce que le gouvernement s'était engagé à nous satisfaire : lui-même déchire le contrat.

Lorsqu'un nouveau message vint presser l'Assemblée de rédiger les lois déjà votées, et lui assigna le 15 décembre comme limite extrême de la session, l'indignation redoubla, et la majorité composa un résumé vigoureux des griefs de la Hongrie. Le texte un peu long de ce mémoire n'intéresserait guère le lecteur

français; il suffira d'en faire comprendre la tendance générale. La nation est déclarée indépendante au point de vue politique, financier, commercial; elle n'a renoncé par la Pragmatique sanction qu'à l'élection du roi. En un mot, la Diète proclamait le principe de l'union personnelle comme seul conforme aux lois et aux traités d'un passé de trois siècles.

L'éloquence de Nagy semblait avoir détruit dans les esprits la timidité réactionnaire et les scrupules royalistes. Elle eut encore, avant la clôture de la Diète, le temps de rendre deux grands services, et le mérite de braver les préjugés de l'Assemblée.

L'élévation constante du prix du sel était un fléau pour les classes pauvres : dans les ardentes discussions que chaque Diète consacrait à cette question, il s'agissait de constitution, de légalité, mais fort peu des souffrances populaires. Nagy aborda courageusement ce point de vue : s'élevant au-delà des bornes strictes de la question posée, il envisagea dans son ensemble la condition de cette population nombreuse, peu ou point représentée à la Diète, et que l'on ne devait pourtant ni condamner à la misère, ni priver des droits de citoyen. L'Assemblée frémit de ce dangereux

langage, et Nagy perdit un instant sa popularité. Un cri s'éleva, une brutale insulte : « Assez de sottises, » *ne stultizat!* Tant le libéralisme hongrois était encore exclusif! N'importe, l'idée généreuse était semée, elle devait grandir.

La langue nationale, cet éternel emblème d'indépendance, dont les progrès, nous l'avons vu, avaient un sens plus politique encore que littéraire, fournit au grand orateur un succès moins laborieux. Cette fois, au lieu de devancer l'opinion de ses concitoyens, il ne faisait que la suivre ou l'accompagner. Un poëte, Berzsényi, un grand seigneur, le comte Dessewffy, montraient le même zèle pour cette cause, et la même véhémence contre ses adversaires attardés, qui, pour se faire bien venir en cour, voulaient employer le latin comme langue politique, l'allemand comme langue usuelle. Berzsényi écrivait au comte Georges Festetics :

« Réjouis-toi : la langue de nos ancêtres est » délivrée de sa prison. L'aurore luit enfin

(1) *Dessewffy levelezése*, I, 50. — Voir sur ce personnage, que nous aurons souvent l'occasion de citer, et sur la question elle-même, l'*Éloge du comte Joseph Dessewffy*, lu par le baron Eotveos à l'Académie, le 26 déc. 1844.

» du jour attendu par la patrie : elles s'enfuient
» les chauves-souris.

» Notre langue était comme proscrite, re-
» tenue dans les chaînes du vieil aveuglement ;
» la rage d'un ennemi grossier nous enfermait
» dans l'obscurité muette.

» Plusieurs de nos magnats corrompus par
» la cour ne voulaient plus parler magyar :
» ce n'était pas la mode! O sottise, ô tristes
» fruits des temps aveugles (1). »

On pourrait ne voir dans ces strophes qu'un accès de lyrisme sans portée ; mais voici comment raisonnait quelques mois plus tard le comte Dessewffy : « Si nous ne voulons pas » ressembler à des arlequins, laissons de côté » cette manie latine. Nous gênerons par là » les autres races, nous disent les Allemands » par exemple? Pourquoi donc n'ont-ils pas » gardé eux aussi la langue latine, et » pourquoi ont-ils réagi contre l'usage » quotidien du français? Il y a sans doute en » Hongrie plusieurs populations et plusieurs » langues, mais une seule nation, une seule » constitution. » Les problèmes soulevés dans l'Empire d'Autriche par la question des races

(1) *Magyar dalnok*, 127.

et des langues sont donc les mêmes depuis longtemps.

Le mouvement était général en faveur de la langue magyare. Il l'était d'autant plus que le gouvernement avait montré plus de froideur. On s'était d'abord adressé à lui pour la fondation d'une grande société d'encouragement; il refusa, s'opposa même à une réunion générale qu'on voulait tenir à Pesth. Dès lors les comitats et les citoyens s'occupèrent eux-mêmes de l'entreprise, et comme de raison ils réussirent bien mieux ainsi. Les comitats s'engagèrent par lettres à traiter en langue magyare toutes leurs affaires; ils demandèrent aux ecclésiastiques de prêcher dans cette langue, aux instituteurs d'en faire leur principal enseignement. Nagy trouva la vraie formule du patriotisme hongrois : « La nationa-
» lité est un trésor plus précieux que la cons-
» titution elle-même; car la constitution peut
» être rétablie, non la langue qui est la natio-
» nalité même. »

La Diète de 1807 a été féconde dans l'ordre des idées sinon dans l'ordre des faits (1). Elle a préservé la langue natale, les anciennes institutions et le pacte fondamental. Dans une

(1) Springer, *Geschichte Œsterreichs*, I, 77-80.

époque de terreur militaire et de compression de la pensée, elle a fait entendre des paroles de paix et revendiqué la liberté de la tribune. Tout cela était dû au grand orateur qui reçut du poète Berzsényi cette magnifique louange :

« Le commun des hommes ne laissent rien » après eux ; les trésors, les durs palais de » marbre disparaissent dans la nuit, comme » le nom des fiers seigneurs.

» Le grand homme ne craint pas l'action » du temps ; s'élevant de la poussière il cherche » le ciel. Les nobles esprits et les siècles à » venir consacrent sa gloire.

» Que l'on te voie dans ton éclatant costume » de bataille ou dans la brillante assemblée » de notre pays, ici tu rappelles Hector ou Ki- » nizsi (1), là tu es notre Cicéron.

» Jeune, au milieu de nos vieillards, ton » front éminent couronné de palmes est comme » illuminé d'un rayon du ciel (2). »

(1) Héros magyar du xve siècle.
(2) *Magyar dalnok*, 126.

CHAPITRE IX (1).

PRÉPARATIFS D'UNE GUERRE NATIONALE CONTRE NAPOLÉON (1808).

En quelques mois tout change. La nation et le roi sont d'accord contre Napoléon, devenu le grand ennemi ; la Diète retentit de paroles belliqueuses, et vote avec enthousiasme tous les sacrifices ; les particuliers et les comitats dépassent par leurs offres les concessions de l'Assemblée. La presse, la tribune, la poésie enflamment les citoyens du désir de vaincre ou de mourir.

D'où cela vient-il ? On peut répondre sans crainte : d'une cause unique, des entreprises de Napoléon sur l'Espagne. L'exemple espagnol, comme disent les Allemands, *der spanier Beispiel*, par une contagion subite, changea la situation mutuelle des peuples et des souverains. Un trône s'écroulait, et du même coup une nation perdait son indépendance :

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 265-282. — V. aussi Springer.

n'était-ce pas instruire toutes les nations à se serrer autour de tous les trônes? Napoléon est désormais perdu, car il a tourné contre lui les masses populaires qui, par leur neutralité ou leur sympathie, faisaient sa force contre les rois. Cette vérité reconnue trouvera une preuve de plus dans l'histoire intérieure de l'Autriche et du peuple magyar.

« Eh! eh! mon cher Zichy, disait François II à son ministre des finances, magnat de Hongrie, les peuples aujourd'hui pèsent d'un grand poids dans la balance. » Et il s'empressait de transformer sa politique. Les idées qu'il redoutait autrefois comme révolutionnaires ne pouvaient plus que le servir : il fut le premier à les accueillir, car les autres princes d'Allemagne ne voulaient pas ou n'osaient pas encourager les associations patriotiques, et le grand ministre prussien, M. de Stein, venait vivre en Autriche comme dans le seul pays où l'on pût franchement détester la France (1). A Vienne même, Gentz dans ses écrits, Schlegel dans ses lectures publiques, prêchaient l'union contre le bri-

(1) Pertz, *Das Leben des Ministers Freiherrn von Stein*, II, 325, 331, 401. Dans ce dernier passage, Stein fait l'éloge des Autrichiens, de leur bravoure, de leur fermeté même après Wagram. — Hæusser, III, 319-335.

gand français au nom de la dynastie et de la liberté. Partout dans les Etats héréditaires habituellement si tranquilles, l'agitation fermentait d'elle-même et n'avait pas besoin du zèle des fonctionnaires chargés de la stimuler. En Bohême et surtout dans le Tyrol, les opérations de la landwehr se faisaient avec une ardeur royaliste, qui semblait presque révolutionnaire à Stadion et à l'archiduc effrayés de leur œuvre.

Napoléon se doutait bien que tout ce mouvement, sans réussir encore à l'abattre, sauverait l'Espagne et les Anglais par une toute-puissante diversion. Il comprenait que l'arme décisive était retournée contre lui, et son discours à M. de Metternich (août 1808), prouve une connaissance très-précise de ce qui se passait en Autriche, peut-être aussi une sorte d'effroi précurseur de sa propre infortune : « *Vous avez mis en mouvement toute » votre population* ; vos princes ont parcouru » vos provinces ; vos proclamations ont appelé » *le peuple à la défense de la patrie.....* Si ce » n'avait été qu'une organisation nouvelle, » vous l'auriez exécutée avec plus de lenteur, » sans bruit, sans dépenses, sans exciter *au » dedans une si prodigieuse fermentation,*

» au dehors une si vive alarme... Rien de tout » cela n'a pu être fait sans de très-grands » frais, et cependant vous-même vous con» venez du mauvais état de vos finances; » votre change, déjà si bas, a encore baissé; » les opérations de votre commerce en ont » souffert. Votre empereur ne veut pas la » guerre, votre ministère ne la veut pas; les » hommes distingués de votre monarchie ne » la veulent pas; et cependant le mouvement » que vous avez inspiré est tel que la guerre » aura lieu malgré vous et malgré moi. » Vous avez laissé croire que je vous deman» dais des provinces, et votre peuple, par » l'effet d'un mouvement national et généreux » que je suis loin de blâmer, s'est indigné, il » a couru aux armes (1). »

Tout ce discours s'appliquait parfaitement aux Hongrois, quoique Napoléon ne les ait pas spécialement désignés : la noblesse, grande ou petite, fut indignée de l'entrevue de Bayonne, et de ce renversement des Bourbons par un révolutionnaire. La ferveur royaliste, très-compromise depuis plusieurs années, se réveilla subitement au printemps

(1) Thiers, *Le Consulat et l'Empire,* IX, 254, et *Correspondance de Napoléon,* XVII, 510-514.

de 1808. On crut que la couronne de Saint-Etienne suivrait la couronne de Ferdinand-le-Catholique. Un bruit répandu, sans doute à dessein, par la cour, attribua cette ambition nouvelle à Lucien Bonaparte, le seul prince de la famille qu'il restât à pourvoir (1) : il apprenait, disait-on, la langue magyare depuis plusieurs années, pour se naturaliser d'avance. On prêtait, moins absurdement, à Napoléon, des paroles de colère contre la noblesse hongroise, ce qui faisait dire au comte Dessewffy : « Il sait, ce grand tiran, que les » Hongrais sont de petits tirans qui ne veu- » lent pas être tirannisés (2). »

La presse, n'étant plus dangereuse, fut laissée beaucoup plus libre. La censure leva la consigne qui empêchait de publier tout renseignement venu du dehors, et le journal de Kulcsar, les *nouvelles du pays et de l'étranger*, proposaient le peuple espagnol comme un modèle à imiter.

Enfin, la Diète elle-même, cette assemblée qu'on venait de clore presque de vive force, était devenue au bout de six mois une res-

(1) *Dessewffy levelezése*, I, 85.
(2) Ces deux lignes sont écrites en français au milieu d'une lettre écrite en magyar : nous en respectons l'orthographe.

source assurée pour le Gouvernement : aussi fut-elle de nouveau convoquée pour le 28 août. Le but que l'on se proposait n'était un mystère pour personne, mais on ne pouvait annoncer officiellement des préparatifs de guerre contre l'adversaire invaincu qui faisait trembler, à Erfurt, les princes d'Allemagne, et semblait devenu le meilleur ami du Czar. Il fallait un prétexte pacifique, un couronnement par exemple, la cérémonie la mieux faite pour éblouir l'imagination des Hongrois. Mais quel prince couronnerait-on? Il était naturel de songer à Ferdinand, à l'archiduc-héritier, mais ce jeune prince était malade : on imagina de couronner la nouvelle impératrice Marie-Louise, troisième épouse de François II.

Il y avait pourtant des précautions à prendre : les discours de Nagy avaient produit dans le pays une profonde impression. Il fallait éloigner cette puissante parole : le prince Eszterhazy s'en chargea. Premier magistrat du comitat de Soprony qui avait élu Nagy l'année précédente, il usa de son immense crédit sur les électeurs, et leur demanda d'écarter leur glorieux représentant comme personne désagréable, *ingrata personna*. Nagy n'accep-

tà point une lutte inégale, où le triomphe même l'aurait mis dans une fausse situation : il ne se présenta plus comme candidat jusqu'en 1815. Les autres chefs de l'opposition furent, ou écartés comme Nagy, ou séduits par des titres et des emplois, ou entraînés par l'élan général.

L'office du personal se trouva donc bien plus facile que l'année précédente : le seul point délicat était de ne point trop éveiller l'enthousiasme prêt à jaillir, et des précautions durent être prises, non contre la froideur de l'Assemblée, mais contre ses passions. Etienne Aczel, choisi par le roi, fut d'une extrême prudence et d'une exquise galanterie (1). On aurait pu croire que les magnats et les députés du royaume n'avaient été convoqués que pour faire honneur à une princesse « ornée » de tous les dons de la nature et de tous ceux » de l'éducation » Jamais l'union n'aurait été si parfaite entre les Hongrois et leur reine (si ce n'est au temps de Marie-Thérèse). Cette adroite parenthèse introduisait la question politique : non-seulement la reine, mais le roi étaient rivés au cœur de la nation par une chaîne de diamants. La constitution eut aussi

(1) *Országgyűlés naplója* (Journal de la Diète de 1808), p. 3-7.

sa part d'éloges, avec la liberté qui produit l'émulation des sacrifices. On avait vu bien des fois, on pouvait voir encore, entre le roi et ses sujets une émulation de vaillance.

Ce chef-d'œuvre de l'éloquence aulique eut un grand succès : la note ne fut pas forcée dans les trois autres discours d'ouverture, et les premiers jours de septembre furent consacrés aux fêtes du couronnement (1). Le roi parut ensuite, et s'exprima clairement, non sans quelque vigueur : « Il m'est bien agréable de » voir réunis autour de mon trône les Sei- » gneurs et les Etats ; je vois en eux un fer- » me et inaltérable rempart. La joie qui écla- » te sur tous les visages confirmera notre es- » pérance. Les yeux de tous les peuples et de » toute l'Europe sont fixés sur vous : c'est » sur votre constitution que vous faites repo- » ser toute votre gloire et toute votre félicité. » Je ne me glorifie pas moins d'être votre » roi. Continuez à être de vrais Hongrois : » puissiez-vous jouir longtemps de ce nom » illustre et des vertus de vos pères (2). »

L'archiduc Palatin et l'archiduc Ambroise primat du royaume, en leur double qualité de

(1) Journal de la Diète de 1808, p. 8-20.
(2) Ibid., p. 36-37.

frères du roi et de grands dignitaires, répondirent au discours royal sur un ton encore plus énergique : « Montrons à l'Europe que la » seule nation qui ait de nos jours conservé » sa liberté légale a aussi conservé la valeur » de ses ancêtres ; montrons ce que vaut le » magyar intimement uni à son prince. Je n'en » disconviens point, ce ne sont pas de petits » sacrifices que réclament le salut public, le » bonheur de la patrie, la défense du royau» me ; il faut un grand courage et une grande » tension de forces. »

Le Primat répondit à Napoléon qui se faisait comparer à Mathias Corvin dans le *Journal de Mayence* par un rapprochement moins flatteur : « Il faut nous rappeler cette époque » à jamais douloureuse du roi Louis II, alors » que les Hongrois, ne faisant nulle attention » à la marche de Soliman, au lieu d'agir en » héros avec rapidité et courage, perdaient » leur temps en vaines disputes, et succom» baient pendant leurs discours (1). »

En toute autre occasion il eût été bien imprudent de tenir un pareil langage devant une assemblée délibérante à laquelle on demandait beaucoup. Mais cette opinion était bien

(1) Journal de la Diète, p. 40-43.

celle de la majorité, qui ne songeait qu'aux armements, et qui applaudissait à ces paroles d'Aczel devenu moins circonspect : « Toutes » les fois que nous couronnons un nouveau » roi, nous lui faisons jurer qu'il reconquerra » les provinces séparées de la couronne de » Saint-Etienne. Comment donc pourrait-on » affirmer que le système politique de la Hon» grie est uniquement défensif? On ne peut » pas dire non plus que toute agression soit » injuste (1) ». Ainsi l'habile personal qui avait commencé par des compliments galants, finissait par une déclaration de guerre.

Etudions d'abord la marche de la discussion pendant la courte durée de cette Diète (2) ; nous en verrons ensuite les résultats.

La question militaire s'imposait à tous les esprits, et il n'y eut aucune divergence quant à la nécessité des préparatifs. Pourtant les lois fondamentales n'étaient point oubliées, et le Palatin n'obtint pas, comme il pouvait s'y attendre, sans aucune résistance, un vote de confiance illimitée. Le roi avait-il le droit de lever l'insurrection sans convoquer la Diète ?

(1) Journal de la Diète, p. 93.
(2) V. le Journal de la Diète de 1808, surtout les séances 8–14.

Plusieurs députés déclarèrent que cette troupe toute nationale ne pouvait être levée que dans le cas légal de défense, et que l'Assemblée seule en était juge. Cependant il fut accordé qu'en cas d'urgence imprévue le Palatin, le Primat et le ban de Croatie auraient le droit de réunir la noblesse armée, à cette condition toutefois de convoquer au plus tôt la Diète à l'endroit que les circonstances permettraient de choisir. Cette désignation vague fait voir que les Hongrois s'attendaient à être brusquement envahis, et que devant cette menace ils ne croyaient point pouvoir fixer un lieu de réunion pour les Etats.

Ce que l'on a peine à croire, et ce qui prouve une fois de plus la persévérance autrichienne, c'est qu'à la veille d'une lutte aussi solennelle, la cour se montra mal disposée pour les exercices militaires de la noblesse. Les objections étaient pitoyables : on apprend déjà un peu dans les écoles... peu de soldats très-exercés valent mieux que beaucoup de soldats mal exercés, etc. On oubliait qu'il y avait pire encore : peu de soldats nullement exercés. Nous verrons que le gouvernement paya cruellement cette obstination par le désastre de Raab.

Sur presque tous les points la discussion fut tranquille et brève, comme entre gens tacitement d'accord. Si les exercices de la noblesse armée faisaient redouter au pouvoir une tumultueuse indépendance, tout le monde convenait qu'une école militaire destinée à former des officiers devenait chaque jour plus nécessaire. La reine contribua pour une somme de cinquante mille florins à cette fondation, et le Primat proposa de donner à cette école le nom de *Ludoviceum*. La jeune reine accepta avec effusion cette galanterie d'un nouveau genre. Chaque nouvelle épouse servait la cause de François II (1) en ravivant les souvenirs de Marie-Thérèse et du légendaire dévouement.

Dès la trente-cinquième séance, en y comprenant celles de pur cérémonial, les questions à l'ordre du jour étaient épuisées. Les réformes commerciales furent demandées, mais avec peu d'insistance, et le roi promit de s'en occuper plus tard. Puis il remercia chaleureusement l'assemblée : « Hongrois chers à mon » cœur, vous avez fait ce qui était digne de » vos ancêtres et de votre caractère. L'Europe » verra notre accord, notre résolution de ver-

(1) Il s'est marié quatre fois.

» ser pour notre antique constitution jusqu'à » la dernière goutte de notre sang. Nous » étions unis, nous sommes unis, nous reste- » rons unis jusqu'à ce que la mort nous sé- » pare. »

Rarement un remerciement royal a été plus complètement justifié par le dévouement d'un peuple. Les Hongrois accordaient plus en 1808 par pur enthousiasme, que les menaces, les prières et les intrigues n'avaient pu obtenir en 1807. Rien ne prouve mieux que, par sa guerre d'Espagne, Napoléon venait de se frapper au cœur.

Vingt mille conscrits sont ajoutés aux douze mille votés précédemment : donc trente-deux mille hommes de troupes régulières sont levés en quelques mois dans le seul royaume de Hongrie. Quant à l'insurrection, chaque famille noble doit être représentée par un de ses membres combattant soit à pied soit à cheval. Si la famille possède trois mille florins de revenu, le service doit être fait par un cavalier, si le revenu est inférieur à trois mille florins, le jeune noble peut combattre à pied, mais il est toujours libre de servir à cheval, et dans ce cas il ne devra s'entretenir à ses propres frais que s'il possède deux mille flo-

rins de revenu; autrement il sera payé sur une caisse spéciale, dite caisse de l'insurrection.

Les biens d'Église, évêchés, abbayes, doivent se faire représenter dans des conditions analogues. Les villes fourniront leur contingent s'il devient nécessaire. Les districts privilégiés des Jazyges, des Cumans et des Heiduques, donnent autant de cavaliers que le revenu des biens du district comprend de fois trois mille florins. Et si tout cela ne suffit pas encore, on promet au roi une levée en masse.

Chacun devant payer de sa personne, il est interdit de se choisir un remplaçant à moins d'être empêché par la maladie, par une fonction importante ou par l'habit ecclésiastique. La levée étant une manifestation nationale, ce sont les autorités magyares qui auront à s'en occuper : le Palatin fera connaître aux Comitats le nombre d'hommes nécessaire, et chaque Comitat fera en quelque sorte l'assiette de cet impôt du sang. Il est bien entendu toutefois que l'insurrection est consacrée à la défense du sol natal, et qu'elle ne sera forcée de combattre hors du territoire hongrois, que pour repousser l'ennemi des provinces héréditaires envahies.

Pendant l'hiver de 1808 à 1809, l'empereur François resserra son alliance secrète avec l'Angleterre, et les Hongrois, comme les autres peuples autrichiens, s'habituèrent à la cruelle idée d'une guerre imminente (1). Personne ne fut étonné lorsque le 19 février, le gouvernement annonça que le maintien de la paix était impossible, et fit appel à toutes les forces du royaume, aux villes comme à la noblesse : les trois cent mille hommes déjà sous les armes ne suffisaient pas pour écraser le grand brigand de l'Europe. On comptait pourtant sur la bienveillance de la Russie : le double jeu d'Alexandre lui réussissait à merveille. Si Napoléon parlait à chaque instant de l'amitié du czar, le cabinet de Vienne comptait sur lui après une mission secrète de Pozzo di Borgo. La noblesse hongroise y croyait pareillement d'après les dispositions que montraient les troupes russes de la frontière. Cette espérance est souvent exprimée dans les lettres du comte Dessewffy (2) : « Je crois, dit-il, le 16 mars, que notre cour a pour

(1) Sur les espérances de l'Autriche au début de la guerre, voir Thiers, t. X, p. 54-61, et sur l'utilité que pouvait avoir l'insurrection, Thiers, t. X, p. 85.

(2) *Dessewffy levelezése*, I, 67, 89.

amis les Anglais, les Turcs et les Russes, et sera secourue par eux. » Au plus fort de la guerre il écrira encore : « Notre cour se ré-
» jouit des troubles de Pologne, car elle es-
» père qu'ils ne feront que hâter les secours
» de la Russie. »

Le Palatin et le Primat jugèrent nécessaire d'exciter encore l'ardeur belliqueuse des Hongrois. Ils parcoururent le pays, haranguèrent les assemblées des comitats. Au comitat de Pesth, le plus influent sur l'opinion publique, l'archiduc Joseph tint un discours où l'on remarque ces paroles : « Il n'est plus ques-
» tion de savoir si nous faisons la guerre ou si
» nous voulons conserver la paix ; il s'agit de
» savoir si nous garderons notre constitution
» et nos lois, ou si nous aurons à déplorer la
» perte du nom Magyar lui-même. » On demanda des chevaux, des fourrages, du blé. Le roi dissimulait d'autant moins l'illégalité de ces réquisitions qu'il les savait pardonnées d'avance : « Je sais bien, disait-il, que pour
» tout cela il faudrait une Diète, mais le pé-
» ril ne permet pas d'hésiter. Vos pères, dans
» les deux guerres de Sept-Ans, ont large-
» ment fourni sans votation tout ce qui était
» nécessaire. Tenez pour assuré que cette

» illégalité ne laissera pas de traces dans le » gouvernement de l'avenir. »

Ce langage de l'archiduc et de l'empereur n'a rien de surprenant : tous deux étaient dans leur rôle. Mais quel indice d'exaltation générale quand nous voyons un des héros de la conspiration jacobine, le traducteur de la *Marseillaise*, sortir d'un long silence pour prêcher la guerre sainte contre les Français! Verseghy compose une sorte de cantate ou de scène lyrique intitulée la *Fidélité magyare*, qui est jouée sur les théâtres de Bude et de Pesth. Le lieu de la scène est bien choisi : c'est la plaine de Rakos, le rendez-vous des aïeux. La liste des personnages offre un mélange bizarre de réalité, de romanesque et de pédantisme mythologique : les dieux Mars et Apollon, deux êtres allégoriques, le Génie national et la Fidélité, un guerrier, une jeune fille, trois chœurs : celui des guerriers, celui des élèves de l'Ecole militaire, celui du peuple assemblé.

Les Guerriers.

«... Nous te saluons, François, père, bouclier, tuteur de la patrie. Nous te saluons, Louise, mère, ange de la patrie; il n'est point

de Magyar qui ne sacrifie sa vie et toutes choses pour ton époux...

« O ciel, de quelle lueur l'esprit magnanime de ma nation vient éclairer la triste obscurité de l'avenir! Voyez, voyez les ailes de cet aigle intrépide : c'est là notre rempart invincible. L'ennemi n'a pas d'assaut si redoutable qui ne vienne se briser contre ce bouclier, l'âme de toute une nation unie... »

Les jeunes Filles.

« Héros, lorsqu'après vos combats vous reviendrez dans la patrie, et que sur votre acier nous verrons resplendir la victoire, nos cœurs seront votre récompense... »

Un Guerrier.

« Il n'est personne parmi nous qui ne veuille s'offrir à la patrie jusqu'à la mort; et si dans notre nation il est un homme qui ne reste pas fidèle jusqu'à la mort à son roi, ce n'est pas un Magyar. »

Serment général.

« Nous jurons sur ce drapeau que dans les combats les plus effrayants, dans les désastres

les plus faits pour abattre le cœur, notre sainte ardeur ne s'éteindra pas tant que pour notre patrie et notre roi adoré n'aura pas succombé notre vie (1). »

Si Napoléon avait connu cette pièce jouée aux applaudissements des Magyars dans les premiers jours de 1809, ce terrible agresseur des nationalités, qui les a comprises mieux que personne alors même qu'il les combattait, n'aurait pu se défendre de pressentiments sinistres. Les peuples en étaient donc arrivés là : les rancunes les plus justes s'évanouissaient ! On ne voulait se souvenir ni des cachots d'Olmutz, ni de l'éloquence étouffée en 1807 ! Les vieux démocrates, qui avaient risqué leur vie pour empêcher la guerre contre la République française, s'unissaient à leurs persécuteurs pour abattre l'Empire français ! Ils ne faisaient plus aucune différence entre la liberté et le patriotisme, entre le patriotisme et le dévouement au roi !

Un auteur plus jeune, Kisfaludy, regardé de nos jours encore comme l'un des plus grands poëtes et l'un des plus grands prosateurs de son pays, publiait une brochure intitulée : *Discours patriotique à la noblesse*

(1) Verseghy, *A Magyar hűség*.

hongroise (1). J'y remarque avant tout cette phrase de Montesquieu : « l'amour de la pa-
» trie est un sentiment, et non une suite de
» connaissances. Le dernier homme de l'Etat
» peut avoir ce sentiment comme le premier. »
La philosophie du dix-huitième siècle était donc retournée contre la France aussi bien que le patriotisme.

Le publiciste hongrois reproche à la France, avec une bonne foi évidente, les maux dont souffre l'Europe, et qui vont peser plus que jamais sur sa patrie : « La guerre actuelle
» menace toutes les nations, toutes les cons-
» titutions et tous les trônes... Qui ne sait que
» depuis quinze ans on n'a pas eu un moment
» de repos, et que le sang d'un million d'hom-
» mes a été répandu ? C'est une chose sage
» et nécessaire que les préparatifs qui viennent
» d'être votés d'accord par le gouvernement
» et la législature.... Il est trop tard pour ti-
» rer l'épée quand on a l'ennemi sur ses épau-
» les. Regardons autour de nous : partout
» excepté dans notre empire le feu de la guer-
» re brûle sur la terre et sur les eaux. »

Il s'attaque à d'autres adversaires encore : aux patriotes tièdes qui hésitent à secourir

(1) *Hazafiúi szózat a magyar nemességhez ;* in-18, 1809.

leur roi. Il cite avec amertume une phrase de Montesquieu sur « ces vertus héroïques que » nous trouvons dans les anciens et dont nous » avons seulement entendu parler. » L'objection tirée de la nécessité de la paix pour le développement de la richesse, le touche fort peu : « Toute nation, et surtout la nôtre, a be- » soin d'être héroïque, pour conserver son sol » où elle puisse faire du commerce et s'enri- » chir. Soyons donc des héros avant d'être des » hommes d'argent. Soyons d'abord des héros » pour éviter de commercer et de nous enri- » chir au profit des autres. »

Une assemblée aurait applaudi cet éloquent éloge des armées nationales : « L'histoire des » nations prouve qu'un peuple n'est fort que si » chacun de ses membres peut à tout moment » devenir un soldat combattant pour son » épouse, pour ses enfants, pour son patri- » moine, en un mot pour ses foyers et ses au- » tels. » Sans être entièrement satisfait, et à juste titre nous le verrons, des nouveaux établissements militaires, il célèbre la fondation du Ludoviceum qui « doit faire bénir le roi, » la reine, pour avoir non seulement créé, » mais soutenu la création récente. »

Si maintenant on craint de trouver dans ces

divers écrits plutôt l'opinion de l'élite savante que l'opinion générale, voici, d'après un témoin oculaire, comment la guerre se préparait dans les lointains comitats, entre gentilshommes campagnards; (la lettre du Comte Dessewffy est datée du 13 mars, un mois avant l'ouverture des hostilités). « Le grand ispan (le pre-
» mier magistrat du comitat) est venu hier et
» a tenu des conférences. Il a transporté l'as-
» semblée d'une vive colère contre Napoléon,
» ce trompeur des rois et des peuples ; il vient
» de recommencer, il se tient au milieu de la
» salle vêtu de son plus beau costume... —
» Andreossy a quitté Vienne. Un courrier avec
» qui je viens de causer rapporte que le peuple
» ne l'acclame plus (Napoléon) lorsqu'il paraît
» à son balcon, et que beaucoup de personnes
» portent des vêtements de deuil... Le cour-
» rier aurait continué son récit, mais j'ai dû
» entrer en séance pour avoir une bonne
» place. » — Dessewffy raconte ensuite une discussion assez vive au sujet des demandes d'hommes et d'argent. Un membre de la réunion n'a pu s'empêcher de crier : Ce Napoléon est vraiment un homme extraordinaire ! (*rendkivül való ember*).

« Demain une commission s'occupera de

» former le régiment de cavalerie. Jean Ber-
» nath s'est levé pour déclarer que les insur-
» gés de 1805 n'attendaient qu'un ordre pour
» se lever de nouveau, et ne comprenaient
» pas qu'ils n'eussent pas encore reçu cet
» ordre. Albert Sztarray a dit qu'il lèvera
» cinquante hommes à ses frais : vivat ! vivat !
» Lonyay fait la même proposition : vivat !
» vivat ! Le grand ispan donne six mille flo-
» rins : vivat ! vivat ! » Le soir venu, nombreux toasts « *inter pocula* ».

Le lendemain de fête n'amène aucune froideur. Chose étrange ! pendant tout un mois l'émulation persiste. Des centaines de chevaux sont livrés à bas prix, quelquefois donnés. Les ressources commencent à s'épuiser ; n'importe, les florins arrivent encore (1).

Partout même enthousiasme (2). Les fils uniques ne profitent pas de la loi qui les dispense du service ; plusieurs enfants de la même famille s'arment au lieu d'un seul. Des présents immenses en nature, surtout du blé

(1) *Dessewffy levelezése*, I, 65-67.
(2) Ibid., 73. — De tout ce qui précède il me semble résulter avec évidence que M. Thiers (X, 372, 374, 381) s'est mépris sur les dispositions des Hongrois au début de cette guerre, comme M. Villemain sur leurs dispositions au moment de la paix de Vienne.

et des chevaux, sont envoyés par les nobles et par le peuple. Le prince Eszterhazy arme deux cents chevaux, l'archevêque de Kalocsa cent vingt; le primat lève tout un régiment de hussards.

Dévouement sans espérance, voilà le plus admirable. Chez tous ceux qui écrivent et qui parlent il n'y a qu'une manière d'envisager l'avenir, aussi désolante que possible. Au théâtre, lieu d'illusion s'il en est au monde, Verseghy ne parle que de dévouement dans la défaite, d'ardeur jusqu'à la mort. Dessewffy écrit tristement: « Nous arrivons à de mauvais jours. » Enfin à quels héros, s'adresse Kisfaludy pour leur demander de la force et des exemples...? Aux vaincus les plus célèbres: « O Zrinyi, Léonidas, Régulus, grands cœurs, grandes âmes patriotiques, gloire éternelle à vous! »

CHAPITRE X (1).

ESSLING ET RAAB : LES HONGROIS FIDÈLES A L'AUTRICHE ABATTUE.

La cinquième coalition « commence la réac-
» tion de l'Europe contre l'empire, et signale
» l'alliance des dynasties, des peuples, du sa-
» cerdoce et du commerce » (2). On ne peut mieux définir le caractère nouveau de cette guerre, ni mieux résumer le manifeste autrichien qui fut rédigé par Gentz : le grand pamphlétaire de la contre-révolution signale à la vengeance de l'Europe, sur le ton aigre et violent qui lui appartient, la misère engendrée par le blocus, la spoliation des Etats de l'Eglise, les attentats de Napoléon contre le roi et le peuple d'Espagne. Gentz pensait beaucoup à la Hongrie: il la considérait, nous l'avons dit, comme la partie vitale de la monarchie. Sans apprécier bien haut la constitution hongroise, il était personnellement lié avec les familles de la haute noblesse, les Eszterhazy, les Zi-

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 282-311.
(2) Mignet, *Histoire de la Révolution française*, II, 317.

chy (1). Son manifeste s'adressait merveilleusement aux passions des Magyars.

Nous n'avons pas à raconter comment l'offensive, hardiment prise en Bavière par l'Archiduc Charles, fut déjouée par une manœuvre admirable de Napoléon, comment en quelques jours la gauche fut écrasée à Abensberg, le centre à Eckmühl, l'arrière-garde à Ratisbonne (2). Remarquons seulement que ces désastres coûtèrent à l'Autriche une grande partie de sa cavalerie, et qu'il fallut s'adresser pour combler les vides, au peuple cavalier des Magyars. Presque aussitôt deux nouveaux régiments furent créés. Dès le 10 avril, le Palatin fait un premier appel à l'insurrection nationale, et s'occupe sérieusement, mais trop tard, de l'organiser ; Une commission de huit membres s'occupera de la caisse spéciale et des paiements, le général Etienne Vegh des provisions, le docteur Eckstein du service des hôpitaux. Bientôt une nouvelle proclamation conclut à la victoire ou à la mort. Le premier mai, Vienne étant menacée, l'Impératrice-Reine Marie-Louise et l'archiduc héritier Fer-

(1) Gentz, I, 119, 349 ; II, 336, 367 ; IV, 248 ; V, 273.

(2) Pour tous ces événements militaires, voir le t. X du *Consulat et l'Empire*, et le 4e vol. de M. Lanfrey.

dinand viennent chercher un asile au château de Bude : grand encouragement pour les Hongrois, dont le royalisme est sans bornes au jour du malheur. Aussi chaque comitat presse-t-il ses préparatifs, et l'archiduc Joseph est-il bientôt informé qu'il peut convoquer la noblesse à un rendez-vous général : le 9 mai dans un conseil de guerre, il désigne comme lieu de réunion la ville forte de Raab (en hongrois Gyœr), située sur la rivière du même nom, à peu de distance du Danube. C'est un pays coupé de bois et de marécages, où la résistance pouvait sembler facile : de grands évènements allaient s'y accomplir.

Cependant les nouvelles désastreuses se succèdent : le 13 mai les Français pénètrent dans Vienne bombardée. C'est un bien autre péril qu'en 1805 : on ne peut compter ni sur la Russie ni sur la Prusse, tout au plus sur le lointain appui de l'Angleterre qui promet une descente dans les Pays-Bas. La grande armée de l'archiduc Charles va risquer le tout pour le tout dans les plaines du Marchfeld, près des villages d'Essling et de Wagram. L'armée d'Italie, après sa victoire de Sacile, se voit forcée de reculer devant le vice-roi Eugène qui la poursuit jusqu'aux frontières de Hon-

grie. Marmont, parti de la Dalmatie alors française, passe sur le corps de Giulay pour rejoindre Eugène puis l'Empereur. Les insurgés du Tyrol sont isolés, condamnés à périr. Napoléon disperse, concentre ses troupes comme en se jouant. Les défenseurs de l'Autriche découragés, sont séparément battus et dans l'impossibilité de se rejoindre.

François II était donc à la merci des Hongrois : fidèles à sa cause, quelle que fût à son égard la persévérance de l'infortune, ils lui assuraient un refuge : la Hongrie était impossible à occuper toute entière, à moins d'affronter une seconde Espagne, une Vendée gigantesque. Si au contraire un mouvement subit les jetait dans les bras de Napoléon, la monarchie autrichienne n'existait plus. Aussi la nation magyare fut-elle le même jour, presque à la même heure, invoquée, sollicitée, presque courtisée par les deux adversaires. Voici d'abord la proclamation du Palatin :

« Magyars, je vous ai dit ce qu'il fallait » faire pour rester une nation libre et heu» reuse. Je vous ai dit que le roi éprouvait » une ferme confiance dans votre fidélité, et » votre héroïsme.

« Cette confiance, nous en voyons une

» preuve éclatante. La reine et la famille
» royale sont au milieu de nous. Notre roi
» chéri confie à notre protection ce qui lui est
» plus cher que la vie.

« Reconnaissants de cette confiance, prou-
» vons nos sentiments par nos actes. Nous
» autres Magyars, nous faisons d'autant plus
» qu'on se livre à nous davantage.

« Nos héros se réunissent pour défendre le
» trône et la patrie. Ceux que leur emploi ou
» quelque autre exception légale dispense de
» ce devoir contribueront à la défense en don-
» nant des vivres, un cheval, des munitions,
» des vêtements. On peut ainsi, hors du champ
» de bataille, prendre part à la victoire. »

Tout cela était bien trouvé, ingénieux, et arrivait droit à son adresse. Mais la proclamation de Napoléon est un chef-d'œuvre, et nous devons la reproduire d'un bout à l'autre, quoiqu'elle ait été publiée dans plusieurs recueils (1).

« Au quartier général à Schœnbrunn, le 15 mai 1809.

« Hongrois !

« L'Empereur d'Autriche, infidèle à ses trai-

(1) De Gérando, *L'Esprit public en Hongrie*, 132-133. — *Correspondance de Napoléon*, XIX, 13.

» tés, méconnaissant la générosité dont j'avais
» usé envers lui, après trois guerres consécu-
» tives, et notamment après celle de 1805, a
» attaqué mes armées. J'ai repoussé cette in-
» juste agression; le Dieu qui donne la vic-
» toire, et qui punit l'ingrat et le parjure, a été
» favorable à mes armes ; Je suis entré dans
» la capitale de l'Autriche, et je me trouve sur
» vos frontières. C'est l'empereur d'Autriche,
» et non le roi de Hongrie, qui m'a déclaré la
» guerre. Par vos constitutions il n'aurait pu
» le faire sans votre consentement. Votre sys-
» tème constamment défensif et les mesures
» prises par votre dernière Diète ont assez fait
» connaître que votre vœu était pour le main-
» tien de la paix.

« Hongrois ! le moment est venu de recou-
» vrer votre indépendance. Je vous offre la
» paix, l'intégrité de votre territoire, de votre
» liberté et de vos constitutions, soit telles
» qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-
» mêmes, si vous jugez que l'intérêt des temps
» et les intérêts de vos concitoyens l'exigent.
» Je ne veux rien de vous, je ne désire que
» vous voir nation libre et indépendante.
» Votre union avec l'Autriche a fait votre
» malheur; votre sang a coulé pour elle dans

» des régions éloignées, et vos intérêts les » plus chers ont été constamment sacrifiés à » ceux de ses états héréditaires. Vous formiez » la plus belle partie de son empire, et vous » n'étiez qu'une province toujours asservie à » des passions qui vous étaient étrangères. » Vous avez des mœurs nationales, une lan- » gue nationale; vous vous vantez d'une illus- » tre et ancienne origine: Reprenez donc » votre existence comme nation! Ayez un roi » de votre choix, qui ne règne que pour vous, » qui réside au milieu de vous, qui ne soit en- » vironné que de vos citoyens et de vos sol- » dats! Hongrois, voilà ce que vous demande » l'Europe entière, qui vous regarde; voilà ce » que je vous demande avec elle. Une paix » éternelle, des relations de commerce, une » indépendance assurée, tel est le prix qui » vous attend si vous voulez être dignes de » vos ancêtres et de vous-mêmes.

« Vous ne repousserez pas ces offres libé- » rales et généreuses, et vous ne voudrez pas » prodiguer votre sang pour des princes fai- » bles, toujours asservis à des ministres cor- » rompus et vendus à l'Angleterre, à cet » ennemi du continent qui a fondé ses prospé- » rités sur le monopole et sur nos divisions.

« Réunissez-vous en Diète nationale, dans
» les champs de Rakos, à la manière de vos
» aïeux, et faites-moi connaître vos résolu-
» tions. « Napoléon. »

Jamais on n'a mieux dit à une nation ce qui pouvait la convaincre et l'entraîner. Les parties brillantes et poétiques de cet écrit pourraient être un fruit naturel de l'imagination de l'auteur. Napoléon avait parlé aux populations de l'Egypte un langage fait pour elles et qui les avait captivées : il pouvait aussi bien enlever les applaudissements des Magyars. Mais ce qui confond, ce qui paraît inexplicable, c'est la connaissance de ce peuple, de son histoire, de son esprit juridique, de sa constitution, de ses rancunes. Il n'y a pas un mot qui ne réponde à quelque passion, qui ne fasse vibrer une corde sensible. Ajoutons que ce prodigieux document a immédiatement paru en langue magyare, et que les exemplaires répandus en Hongrie étaient écrits dans cette langue.

Il y a là toute une histoire absolument inconnue en France, au moins peu connue en Allemagne : les seuls érudits hongrois l'ont éclaircie.

Le poëte Bacsányi était, on s'en souvient, un des condamnés de la conspiration jacobine, et dans la prison de Kufstein il s'était lié avec le citoyen Maret, ambassadeur de la République arrêté par les Autrichiens. Depuis 14 ans, les deux amis de prison avaient suivi des voies bien différentes : Bacsányi végétait dans une médiocrité voisine de la misère ; Maret duc de Bassano et Secrétaire d'Etat, suivait l'empereur dans cette campagne. Dès l'arrivée des Français à Vienne, le duc de Bassano se souvint du pauvre poëte, qui lui avait sans doute parlé de sa langue maternelle et de ses espérances patriotiques. Il le fit chercher et trouva en lui un excellent traducteur. Je crois avec M. Horváth que là ne s'est pas borné le rôle de Bacsányi, qu'il a pris part à la composition de cette pièce, qu'il a ajouté quelques expressions, quelques traits tellement fidèles à l'esprit national qu'un étranger, si grand homme qu'il fût, ne les aurait jamais inventés : « Le système défensif » « les constitutions soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes » la « langue nationale » « l'illustre et ancienne origine » les « champs de Rakos » autant de passions, et si j'ose dire autant de manies hongroises dont la manifestation

révèle la main d'un vieux patriote. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, il est certain que Bacsányi a traduit la proclamation, que le gouvernement autrichien en étant instruit, le poëte dut se réfugier en France, et que, de retour dans sa patrie, il fut persécuté pendant de longues années par le rancunier gouvernement.

Napoléon comptait grandement sur sa proclamation ; il recommandait à ses généraux d'en prendre avec eux et d'en distribuer de nombreux exemplaires : ainsi firent Eugène, Davoust, plus tard M. de Narbonne (1). Mais en même temps, ce qui était contradictoire, il donnait au vice-roi son beau-fils l'ordre de franchir la frontière hongroise. Les Magyars n'écoutèrent pas la proclamation, qui d'ailleurs ne fut connue que dans un cercle restreint, Ils ne virent que leur territoire violé, levèrent l'arrière-ban de leur noblesse, et firent une première réponse à Napoléon sur le terrible champ de bataille d'Essling.

Dans cette lutte de deux jours, qui est comptée par les Autrichiens comme une victoire puisque Napoléon recula, par nos historiens comme une victoire rendue seulement incom-

(1) *Correspondance de Napoléon*, XIX, 23, 148, 183.

plète par la rupture des ponts du Danube, le rôle des Magyars fut aussi grand que dans les batailles de la seconde coalition. Napoléon dans son bulletin n'a remarqué que l'épisode du cimetière où sept cents hongrois furent, dit-il, passés au fil de l'épée. M. Thiers, dans son magnifique et scrupuleux récit, considère naturellement l'armée autrichienne dans son unité militaire, et n'entre pas dans le détail des nationalités. Mais l'Archiduc a rendu pleine justice à ses soldats magyars, et l'historien national, M. Horvath, n'a eu garde de les oublier.

Le premier jour (21 mai), les fantassins de Giulay et les hussards eurent les honneurs de l'attaque, et repoussés d'abord revinrent victorieusement à la charge. Entre Aspern et Essling c'est la cavalerie française qui entoure les fantassins hongrois ; ailleurs encore les hussards de Stipsics s'emparent d'Enzersdorf. Le lendemain c'est le bataillon de Zach conduit par l'archiduc lui-même qui frappe les derniers coups. Les Hongrois avaient donc commencé et terminé la sanglante bataille.

Déjà l'insurrection levée dans les domaines du Primat et dans le comité de Nyitra très-

rapproché de la frontière venaient de se montrer au milieu des troupes régulières de l'Autriche. Le mouvement, loin de se ralentir, fut encore accéléré par la grande nouvelle; en quelques jours huit mille cavaliers nobles des comitats du Danube se trouvèrent au rendez-vous de Gyœr. L'Empereur s'aperçut qu'il s'était trompé sur les dispositions des Hongrois en disant dans son neuvième bulletin, qui précéda immédiatement celui de la bataille d'Essling : « il n'y a encore aucune levée en Hon-
» grie. Sans armes, sans selles, sans argent,
» et fort peu attachée à la maison d'Autriche,
» cette nation paraît avoir refusé toute espèce
» de secours. »

Il ne parla plus que de « corriger messieurs les insurgés. »

L'armistice de six semaines qui sépare Essling de Wagram ne concernait que les deux grandes armées de Napoléon et de l'archiduc Charles; les armées secondaires pouvaient continuer leurs opérations. L'Empereur ordonna au vice-roi Eugène de marcher sur Raab (Gyœr) : « cette ville est une excellente
» position au centre de la Hongrie. Elle est
» comme le réduit du grand camp retranché
» où l'ennemi espère réunir et exercer toute

» l'insurrection hongroise, et où il fait d'im-
» menses travaux » (1).

Dans quel état se trouvait cette milice qui venait, par détachements successifs, renforcer l'armée en retraite de l'archiduc Jean et se mesurer avec notre armée d'Italie?

Nous pouvons le pressentir d'après les lettres de Dessewffy, qui nous a montré l'ardeur, mais aussi l'épuisement de son comitat. Lorsqu'il arrive à raconter les derniers préparatifs c'est bien autre chose : plus de chevaux (en Hongrie !) ; les pistolets, les épées, on s'en procure avec peine, il faut aller de porte en porte si l'on veut en emprunter, chose singulière dans ce belliqueux pays, mais qui s'explique par l'horreur persistante de l'Autriche pour tout exercice militaire des Hongrois ; peu de vêtements appropriés à la tenue de campagne. L'argent est encore ce que l'on trouve le moins. Les vivres seuls abondent, ce qui est un attrait de plus pour l'ennemi.

Les princes de la famille impériale ne négligeaient aucun moyen pour réparer l'énorme faute de leur politique, cette défiance qui maintenant paralysait les efforts des Hongrois en faveur de leur souverain. L'archiduc Maxi-

(1) XIX, 35, 200.

milieu commandait un corps d'observation en Transylvanie, pays soustrait d'ailleurs à tout danger immédiat. Le 10 juin, le comte Kollowrath lui offrit, à Kolosvar (Klausembourg), un banquet de 300 couverts. Le prince porta un toast qui commença par une phrase magyare et continua en mauvais latin. Toute cette noblesse fut enchantée d'avoir entendu six mots de la langue nationale sortir d'une bouche archi-ducale : Quelle mobilité d'impressions, et en même temps quelle ténacité patriotique ! (1)

Kisfaludy, dans la brochure dont il est parlé plus haut (2), avait donné à ses concitoyens et à son roi des conseils qui étaient à la fois d'un poëte et d'un homme de guerre. Pénétré de la grandeur de son pays et de sa glorieuse histoire, il voyait dans l'insurrection la vraie armée nationale. Il rappelait les guerres contre les Turcs, le soulèvement gigantesque de 1741, les efforts plus récents contre la France. Il considérait les victoires des Français comme dues pour une grande part à leur fougue, à leur extrême mobilité ; ce n'est pas, disait-il (en termes plus réservés, mais je tra-

(1) *Dessewffy levelezése*, I, 86, 91.
(2) *Hazafiúi szózat* etc.

duis sa pensée), ce n'est pas la lente tactique autrichienne qui pourra lutter contre eux ; retrempons-nous dans la vieille fureur hongroise, attaquons sans hésiter et en masse. Il n'est pas besoin pour cela de soldats lentement façonnés à la discipline, mais de citoyens exercés pendant quelques semaines au maniement des armes. Ainsi l'officier poëte retournait contre la France le victorieux système de Carnot.

Mais nous avons vu combien, même en 1809, les chefs distingués de l'armée et de la politique autrichiennes, Charles, Stadion, l'Empereur se défiaient des moyens révolutionnaires. Ils voulaient à la fois exciter les peuples et enchaîner leur élan. Calcul funeste à leur monarchie ! Les vingt mille hommes qui s'acheminaient vers Raab à la rencontre de l'archiduc Jean ne manquaient pas d'ardeur, nous en avons eu maintes preuves, mais ils n'avaient aucune idée de ce qu'était une bataille, une manœuvre ; à la première occasion sérieuse ils devaient perdre la tête. Ils ne savaient pas même se servir de leurs armes, et ces armes étaient en mauvais état : beaucoup de pistolets n'avaient même pas de chien. L'octogénaire Alvinczy dirigeait cette administration avec une

mollesse qu'expliquent son âge et les fatigues d'une carrière militaire de soixante ans. Il s'attira, dans les derniers jours de sa vie, les imprécations de ses concitoyens: la faute n'en était pas à lui.

Enfin, un autre mauvais résultat du manque d'exercice était l'extrême lenteur de la levée. Eût-on toute l'ardeur possible, il n'en fallait pas moins attendre d'être équipé pour une campagne. Les cercles de la Theiss arrivèrent trop tard.

Les Hongrois occupaient près de Raab une forte position, protégée par les marais, et qui excita, dit la tradition magyare, l'admiration de Lauriston : le général français aurait même avoué plus tard que si cette position avait été conservée, l'armée d'Eugène n'aurait pas osé attaquer. Mais il s'agissait de recevoir les troupes épuisées de l'archiduc Jean: quelques bataillons furent envoyés à leur rencontre. Dans la vallée du Raab ils livrèrent à des détachements français quelques combats peu importants. Le bataillon de Pesth, attaqué sérieusement dans les marais de Karako, résista pendant deux jours, et protégea par cette diversion la retraite de l'archiduc. Il fallut pour triompher de cette troupe héroïque, une

canonnade qui tua ou blessa grièvement sept cents hommes, au témoignage du commandant Gosztanyi. Le 13 juin, Jean venait réunir à l'insurrection inexpérimentée les débris de ses bandes aguerries : la bataille devait se livrer le lendemain. Les Magyars chargent ici cruellement le chef d'Etat-major de l'archiduc, si ce n'est l'archiduc lui-même. Ils déclarent qu'il a causé la perte de la bataille en abandonnant, par incapacité ou par une sorte de jalousie, l'excellente position occupée par les Hongrois depuis plusieurs jours : ne serait-ce point une trahison, se demandent-ils, injustement sans doute. Il est certain que les Français occupèrent une position élevée, d'où leur artillerie, protégée par un bois, pouvait tirer tout à son aise, et que la cavalerie noble de Hongrie, magnifiquement vêtue du costume national, était aussi mal placée que possible, sous le feu des canons français et le long d'un canal qui gênait ses mouvements.

La lutte commença vers une heure de l'après-midi par les décharges de l'artillerie française qui furent d'abord patiemment supportées par la cavalerie hongroise ; mais à la fin, exaspérée de son inaction, elle essaya contre les Français la vieille charge nationale,

la charge de Hunyade, aveugle, furieuse, et qui se change en déroute si elle ne triomphe pas soudainement. Le canal, les marais, les décharges redoublées des canons français, plus que tout cela, l'inexpérience de cette noblesse lui firent prendre la fuite et entraînèrent la défaite de l'armée autrichienne, bientôt achevée par la cavalerie de Montbrun. Cependant quelques bataillons de l'infanterie reformèrent leurs rangs, trop tard pour continuer la bataille, mais à temps pour permettre à l'armée régulière de l'archiduc de se retirer en bon ordre jusque dans Komorn, la ville imprenable.

Il y eut encore avant le choc décisif de Wagram, avant la fin de l'armistice entre les deux grands adversaires, plusieurs petits engagements où se montrèrent les Hongrois. Un détachement commandé par le comte Szapáry fut envoyé de Komorn pour faire une reconnaissance : elle rencontra le général Lamarque et le combattit avec acharnement. Deux simples soldats se signalèrent : Melegh, six fois blessé, voulut pénétrer à travers la troupe ennemie jusqu'au général, l'atteignit en effet, et parvint à s'échapper. Mlinarik combattait malgré douze blessures ; il fallut qu'il perdit

le bras droit pour qu'on pût l'emporter loin du champ de bataille. Le soir même Kisfaludy les vit tous deux à l'ambulance, défigurés, mourants. Comment vous sentez-vous? leur demanda-t-il. — Ce qui nous fait de la peine, répondit l'un d'eux, c'est de ne pouvoir plus rendre la pareille aux Français qui se moquent de nous.

Cependant il devenait impossible de défendre la ville de Raab, autrefois redoutable place forte, mais qui n'était plus en rapport avec le nouveau système de guerre. Le général Péchy convint avec Eugène qu'il livrerait la place si dix jours après la bataille il n'avait pas reçu de secours. Le vice-roi ne crut pas nécessaire de déterminer lui-même une opération aussi peu importante, et s'en alla rejoindre la grande armée, en laissant devant Raab le général Narbonne, homme éminent de l'ancien régime, qui devait bientôt remplir une mission plutôt politique que militaire (1). Le 24 juin, Péchy livra la place suivant les termes de l'armistice, et M. de Narbonne prit le commandement.

Deux jours plus tard, Davoust marchait sur

(1) *Correspondance de Napoléon*, XIX, 190 et suiv. — Villemain, *Souvenirs contemporains*, 117-119.

Presbourg. Il devait attaquer, non pas la seconde capitale de la Hongrie, mais la tête de pont de la rive gauche du Danube qui menaçait d'une aggression autrichienne la rive droite tombée entre les mains des Français. Les instructions du maréchal portaient qu'avant de bombarder, il devait envoyer une sommation « pour épargner les horreurs de » la guerre à l'intéressante ville de Pres» bourg. » Là encore les Hongrois se signalèrent, notamment le régiment de Pasztory, mais sans résultat bien appréciable pour l'issue de la campagne.

Comment juger la conduite militaire des Hongrois pendant les six semaines que nous venons de parcourir ? Les Allemands se montrèrent sévères : ils ne reconnaissaient plus la valeur hongroise; ils se demandaient ce qu'étaient devenues les magnifiques promesses de la Diète de 1808. Ce fut le mot d'ordre à Vienne de tourner en ridicule ces beaux gentilshommes qui, pour ne pas gâter leurs costumes d'or et de velours par des blessures reçues en face, avaient préféré ne montrer que le dos à l'ennemi. Il y avait entre les soldats et entre les officiers des deux nations des discours aigres et même de fré-

quentes provocations, que l'habile impartialité du Palatin ne pouvait toujours conjurer. Le Palatin lui-même, bien que sa conduite ne prêtât plus aux soupçons qui avaient pu l'atteindre en 1805, était assez mal vu : lui et son frère l'archiduc Jean se renvoyèrent la responsabilité des événements dans une discussion violente qui eut lieu devant François II. L'Empereur impatienté ne put s'empêcher de leur dire : « Vous auriez bien dû être d'accord » en face de l'ennemi au lieu d'employer vos » forces dans ces querelles inutiles (1). »

Bientôt parurent des brochures moqueuses contre les Hongrois, brochures qui formèrent l'opinion de l'Allemagne sans contrôle possible, car la presse magyare fut de nouveau baillonnée : Kisfaludy, témoin de cette campagne, ne put jamais faire paraître ses souvenirs de la guerre de 1809. De nos jours encore, les deux historiens les plus autorisés de cette période, ne conservent pas en parlant de l'insurrection et de la bataille de Raab, leur impartialité habituelle : fuite rapide, dit Hæusser, et qui livra l'aile gauche, — fuite peu

(1) *Dessewffy levelezése*, I, 102.

honorable, dit Springer, et pour le général et pour les soldats (1).

L'appréciation des Hongrois est naturellement toute différente. Mais comme le patriotisme de M. Horvath pourrait inspirer quelque défiance, interrogeons l'ennemi, très-bon juge en pareil cas. Les soldats français disaient : « ils sont braves mais non dressés, » ou encore : « voilà des gardes nationaux » braves, mais mal exercés, et qui ne feront » qu'accroître notre gloire (2). » Napoléon en parlait quelquefois avec un grand dédain : « Si les vingt-quatre escadrons qu'on a aper» çus sur la rive gauche étaient de l'insurrec» tion hongroise, ce ne serait pas grand » chose; » — « le prince Eszterhazy avec » quelques mille cavaliers de l'insurrection » hongroise a paru du côté d'Œdenbourg. » Nous espérons que vous tomberez sur les » derrières de cette colonne et que vous écra» serez son arrière-garde, » — « ces recrues » ne savent pas faire usage de leurs fusils. » Mais l'Empereur changeait de ton quelquefois:

(1) Voir Hæusser, III, 466-495. — Du reste, Springer est sévère surtout pour l'archiduc Jean, et il constate (I, 91) l'anarchie qui régnait dans les conseils de l'Autriche.

(2) *Dessewffy levelezése*, I, 90. Ces propos de soldats sont cités en langue française dans une lettre écrite en magyar.

Il regardait la prise de Raab comme un grand succès. Il grondait le vice-roi Eugène d'avoir renvoyé sur parole les officiers prisonniers; et comme son beau-fils lui expliquait qu'il ne les avait point mis en liberté, et qu'il avait exigé leur parole de se rendre à l'endroit par lui désigné, Napoléon se montrait content que l'on n'eût pas imprudemment augmenté le nombre de ses ennemis. — Mais il ne voulait pas non plus les pousser à bout, il continuait à répandre parmi eux son inutile proclamation; il en faisait publier une nouvelle pour promettre son pardon à tous les insurgés qui rejoindraient leurs foyers (1).

Les Français et leur chef voyaient donc dans les Magyars de l'insurrection des adversaires affaiblis par la défiante politique de leur roi, mais de sérieux adversaires. L'Autriche elle-même a ratifié ce jugement : l'appréciation, loyale comme toujours, de l'archiduc Charles et du Palatin, les nombreuses décorations décernées aux combattants hongrois, prouvent que tout le monde à Vienne n'était pas injuste. La Cour s'adresse à eux, dès le 25 juin, pour une nouvelle levée de

(1) *Correspondance de Napoléon*, XIX, 180, 183, 187, 200, 234, 237.

quarante mille hommes, épuisement suprême auquel se refusèrent les comitats à cause de la forme illégale de cet ordre, mais que les familles s'infligèrent volontairement. Ces derniers efforts augmentèrent l'armée de l'archiduc Charles, et surtout après l'honorable défaite de Wagram, formèrent peu à peu une précieuse réserve. L'insurrection des comitats de la Theiss complétait son effectif; on finissait par s'exercer très-bien. Une nouvelle armée était prête, si l'armistice de Znaym aboutissait à d'inacceptables propositions de paix.

Nous sommes donc arrivés au dernier acte de cette singulière lutte politique, à l'intervalle qui sépare la bataille de Wagram de la paix de Vienne. Napoléon ne savait quel parti prendre à l'égard de l'Autriche qui semblait terrassée, mais dont il connaissait bien les racines vivaces. Il songea sérieusement à démembrer cette incorrigible puissance, mais c'était une tentative imprudente si l'on ne prenait pas la précaution de sonder les dispositions des peuples. Ce n'est pas pour rien que Napoléon avait délégué au commandement de Raab un séduisant politique de l'ancien régime, bien plus diplomate que

général, M. de Narbonne eut pour mission de faire désirer, et si possible de faire demander par les Hongrois une complète indépendance nationale. Il travailla dans ce sens pendant plusieurs semaines, avec un tel succès, s'il faut l'en croire, qu'il en fut presque effrayé, car il craignait de ne pouvoir apaiser les passions qu'il avait déchaînées. La paix de Vienne serait donc arrivée juste à temps pour sauver l'existence de l'Empire. Cette opinion du négociateur nous est transmise par M. Villemain dans un fort curieux passage de ses *Souvenirs contemporains* (1).

N'est-ce point une illusion ? Nous nous sommes fait sur cette époque héroïque une légende de victoires généreuses, d'occupations militaires bienfaisantes pour les pays conquis, de propagation des idées françaises par les garnisaires et le bivouac :

Les nations reines par nos conquêtes,
Couvraient de fleurs le front de nos soldats,

Ce qui n'est pas plus vrai, hélas ! de la république que de l'ancien régime ; la mémoire de Custines est exécrée sur les bords du Mein ; et quant aux armées de l'Empire, elles ont

(1) P. 117-119.

produit dans toute l'Europe un même effet, qui a été d'enrager les peuples contre la France, depuis Cadix jusqu'à Moscou. Sans doute il y a un fond de vérité dans la légende jacobine et bonapartiste ; sans doute l'initiative généreuse de la France se faisait sentir par intervalles, et déposait dans le sol le plus rebelle des germes d'inévitable progrès ; mais ce fut l'œuvre des idées, non de la force ; la force s'est fait détester, comme toujours.

La Hongrie n'a pas fait exception. Quelque clémentes que fussent à son égard les instructions du vainqueur, il est facile de voir, par les ordres qu'il dictait à ses lieutenants, que ce pays n'échappait pas entièrement aux lois de la guerre : Envoyez-moi des ancres de Hongrie, environ deux cents (pour les travaux de l'île Lobau). — Le pays où vous êtes est celui des bons chevaux hongrois : demandez-en un million soit par réquisition, soit pour de l'argent (1). Un contemporain hongrois, le comte Dessewffy, nous fait connaître de singuliers détails sur l'occupation française dans les comitats de l'ouest (2).

Des soldats envahissent le château de Bat-

(1) *Correspondance de Napoléon*, XIX, 200, 201.
(2) *Dessewffy levelezése*, I, 92, 93, 102.

thiany près de Körmønd ; ils n'ont garde, chez un magnat hongrois, d'oublier la cave : bientôt grisés par ces vins capiteux, ils défoncent les tonneaux qu'ils n'ont plus la force de boire, répandent à grands flots le tokay seigneurial, authentique (!) et s'en vont après cette exécution sacrilége.

A Zala-Egerszeg, les autorités du comitat délibéraient dans leur grande salle, lorsqu'arrivent des chasseurs français : l'un d'eux saute sur la table, et pour s'amuser menace de son épée le comte François Batthiany.

Le comitat de Weszprim reçoit l'ordre de fournir trente mille rations de pain par jour, énorme contribution pour un pays déjà éprouvé.

Sur les frontières de Turquie mieux encore : On accuse les Français d'exciter les Turcs contre les Croates. Or il n'y avait pas vingt ans que les chrétiens et les musulmans du Danube s'étaient combattus pour la dernière fois. Les Français étaient regardés comme des païens depuis les récentes violences exercées contre le pape, et Napoléon se plaignait à l'archevêque de Vienne que l'on transformât une lutte politique en guerre de religion : il faut convenir que si l'assertion de Dessewffy

au sujet des Turcs est exacte, ce qui est douteux, les officiers français de la Dalmatie ont pris à tâche de justifier les ennemis de leur maître.

Quoique les soldats eussent montré plus de gaminerie que de cruauté, les vaincus n'en revenaient pas de voir les Français, si modérés en 1805, démentir à ce point leur bon naturel : « Sigismond Szœgényi me demanda pourquoi » le Français, quittant sa douceur naturelle, » est devenu brigand. » Ils remarquaient pourtant que leurs vainqueurs faisaient peu de dommage là où ils trouvaient le seigneur à son poste, et que leur caractère aimable reparaissait volontiers : « Quel charmant, quel » joyeux homme que le Français ! » Mais par exemple quelle brutalité envers le clergé !

Tout cela me porte à croire que M. de Narbonne et d'après lui nos historiens (1), se sont mépris sur la prétendue sympathie des Hongrois. Les écrivains magyars s'élèvent avec

(1) Excepté M. Lanfrey, qui, trop dédaigneux du mérite intrinsèque de la proclamation, dit fort justement, ce me semble, qu'il y avait folie à parler aux Hongrois d'indépendance, les mains rouges encore du sang des Espagnols (IV, 523). — De Gérando (*Esprit politique en Hongrie*, 133) ajoute que la conduite de Napoléon envers la Pologne n'était pas faite pour encourager les Hongrois. — Voir aussi la *Hongrie ancienne et moderne*, de Boldényi.

force contre cette opinion : Majláth affirme que le prince Eszterhazy se mit à rire lorsqu'on lui proposa la royauté, et partit en fidèle sujet pour le quartier-général ; que la proclamation, fort remarquable sans doute, ne produisit aucun effet, et que tous les exemplaires furent livrés à l'autorité légitime (1). M. Horvath réfute M. Villemain par le récit des événements de 1809, qui depuis le premier jusqu'au dernier prouvent la fidélité et même l'acharnement de ses compatriotes. Il cite un mot de Metternich à M. de Narbonne : « Général, vous » ne connaissez pas la loyauté hongroise. » Enfin M. Springer (2) allègue avec beaucoup de vraisemblance que la proclamation s'est très-peu répandue, et que les Hongrois n'ont pas eu grand mérite à repousser des offres qui furent connues d'un petit nombre d'entre eux.

De son côté Napoléon changeait subitement de système : il pressentait l'hostilité d'Alexandre, et cherchait un allié. Le seul allié possible étant François II, il n'est plus question de démembrer l'Autriche, la paix de Vienne est conclue, et bientôt les fiançailles avec Marie-

(1) Majláth, *Geschichte der Magyaren*, IV, 153-154.
(2) Springer, I, 100.

Louise. Mais les Hongrois ne pardonnèrent pas à Napoléon d'avoir réuni à son Empire les pays de l'Adriatique dépendants de la couronne de Saint-Étienne, et la paix fut accueillie par une douleur patriotique. Presbourg envoya à l'Empereur, malgré l'appauvrissement causé par la guerre, tout l'argent dont la ville pouvait disposer. Pesth fit entendre un langage respectueux et ferme : « Nous affirmons hardiment que cela ne serait pas arrivé si Ta » Majesté avait suivi les conseils de ses fidèles Magyars. » Le roi venait de remercier l'insurrection.

Il est naturel qu'un peuple agité par une cruelle secousse et par une grande commotion morale, une fois arrivé le jour du repos, se recueille et cherche un interprète de ses souffrances passées, de ses impressions qui commencent à s'effacer. Plus vivement encore que l'histoire ou que la poésie lyrique, le théâtre peut retracer à la foule ces tableaux animés, qui lui donnent une seconde fois, mais sans douloureux mélange, la jouissance de l'héroïsme. Au lendemain de la chute de Napoléon, Kisfaludy fit paraître sur la scène magyare *La vaillante jeune fille hongroise* (1),

(1) Kisfaludy, *A lelkes magyar leány*, pièce jouée en 1816.

épisode embelli ou imaginaire de la guerre de 1809.

Jamais drame ne fut plus imprégné des passions politiques. Au moment où le rideau se lève, Liza Bodonyi, fille d'un petit gentilhomme campagnard, vient de lire un journal qui annonce des défaites : « La trompette de la
» renommée retentit toujours pour le triom-
» phe des Français ; chaque jour les rappro-
» che de nous ! Hélas ! c'est la quatrième fois.
» Depuis que je vis et me souviens, toujours
» la guerre ! Quand cela finira-t-il ? Ce Napo-
» léon, comme dit si bien mon père, est l'At-
» tila du monde moderne (1). J'aimerais le voir !
» Y a-t-il dans le monde une femme qui aime
» vraiment cet homme cruel ? Je ne le crois
» pas, car il est impossible qu'il aime autre
» chose que sa personne et ses passions. »

Une vieille amie de la famille vient dire à Liza qu'un jeune gentilhomme pauvre, nommé Orvay, veut partir avec l'insurrection en laissant sa mère malade.

« LIZA.

Je loue en lui le vrai patriotisme. Un homme de cœur doit songer à sa mère, mais com-

(1) Il est rare qu'un Magyar parle d'Attila comme d'un fléau ; Attila est regardé comme une gloire nationale.

bien plus à sa patrie ! Que deviendrait-elle si l'on avait toujours un bon motif pour ne pas la défendre ? Si j'étais homme, j'agirais comme lui.

LA DAME GERENDY.

Mais si votre père était mourant ?

LIZA.

Mon père, tel que je le connais, mourrait de honte si j'hésitais à défendre la patrie. »

Elle ne se trompe pas. Bodonyi arrive : « Ce Napoléon, dit-il, marche comme la tempête. Que ne suis-je plus jeune de trente ans !

LIZA.

Que ne suis-je un homme !

BODONYI.

Plût à Dieu ! mais que peut un vieillard aveugle avec une jeune fille ? »

Court et sublime dialogue. — Liza n'est pourtant pas incapable d'amour, elle le déclare, mais « j'aime ma patrie, dit-elle, plus que » moi-même et plus que tous les hommes. » Son fiancé ne veut pas rejoindre le contingent, elle le foudroie de son mépris : « Un homme » qui ne sait pas se sacrifier à la patrie n'aura » jamais mon estime ni mon amour... Nous » les connaissons, ces hommes, ce sont eux » qui ont perdu la Hongrie dans les champs

» de Mohacs. C'est ce qui arriverait encore » si toute la jeune noblesse était comme » vous. »

Et elle épouse Orvay qui, sacrifiant sa mère à sa patrie, est prêt à combattre pour le roi et la liberté.

CHAPITRE XI (1).

LA CRISE FINANCIÈRE DE 1811-1812.

Les finances ont toujours été le côté vulnérable de l'Autriche. Cette puissance entreprenante au-delà de ses ressources vivait dans une crise presque permanente; mais des accès aigus la mettaient parfois à deux doigts de sa perte. La situation n'a jamais été plus grave qu'en 1811, au lendemain du suprême effort de Wagram ; il importe de l'étudier surtout en Hongrie où la constitution rendait nécessaire la convocation d'une assemblée et une discussion publique.

L'année 1810 fut pour toute la monarchie un temps de repos et de recueillement. Le mariage de Napoléon avec une archiduchesse semblait écarter pour longtemps toute menace de guerre. Aux chansons haineuses des Viennois contre les Français : « L'Empereur » François veut vivre et régner, Napoléon et » ses Français veulent crever (2). » succé-

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 312-350.
(2) *Dessewffy levelezése*, I, 131.

daient les plaisanteries, amères mais inoffensives, des salons de Vienne désabusés : « Nous sommes vengés de Napoléon ; il vient » de s'inoculer la bêtise autrichienne et le » malheur autrichien. » La fièvre belliqueuse étant tombée, la ruine apparut, menaçante, inévitable. Le papier-monnaie, multiplié sans mesure pour faire face aux exigences de la dernière guerre, était tombé au dixième ou au douzième de sa valeur : on avait peine à trouver 100 florins d'argent contre 1,000 florins de papier, tandis qu'en 1808 la différence n'était que 100 à 200 ! C'était là une misère commune à tout l'Empire, mais les Hongrois faisaient valoir des griefs particuliers : ils avaient mainte fois averti que l'on marchait aux abîmes ; on avait violé leur indépendance légale ; on avait pris les produits des mines hongroises pour les besoins généraux de l'Autriche.

Mais si le mécontentement grandissait, de son côté, la Cour, libre de toute crainte extérieure, et n'ayant plus à faire voter des secours militaires, laissait de côté tout ménagement. M. de Metternich commençait sa longue dictature ministérielle et son système de centralisation absolument contraire à l'esprit des

Magyars (1). Malgré la présence de deux magnats au ministère, le comte Zichy, le comte Erdœdy, nul ne se gênait pour attaquer la constitution hongroise comme vieille, rétrograde, abusivement aristocratique. Telle était par exemple l'opinion de Stein, le ministre prussien libéral : à ses yeux une constitution qui laissait en servitude les huit dixièmes de la nation, et qui dispensait de l'impôt la grande propriété, devait absolument être changée (2). Une coalition d'esprits aussi différents que ceux de Stein, de Gentz et de Metternich eût été bien redoutable, si le peuple, souffrant plus que personne de la détresse financière, ne se fût serré autour de la noblesse.

Le comte Wallis, ministre des finances, n'était pas homme à reculer devant des formalités. Dans son gouvernement de Bohême, il s'était rendu célèbre par sa dureté et son minutieux despotisme : un jour que l'on devait jouer *Gœtz de Berlichingen* au théâtre

(1) Nous arrivons à la dernière partie de notre travail, il ne rentre donc pas dans notre plan d'étudier Metternich, dont la longue carrière, en 1811, commence à peine. Contentons-nous de renvoyer au premier volume de M. Springer.

(2) V. dans Pertz, *Das Leben der Ministers Freiherrn von Stein*, II, 432-433, le jugement sévère porté par l'homme d'État prussien sur la Hongrie. Gentz, quoique lié avec beaucoup de nobles hongrois, trouvait que la constitution était à changer.

de Prague, il supprima comme renfermant une allusion séditieuse, cette menace du chevalier à la main de fer : « Que celui de vous » qui n'est pas un bœuf de Hongrie ne m'ap» proche pas de trop près » (1). Wallis, dans le courant de l'année 1810, essaya d'un emprunt, puis d'un nouveau papier qui eut le sort de l'ancien (2). Il fallait absolument trouver quelque chose : on trouva. Le 20 février 1811, une *patente* fut envoyée en Hongrie comme dans les autres provinces, avec des considérants détaillés, que je vais résumer ainsi que l'acte lui-même.

Des malheurs subis (et non causés) par le gouvernement, lui ont rendu nécessaire d'émettre de nombreux billets de banque, dont l'extrême dépréciation cause la ruine universelle. Mais comment y remédier? L'État serait peut-être autorisé par les circonstances à une banqueroute partielle ; mais nous voulons l'éviter à tout prix. Voici donc ce que nous avons décidé dans l'intérêt de nos sujets bien aimés : Les billets ne seront pris que pour le cinquième de leur valeur nominale, et ils

(1) *Gœtz de Berlichingen*, acte IV, scène 2.
(2) Springer, I, 166 et suiv., donne de curieux détails sur Wallis.

n'auront cours, ainsi réduits des quatre cinquièmes, que jusqu'au 1er février 1812. D'ici là ils devront être échangés contre les nouveaux billets qui vont être émis sans retard. — Il n'y a pas à craindre que ces nouveaux billets ne se multiplient à leur tour : la commission chargée de les émettre s'engagera par serment à ne pas dépasser le cinquième de la valeur des billets actuellement en circulation ; ainsi, au lieu de un milliard soixante millions de papier qui existent actuellement, il n'y aura que deux cent douze millions de florins en papier nouveau. Cela même n'est qu'une transition : le but du Gouvernement est de remplacer peu à peu ces billets meilleurs par du numéraire métallique. — De même les pièces de cuivre ne seront prises que pour le cinquième de leur valeur nominale. — Que le présent édit soit exécuté sans retard.

Le désespoir fut immense, et non moins générale l'indignation. Quoi ! pour toute récompense la Hongrie ne devait attendre de son roi que la ruine ! La nation de braves frémit devant ce péril froid et sec de la misère, comme un soldat, éprouvé par le fer et le feu, peut trembler devant un pacifique et misérable

avenir. La patente n'atteignait pas moins la constitution que les intérêts matériels : jamais le principe *semmit rólunk nélkülünk* « rien de nous sans nous » n'avait été plus audacieusement violé. Le comitat de Pesth se fit comme toujours l'écho de l'opinion publique. Nous ne doutons pas, écrit-il au roi, que la mesure ne soit prise pour le bien du pays ; mais nous ne pouvons admettre des remèdes pareils, tant qu'ils ne seront pas approuvés par une Diète. Que le roi convoque notre assemblée, il peut être sûr que nous ne reculerons devant aucun sacrifice : mais d'ici-là nous n'exécuterons pas son édit. » La plupart des comitats adhérèrent à ce modéré, mais ferme langage.

La chancellerie aulique de Hongrie, dirigée par le comte François Kohary, se chargea de répondre par l'ordre d'accepter la patente dans les huit jours. Mais le comitat de Pesth le prit de très-haut, s'étonnant que des Hongrois eussent oublié à ce point leur patrie, et que le roi ne daignât pas répondre en personne. Jusque-là, dit-il, on ne sera point tenu d'obéir à des ordres inconstitutionnels, émanant de courtisans qui songent à leur intérêt, nullement à celui du roi.

Les comitats furent servis à souhait : François II leur écrivit une lettre inouïe sur leur « insolence, » les menaçant de sa plus grande colère « et des mesures les plus violentes. » De leur côté les États héréditaires obéissaient passivement, non sans beaucoup souffrir : chacun évitait de se procurer plus de papier-monnaie qu'il n'en fallait pour vivre au jour le jour (1); mais enfin ils obéissaient. Les comitats durent céder, non sans insister sur la misère générale et sur la nécessité d'une convocation.

Ce désir au moins fut exaucé. Le Gouvernement voulait demander à la Diète de garantir le nouveau papier et de faire une loi sur les contrats et les paiements entre particuliers. Aussi ne témoigna-t-il aucune répugnance; mais il mit tout en œuvre pour décourager les électeurs et les candidats opposants.

Des commissaires royaux furent envoyés dans les chefs-lieux des comitats qui venaient de se signaler par leur audace : ils se firent présenter les registres des délibérations, et déchirèrent les pages les plus dangereuses « pour effacer jusqu'aux traces du poison. » Quelques orateurs furent appelés à Vienne *ad*

(1) Perz, *Das Leben d. M. F. v. Stein*, II, 757.

audiendum verbum regium, c'est-à-dire pour entendre les offres ou les menaces du souverain. Plus d'un grand ispan dut s'employer à écarter quelque redoutable adversaire de la Cour ; ainsi le prince Eszterhazy travailla contre Paul Nagy, lequel se retira de la lutte malgré son intacte popularité. La majorité restait opposante, mais elle était dirigée par Joseph Vay, que la modération de son libéralisme faisait plutôt rechercher que combattre par le gouvernement.

Une lettre fort dure de François II donnait pour ainsi dire à la future assemblée le ton qu'elle ne devait pas quitter, celui de la discussion soumise : « On n'a pas montré l'empressement qui convient à des sujets.... On espère sans aucun fondement changer notre volonté ; nous demeurons inébranlable dans les décisions que vient de prendre notre gouvernement d'origine divine. Nous ne souffrirons pas que l'opposition se joue de nos nobles efforts. Ceux qui méconnaîtront nos ordres peuvent s'attendre aux effets suprêmes de notre colère, etc. » C'était le vrai discours du trône : on ne peut lui refuser la netteté et l'énergie.

Le 29 août 1811, la Diète s'ouvrit à Pres-

bourg (1). Le personal était le comte Majláth, chef d'une famille distinguée mais connue pour son dévouement royaliste. Son discours, prononcé en langue magyare, fut un aveu très-franc des difficultés où l'on se trouvait, et dont on ne pouvait sortir, disait-il, qu'avec de grands sacrifices. Il trouva moyen d'éveiller, même sur des matières aussi ingrates, l'amour-propre magyar ; il rappela qu'il n'y avait pas moins de courage à se résigner froidement qu'à se faire tuer sur le champ de bataille. Le chanoine Benyovsky se borna à un éloge assez banal de la constitution et du peuple hongrois.

Devant les magnats, le Palatin Joseph, aussi en magyar, parla de la fatalité qui s'était appesantie sur l'Empire, et laissa entrevoir qu'on ne devait qu'à lui la convocation de la Diète. Quant au prélat, son petit discours fut un éloge en règle de l'archiduc Palatin. Cette séance d'ouverture ne ressemble point à celles des assemblées précédentes, il n'y a point d'effets à ménager, point de passions à soulever : les orateurs sont très-brefs, on est

(1) *Országgyűlés naplója* (Journal de la Diète de 1811). C'est le plus long de tous : 3 vol. in-folio; les premières pages répondent aux séances préparatoires que nous allons raconter.

pressé d'en venir aux chiffres. Le roi, dans la troisième séance, se contente de promettre qu'il travaillerait au bien du pays. Le conflit s'engage presque aussitôt entre les propositions royales et les contre-projets de la majorité.

Le gouvernement demande trois choses :

1° Que pour soutenir le nouveau papier il soit créé un fonds métallique, et que des 212 millions de florins, valeur totale du nouveau papier, 100 millions soient garantis par les revenus de la Hongrie; — 2° que le pays donne 2 millions de florins par an, sorte de fonds d'amortissement qui permettra de rendre la valeur du papier égale à celle du métal, et de supprimer le papier peu à peu; — 3° que l'impôt pour l'entretien de l'armée soit élevé de douze millions de florins (ainsi même en 1811 l'Autriche voulait être prête à profiter de la première secousse européenne).

La majorité, sans espérer le retrait de l'ordonnance financière, voulait dans sa passion pour la légalité, ou plutôt dans sa juste prévoyance, obtenir le redressement du grief national (1) : elle voulait que le gouvernement reconnût ses torts, qu'il promît de ne jamais

(1) *Sérelem*, mot difficile à traduire.

prendre de mesures semblables, à moins que du consentement de la Diète. Elle insistait sur cette belle pensée, que la nécessité même et l'urgence ne peuvent changer la loi tant que l'assemblée n'a pas reconnu cette urgence, cette nécessité.

Au milieu de cet insoluble conflit, un personnage grandit singulièrement, le Palatin Joseph : il jouait pourtant un rôle ingrat et difficile, le rôle de médiateur. Il parlait le langage d'un archiduc à Joseph Vay, aux chefs de l'opposition, cherchant à les plier aux demandes de la cour, à les faire entrer dans les voies conciliantes. Lorsqu'il écrivait à l'empereur, son frère, c'était un grand dignitaire de Hongrie, revendiquant les droits de ses concitoyens.

Malgré toute son habileté, il échoua d'abord. L'orage ne fit que grandir pendant deux mois, non sans cause il faut en convenir. Comment! Non contente de faire peser de nouveaux impôts sur un pays ruiné, la cour multipliait par cinq toutes les contributions, car le papier n'était reçu dans les caisses de l'Etat que pour le cinquième de sa valeur : de telle sorte qu'au lieu de verser dix florins dans le trésor il fallait en verser cinquante. Comment les secours

militaires votés avec enthousiasme en 1808, ont inspiré d'autre pensée que d'augmenter les dépenses de l'armée régulière ! Comment la Hongrie qui a livré au roi le sang de ses enfants pour des guerres souvent désapprouvées ne reçoit d'autre récompense que l'abolition des garanties légales! Ainsi récriminait la Diète, avec passion, avec amertume : L'Empereur et ses conseillers songeaient à la dissoudre, lorsque le Palatin, fort inquiet, partit pour Vienne.

Pendant son absence, qui dura six semaines, la majorité s'occupa de réclamations et de projets. Elle se plaignit des atteintes portées à la liberté de la parole et de la presse, des convocations menaçantes *ad audiendum verbum regium*, qui réduisaient les orateurs au silence, de l'étroitesse et de l'iniquité de la censure, qui laissait paraître les brochures contre la Hongrie et qui interdisait les réfutations. A ces empiétements du pouvoir, on opposait la question plus politique que littéraire de la langue nationale. Un projet de loi portait : que le conseil de lieutenance (1) correspondrait en magyar avec le pouvoir législatif — que les lois seraient rédigées en magyar — que depuis

(1) *Helytartó tanacs.*

le 1er janvier 1815 ce serait la langue des tribunaux dans tout le royaume — que tout l'enseignement se donnerait en magyar.

En janvier 1812, le Palatin revint à Presbourg. Il avait au moins obtenu que la Cour laissât de côté sa grossière violence et revînt au langage parlementaire. Les exigences royales, quant au fond, ne changeaient point. L'augmentation de 12 millions de florins pour l'impôt militaire était déclarée urgente; le roi témoignait sa douleur de charger encore les contribuables; mais il ne pouvait accepter l'ancien papier que pour le cinquième de sa valeur. Tout ce qui avait été fait était bien fait. En d'autres termes les finances devenaient un secret d'état soustrait à la discussion publique.

Les députés, très mécontents encore, et décidés à refuser l'impôt, voulurent cependant répondre au langage plus poli du prince par des marques de bonne volonté. Dans l'impossibilité de payer en espèces, ils offrirent une nouvelle élévation du prix du sel, deux florins en sus par quintal; ils offraient encore un million de mesures de blé, quinze cent mille mesures d'orge, ce qui devait produire un total de douze millions de florins. Offre très honorable pour la noblesse, qui au lieu de se

retrancher derrière ses priviléges, prenait d'elle-même une grande part aux contributions.

Malheureusement ce beau mouvement était gâté par d'aigres réclamations et par des menaces : le roi se crut dispensé de toute reconnaissance, et autorisé aux procédés les plus hostiles, les plus blâmables.

Les subsides en nature donnent prise à la mauvaise foi : une mesure de blé peut valoir à quelques jours de distance deux prix fort différents, et lequel de ces deux prix prendre pour base ? La Diète évaluait à quatre florins chaque mesure de blé, à deux florins chaque mesure d'orge.

Le 21 avril, le gouvernement déclara qu'il acceptait le présent offert, mais que jusqu'à la fin d'août il faudrait payer en espèces, et donner 6 florins au lieu de chaque mesure de blé, 3 florins au lieu de chaque mesure d'orge. En d'autres termes, l'impôt était augmenté d'un tiers. De plus une lettre royale augmenta de quatre florins (neuf au lieu de cinq), le prix du quintal de sel : contribution monstrueuse en tout pays, mais plus encore dans une contrée agricole telle que la Hongrie. Ce n'était même pas une bonne mesure fiscale : l'expé-

rience avait montré qu'en élevant le prix du sel on diminuait la vente, chacun se réduisant au strict nécessaire. Mais c'était avant tout une violation de la Constitution, le tarif du sel ne pouvant être fixé que par la Diète.

L'Assemblée eut bientôt à déplorer un attentat d'un autre genre. Le comte Joseph Dessewffy jugeait sévèrement, dans sa correspondance avec Kazinczy, les opérations du ministre Wallis (1). Il parle du *cancer financier* qui ne manquera pas de dévorer l'Empire d'Autriche ; il compare le papier autrichien aux assignats français ; il convient bien qu'il faut un remède énergique, mais il le voudrait conforme à la justice. Telles furent sans doute les opinions renfermées dans quelques écrits qu'il distribua à ses collègues : il se vit exclu de la chambre haute.

Enfin les projets de loi présentés par la Diète, les vœux exprimés par elle n'obtinrent que des réponses évasives ou dédaigneuses. Les assemblées précédentes, disait-on, avaient pris déjà bien assez de décisions sur la langue magyare (ce qui était un peu vrai). Les exercices militaires ne pouvaient être autorisés pour le moment. La clôture était fixée au 19 mai.

(1) *Dessewffy levelezése*, I, 207, 239-241.

La majorité furieuse fit éclater un tel orage de reproches que le Gouvernement jugea quelques concessions nécessaires. L'exclusion de Dessewffy fut annulée, et les brochures hostiles à la Hongrie purent être réfutées impunément. Mais si la liberté de parler et d'écrire reçut ainsi quelques satisfactions, il n'y eut rien de changé quant aux finances, à part des exigences nouvelles. La question des contrats entre particuliers venait encore tout envenimer. Telle personne s'était engagée, en 1810, à payer dix mille florins à telle autre personne en 1813 : comment le paiement devait-il se faire : en argent ou papier ?

Là-dessus aussi il y avait désaccord entre les députés et la cour. Les ministres trouvant que l'on avait suffisamment mis au grand jour les dangereux mystères des finances, pressaient la rédaction des projets de loi, pour en finir.

On ne pourrait sans tomber dans un extrême ennui raconter en détail les dernières phases de cette lutte. Les modérés de l'opposition eux-mêmes, Vay, Illeshazy, déclaraient que mieux valait se séparer sans faire de lois et céder à la force brutale, qu'il fallait envoyer à Vienne une députation solennelle conduite par le Palatin. Mais il était trop tard. L'archiduc

Antoine vint prononcer un aigre discours de clôture, engageant les députés à se rendre dignes des bonnes grâces du roi. — Et tout fut fini.

Les ennemis de la Hongrie (et ils étaient nombreux même parmi les esprits libéraux), frémirent de joie à la nouvelle de cet insolent coup de force. Le découragement visible des députés fatigués d'une si longue lutte semblait condamner une constitution vieillie, et proclamer le triomphe du pouvoir absolu. Mais l'historien libéral de l'Autriche, Springer, en juge tout autrement : il estime que la Hongrie a eu raison de ne pas vouloir être traitée en province esclave (1). Nous ajouterons que pour qui envisage dans son ensemble l'Europe de cette époque, le rôle des Magyars devient très-grand parce qu'il est unique : n'était-ce rien de délibérer et de résister en 1811?

(1) Springer, I, 178-198.

CHAPITRE XII (1).

LA DERNIÈRE LUTTE CONTRE NAPOLÉON : LA SAINTE-ALLIANCE.

Elle est cruelle la situation d'un peuple partagé entre l'irritation légitime que fait naître en lui la conduite de son souverain et son amour-propre blessé par l'ennemi. Tels les Magyars, dans la lutte suprême, durent combattre Napoléon pour le triomphe d'un roi qui venait de violer leurs libertés. Aussi ne devaient-ils montrer cette fois ni leur froideur de 1805, ni leur enthousiasme de 1809. Ils accomplirent leur devoir de chevaliers et de sujets ; ils se souvinrent d'Essling, de Raab, de la paix de Vienne ; ils vengèrent sur l'empire français l'occupation de leur sol par une armée étrangère ; enfin, le parti conservateur se joignit volontiers au grand effort de l'ancien régime pour achever l'œuvre des coalitions. Mais tout cela se fit sans déploiement de passions politiques : au-

(1) Horváth, *Magyarország Történelme*, VI, 356-412.

cun poète ne chanta la victoire de Leipzig ni la prise de Paris; aucun publiciste n'excita ses compatriotes à prendre les armes; aucun orateur, de la chaire ou de la tribune, ne prêcha la guerre nationale : il n'y eut en Hongrie ni Gentz, ni Fichte, ni Kœrner.

Aussitôt après la dissolution de la Diète, dès le mois de juin 1812, le roi demanda des soldats pour former le corps auxiliaire qui, sous les ordres de Schwartzenberg, devait appuyer l'invasion de la Russie. Chacun comprenait la cruelle nécessité que subissait la monarchie autrichienne, et s'inclinait sans murmure : le comitat de Pesth fournit 540 hommes, les autres dans la même proportion. Jusqu'à quel point les auxiliaires hongrois ont-ils pris leur part des souffrances de la retraite? c'est ce que nous ne saurions dire. Toujours est-il que quelques mois plus tard les peuples de l'Autriche devaient s'infliger de nouveaux sacrifices pour combattre les Français, leurs alliés d'un jour.

Si l'Empereur d'Autriche n'a consommé que le 10 août 1813 sa rupture avec son gendre, il ne faut pas croire qu'il n'y eût pas songé de longue date. La preuve en est que dès le 23 février il demandait des conscrits au

royaume de Hongrie. Les comitats objectèrent que la levée était illégale, qu'il ne pouvait y avoir, à moins de convoquer la Diète, que des engagements volontaires et des dons gratuits. Mais le cabinet de Vienne, engagé dans de tortueuses négociations avec toute l'Europe, ne se souciait pas d'une discussion publique. On compta sur l'amour-propre magyar, qui ne voudrait pas se laisser distancer par le mouvement patriotique de l'Allemagne. Ce ne fut point une illusion : les conscrits, les dons volontaires en blé, en vin, en chevaux affluèrent.

Lorsque l'Autriche, prudente cette fois, eut bien vu que l'Europe conjurée prononçait la ruine de Napoléon, lorsqu'elle lui eut bien fait perdre au congrès de Prague son dernier élan victorieux, elle imprima une impulsion nouvelle à ses peuples. Le 13 juillet, le Palatin écrivit aux comitats que le maintien de la paix n'était plus possible ; qu'en un moment si grave on ne pouvait convoquer la Diète, à cause de la rapidité foudroyante des événements ; que le roi, comptant sur le dévouement de ses sujets, leur demandait surtout d'augmenter leur excellente cavalerie légère.

Cette circulaire eut un succès complet. Seul le gênant comitat de Pesth fit intervenir des scrupules : il n'y eut qu'une voix dans le pays pour remercier le gouvernement de ses efforts pacifiques malheureusement inutiles, et lui offrir tout ce qu'il demandait. Seize mille cavaliers se trouvèrent en quelques semaines, et furent incorporés aux douze régiments de hussards : une rapide cavalerie de 25,000 hommes put être mise en ligne dans les plaines de la Saxe.

La fortune parut d'abord rester fidèle à Napoléon : la bataille de Dresde coûta cher aux alliés, et à la veille de Leipzig François II écrivait à peu près dans ces termes : « Ceux » qui versent leur sang sous nos yeux méri- » tent bien de n'être pas oubliés par ceux qui » vivent auprès de leurs foyers tranquilles. » Mes Hongrois si fidèles laissent-ils peser » tout le fardeau de la guerre sur nos pro- » vinces héréditaires? Nous recevrons tout » avec plaisir, mais surtout des recrues. »

Les comitats se montrèrent bien disposés : « Enfin, répondait le comitat de Pesth, le » sauvage ennemi est menacé dans ses pro- » pres frontières, et forcé de consacrer à sa » propre défense les forces qu'il employa na-

» guère à opprimer les nations.... Nous som-
» mes heureux des victoires de Notre Majesté,
» qui lui permettront de songer au bien de
» ses sujets, car la crainte de l'ennemi ren-
» dait tous les vœux stériles. Nous ne refuse-
» rons aucun secours ; et si la loi interdit
» toute levée de troupes sans un vote de la
» Diète, les patriotes sont autorisés à s'en-
» gager individuellement. »

Le roi fut contrarié de cette perpétuelle chicane légale, et sans doute se promit d'y mettre un terme lorsqu'il serait assez fort. Les dons volontaires, les engagements volontaires ne faisaient pourtant pas défaut : ils dépassaient même les exigences royales, mais ils avaient un air d'indépendance bien fait pour irriter. Le 16 novembre, François II écrivit de Francfort pour demander encore 60,000 conscrits destinés à l'invasion de la France. L'espoir d'en finir et de recouvrer la paix fit trouver encore cinquante mille hommes, mais à quel prix ! On peut en juger par le comitat de Pesth qui renfermait encore à la fin de 1812 neuf mille hommes ayant de dix-sept à quarante ans, célibataires, et en état de porter les armes : plus de deux mille partirent en 1813, deux mille cinq cents con-

tribuèrent à la campagne de France. Donc la bonne moitié, en quelques mois! Il est vrai que les derniers arrivés furent dispensés de combattre par l'abdication de Napoléon.

Le 22 juin, l'Empereur, de retour à Vienne, remerciait ses peuples représentés chacun par une députation. L'archevêque d'Erlau conduisait les Hongrois. « Je reconnais avec plaisir, » dit François, que chaque partie de la mo- » narchie a contribué au salut général. Il y a » de grandes blessures à guérir : ce sera » l'œuvre de la paix. Sachez supporter la » bonne fortune aussi bien que la mauvaise. » Aimez votre patrie, ayez toute confiance en » un prince qui n'a d'autre but que votre » bonheur. »

C'était là le langage d'un souverain paternel : il annonçait un doux despotisme plutôt que la liberté. L'occasion se présenta bientôt de réclamer la convocation d'une assemblée, alors que la nouvelle du retour de Napoléon mit l'Europe au désespoir. La demande fut éludée, et les soldats furent levés sans résistance; mais Waterloo arrêta tous les préparatifs, et le danger d'une guerre européenne fut pour longtemps écarté. Les Magyars purent se figurer, comme tant d'autres peuples,

que sur les débris de l'Empire français ils avaient fondé la liberté universelle. Le bronze des canons pris à l'ennemi, servit à frapper des médailles qui furent distribuées aux soldats. Elles portaient pour légende : *Europa libertati asserta.*

Comment les espérances de la Hongrie restèrent des illusions ; comment une réaction de dix années récompensa les fidèles Magyars auxquels on avait promis que le jour de la paix européenne serait aussi le jour de la liberté ; c'est ce qu'il ne rentre point dans le plan de cet ouvrage de raconter en détail. Indiquons seulement les grands traits de ce tableau : la Hongrie sous le régime de la Sainte-Alliance.

L'Empereur n'a plus rien à redouter au dehors : les rois frères se garantissent mutuellement l'intégrité de leur territoire. L'armée autrichienne peut donc être employée toute entière à la compression intérieure : c'est alors véritablement que l'Autriche, entre les mains adroites de M. de Metternich, devient une armée, un camp, non point une nation ni un faisceau de peuples. Les soldats, les officiers sont imbus de l'esprit de corps, instruits à se regarder comme une aristocratie placée bien

au-dessus du vulgaire. Pour empêcher l'esprit national de faire des ravages parmi eux, on les déplace, on les soumet à de savants mélanges. Les Hongrois garderont l'Italie, les Italiens la Gallicie polonaise, les Polonais l'Autriche, les Autrichiens la Hongrie : de sorte que la diversité des races, au lieu de causer la ruine de l'Empire, est une force de plus.

Dès lors, pourquoi se gêner avec les traditions magyares, avec l'insupportable légalité? Le paternel Empereur, bon bourgeois de Vienne, humain de caractère, ennemi des répressions sanglantes, pourra tranquillement donner cours à son horreur des constitutions. Il dira, par exemple, à une députation du comitat de Pesth (1820) : « Le monde entier, dans sa folie, cherche des constitutions imaginaires, *totus mundus stultizat et imaginarias quærit Constitutiones.* » Il se brouillera peut-être avec son vieux médecin qui lui aura fait compliment sur sa bonne *constitution.* Pour guérir ses sujets de cette sotte fièvre, l'échafaud n'est pas nécessaire : des audiences fréquentes pour les séduire, les rapports de police pour les démasquer, le carcere duro pour rafraîchir les mauvaises têtes et pour les distraire, la musique. Point d'assemblée

générale. Les indestructibles comitats sont contenus par de nombreux fonctionnaires à la nomination du gouvernement : partout le grand ispan, s'il est faible ou suspect, est remplacé par un ami sûr et dévoué du pouvoir. Les offices électifs sont diminués autant que possible, et les candidats dangereux sont écartés par tous les moyens. La bureaucratie autrichienne étend sur toute la Hongrie son tenace réseau.

Les intelligences ne sont pas privées de toute nourriture : les écoles primaires sont nombreuses, les colléges suffisent aux stricts besoins de l'instruction secondaire ; mais les instituteurs sont misérables, obligés pour vivre, de faire deux ou trois métiers : presque aussi ignorants que leurs élèves, ils bornent leur enseignement à faire apprendre par cœur quelques livres élémentaires. Les régents, un peu plus instruits, sont surveillés, non-seulement dans les exercices de leur classe, mais dans leurs lectures personnelles. L'enseignement supérieur est encore plus sacrifié, tout aussi servile, et l'on obtient difficilement la permission d'étudier dans les universités allemandes.

Aucun ouvrage libéral ne peut franchir la

ligne des douanes, encore moins être admis dans les bibliothèques, et de fréquentes descentes de la police répondent de la pureté des librairies. Tout ce que l'on peut imprimer doit être autorisé par une censure ignorante, qui laisse passer sous le titre de *Népelem* (l'*Elément populaire*), un livre qu'elle venait de refuser sous le titre de *Démocratie*. Les journaux très-peu nombreux, ne peuvent donner, pour ainsi dire, aucune nouvelle sérieuse de l'étranger.

Si du moins les intérêts matériels étaient satisfaits ! Mais bien au contraire, pour les frais des dernières campagnes, il a fallu créer un nouveau papier, qui tombe au tiers de sa valeur nominale, et l'année 1817 verra éclater une crise comparable à celle de 1811. Il est vrai que les résultats seront moins déplorables, à cause de la paix universelle, et que peu à peu la situation de l'Empire va s'améliorer. Mais les produits hongrois sont toujours sacrifiés à l'industrie autrichienne. Le blocus continental avait fait de la Hongrie l'inévitable intermédiaire entre l'Allemagne et l'Orient : la mer devenant libre, ce commerce va quitter la vallée du Danube pour éviter d'absurdes droits de douane. Dans l'in-

térieur du pays, la complète ignorance des questions économiques empêche tout progrès de l'agriculture. Les marais empiètent tous les jours sur les terres cultivées, faute d'un bon système de canalisation ; les routes sont mal entretenues.

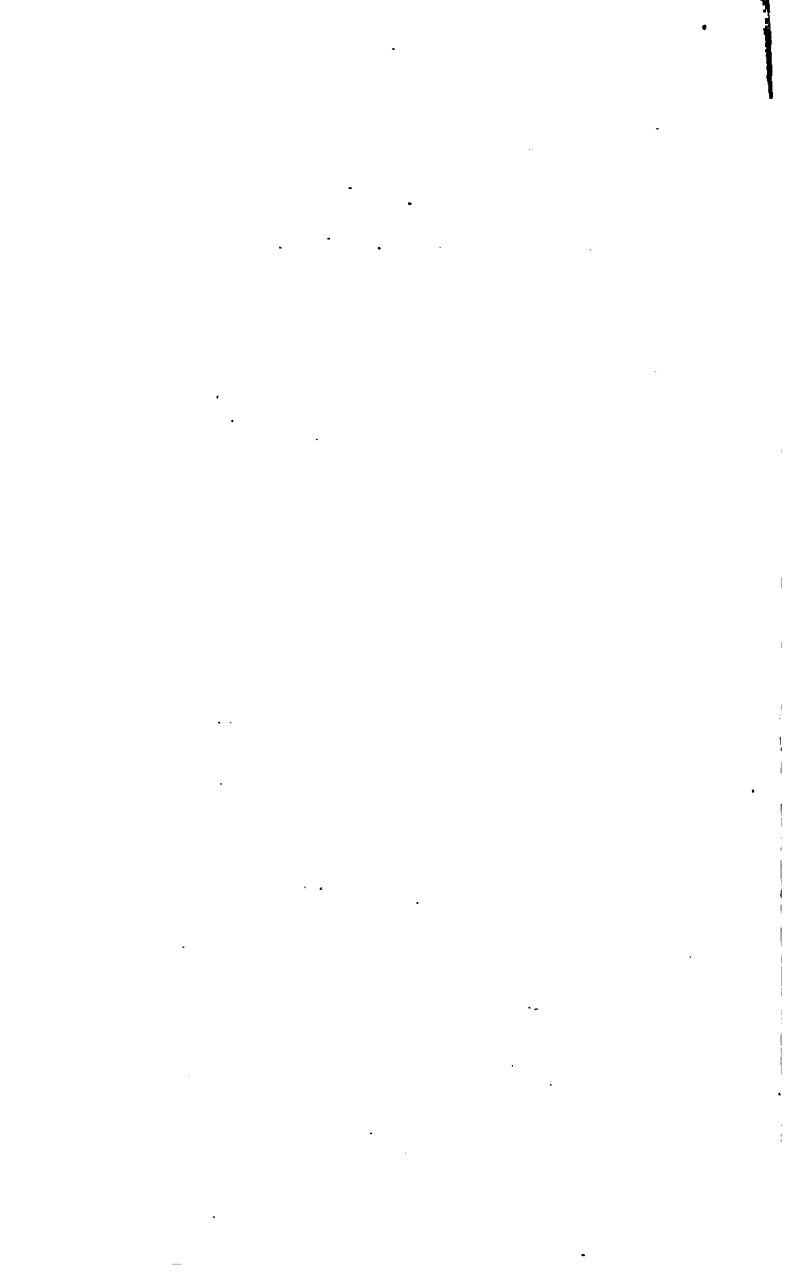
Les villes n'offrent pas un spectacle moins triste : les larges rues, boueuses, inaccessibles lorsque tombent les pluies d'automne, séparent deux rangées de maisons basses et humides. Nul éclairage ; peu de jardins et de promenades publiques ; peu de beaux bâtiments ; des prisons infectes et toujours remplies, car l'ignorance misérable se venge sur la société.

Faut-il donc se soumettre à cette triste conclusion, que ving-cinq années d'efforts, de souffrances et de dévouement, n'ont fait que plonger la Hongrie dans la misère et la servitude ? N'aurions-nous raconté qu'un épisode peu connu des grandes guerres européennes et nullement une période féconde de l'histoire d'un peuple libre ? Loin de là, le merveilleux essor de la Hongrie depuis 1825, interrompu par les excès de 1848, mais plus que jamais sensible aujourd'hui, est dû à la période laborieuse dont nous avons essayé de reconstituer, l'histoire. Les Magyars, souvent dupes

de leur gouvernement ou de leurs passions imprudentes, n'en fondaient pas moins leur poésie, leur éloquence, leur richesse et leur liberté.

TABLE DES MATIÈRES

VERSAILLES. — IMPRIMERIE CERF, 59, RUE DU PLESSIS.





BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-18, à 3 fr. 50 (Cartonnés 4 fr.)

CARLYLE. **Histoire de la Révolution française**, traduit de l'anglais par M. Élias Regnault. — Tome Ier : La Bastille — Tome II : La Constitution. — Tome III et dernier : La Guillotine.

VICTOR MEUNIER. **Science et démocratie.** 2 vol.

JULES BARNI. **Histoire des idées morales et politiques en France au XVIIIe siècle.** 2 vol.

JULES BARNI. **Napoléon Ier et son historien M. Thiers.** 1 vol. Édition populaire sous le titre : **Napoléon Ier**, 1 vol. in-18, 1 fr.

AUGUSTE LAUGEL. **Les États-Unis pendant la guerre** (1861-1865). Souvenirs personnels. 1 vol.

DE ROCHAU. **Histoire de la Restauration**, traduit de l'allemand par M. Rosenwald. 1 vol.

EUG. VÉRON. **Histoire de la Prusse** depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa. 1 vol.

HILLEBRAND. **La Prusse contemporaine et ses institutions.** 1 vol.

EUG. DESPOIS. **Le Vandalisme révolutionnaire.** Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 1 vol.

THACKERAY. **Les quatre George**, traduit de l'anglais par M. Lefoyer, précédé d'une Préface par M. Prévost-Paradol. 1 vol.

BAGEHOT. **La Constitution anglaise**, traduit de l'anglais. 1 vol.

ÉMILE MONTÉGUT. **Les Pays-Bas.** Impressions de voyage et d'art. 1 vol.

ÉMILE BEAUSSIRE. **La guerre étrangère et la guerre civile.** 1 vol.

ÉDOUARD SAYOUS. **Histoire des Hongrois et de leur littérature politique** (de 1790 à 1815).

FORMAT IN-8.

SIR G. CORNEWALL LEWIS. **Histoire gouvernementale de l'Angleterre de 1770 jusqu'à 1830**, traduit de l'anglais et précédé de la vie de l'auteur, par M. Mervoyer. 1 vol. 7 fr.

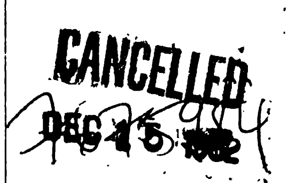
DE SYBEL. **Histoire de l'Europe pendant la Révolution française.**

1869. Tome Ier, 1 vol. in-8, traduit de l'allemand. 7 fr.
1870. Tome II, 1 vol. in-8. 7 fr.

TAXILE DELORD. **Histoire du second Empire**, 1848-1869.

1869. Tome Ier, 1 fort vol. in-8 de 700 pages. 7 fr.
1870. Tome II, 1 fort vol. in-8. 7 fr.

VERSAILLES. — IMPRIMERIE CERF, 59, RUE DU PLESSIS.


CANCELLED

